

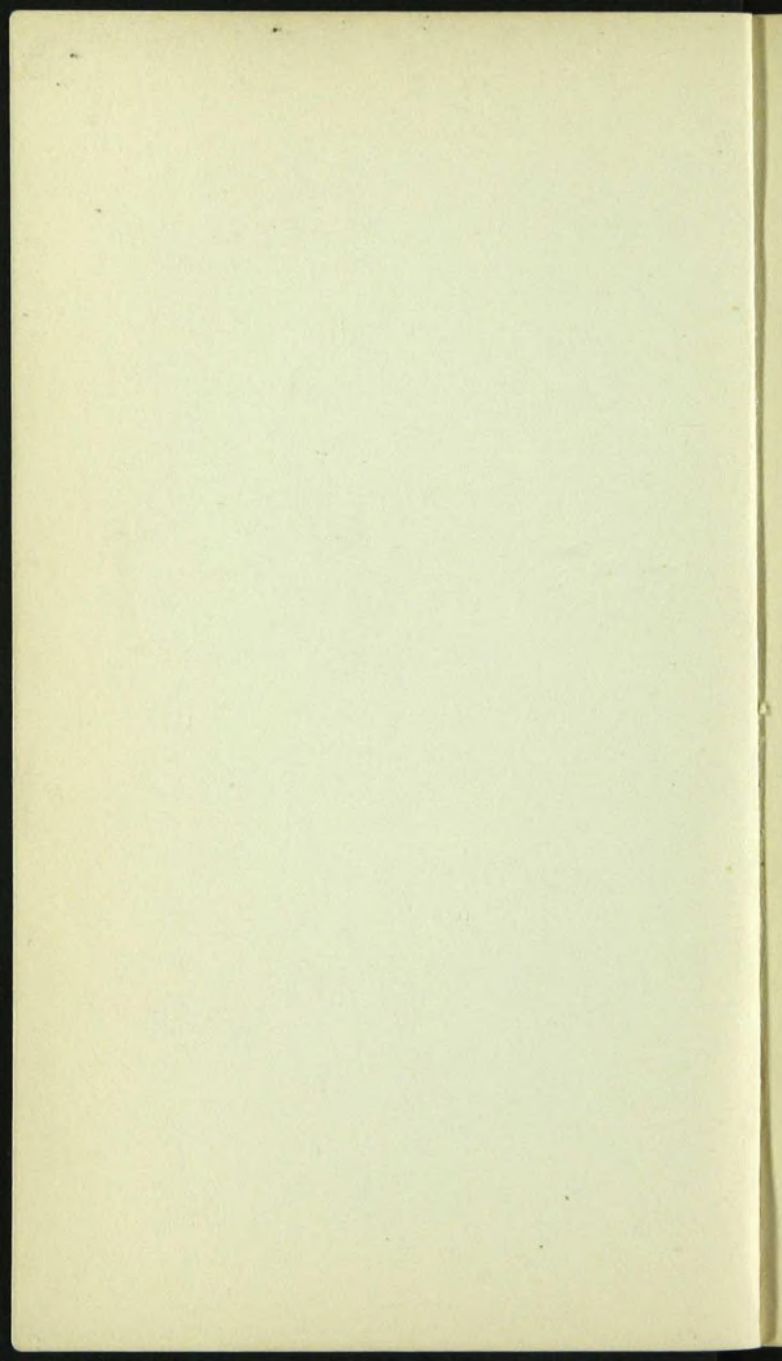
BIBLIOTHEQUE
SAINT-SULPICE MONTRÉAL



80

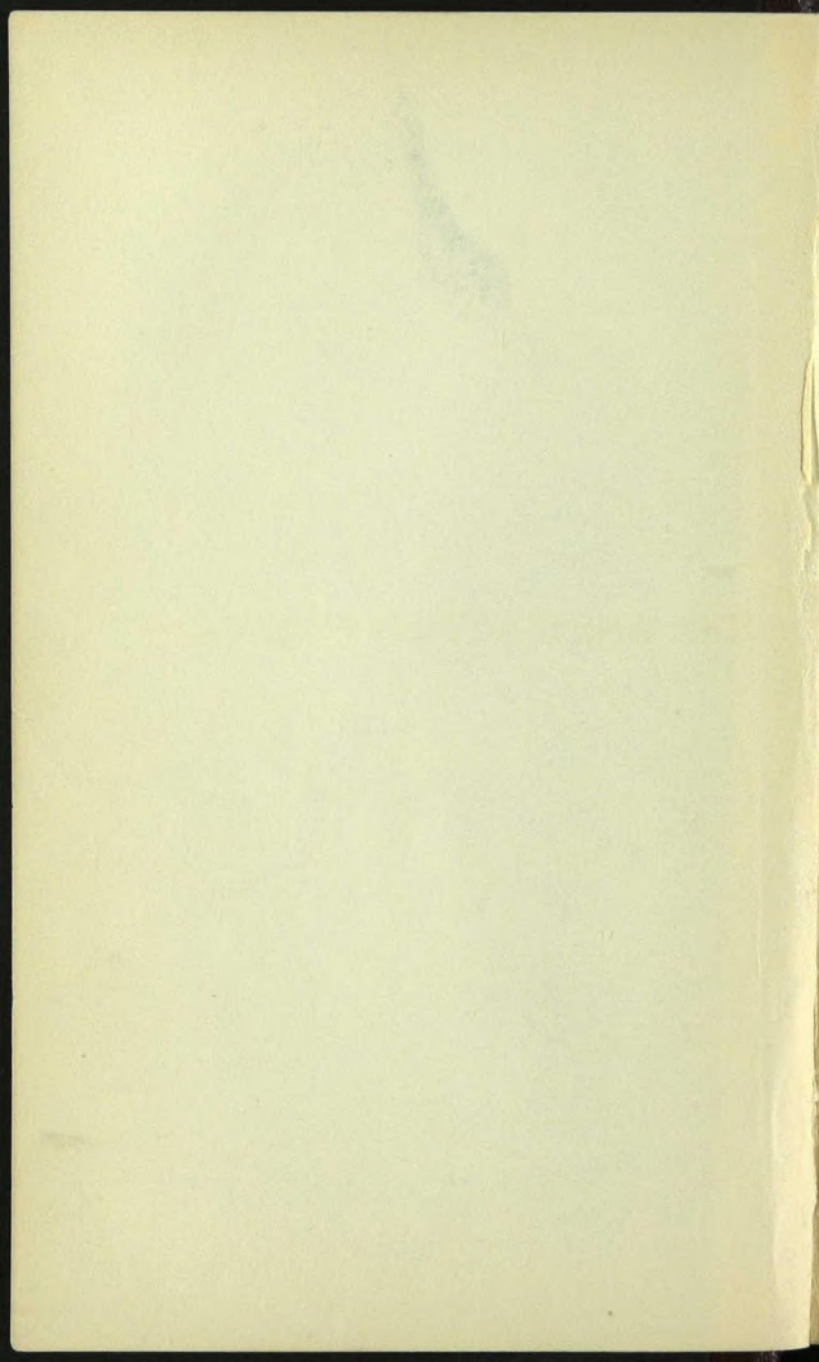
π

VB



SECRETARIAT DE LA PROVINCE
QUÉBEC.

25/1/43



DIX ANS D'ACTION FRANÇAISE

Tous droits réservés, Canada, 1926.

Abbé LIONEL GROULX

Dix ans
d'Action française

BIBLIOTHÈQUE
SARRE-LES-BAINS



JUSQU'AU BOUT

MONTREAL
BIBLIOTHÈQUE DE L'ACTION FRANÇAISE
MCMXXVI

Nil obstat:

Marianopoli, 5a novembris 1926,

Lucianus PINEAULT, *ensor.*

Imprimatur:

* GEORGES, arch. coad., *ep.* Montréal,

le 5 novembre 1926.

F
5042.1
G 715

S

B. Q. R.
NO 1383



AVERTISSEMENT DE L'ÉDITEUR

Les dix années de L'Action française, revue de doctrine, ne pouvaient guère mieux se couronner que par la publication d'un volume de doctrines, où se réunissent, dans le cadre de conférences, ou d'articles de revue, les dix ans d'activité d'un maître d'Action française.

En éditant ces pages, nous sommes assurés de rendre service à notre élite intellectuelle, et surtout à la jeunesse qui cherche, à bon droit, une orientation décisive.

Nous n'avons pas l'intention d'apprécier, même brièvement, les doctrines exprimées dans ce volume. Nous remarquons simplement qu'elles portent un cachet de parfaite unité. L'on a conscience d'être en contact avec un esprit complet, logique, sûr de lui-même, libre de tout inté-

rêt mesquin, soucieux avant tout de la vérité. L'abbé Groulx est un maître. Nous disons, maître, non parce qu'il essaye de dominer, ou le désire. Mais parce que dans sa vie, depuis les dix à douze ans qu'il écrit, et qu'il agit, nous sentons une orientation déterminée. Il sait ce qu'il veut. Il sait où il va. Il dit ce qu'il pense. Il agit selon sa pensée. C'est pourquoi il a des disciples nombreux.

Sa force d'entraînement, c'est la lumière qui oriente les énergies, et c'est l'exemple d'une vie consacrée à la réalisation d'un idéal. L'abbé Groulx est chez nous l'un des rares hommes de doctrines et d'action, qui harmonisent si justement la théorie et la réalité. Il en est peu, à notre connaissance, dont les opinions et les actes offrent autant de logique et d'unité.

Avec lui, la jeunesse soucieuse de directives est enfin entrée dans l'ère des précisions nécessaires, dans l'ère où les points sur les *i* ne sont pas négligés.

Que l'on relise les deux premiers chapitres de ce volume, écrits avant même la fondation de l'Action française, mais insérés là pour leurs affinités intellectuelles avec le reste. Déjà s'annonce la doctrine qui illuminera toute une vie. A mesure que l'on tourne les pages, que l'on franchit le seuil des années, les mêmes idées-mères se répètent, ou mieux se dégagent plus

nettement, jusqu'au maître chapitre qui ferme le volume avec l'éclat d'un esprit en parfaite maturité: « l'Histoire et la vie nationale. » L'abbé Groulx a condensé dans ces pages la substance de son oeuvre doctrinale. Il n'est pas un Canadien français, demeuré encore fidèle à la discipline de son esprit et au respect de son sang, qui ne puisse adhérer, sans restriction, au programme de vie nationale ainsi esquissé.

Il ne s'agit plus de ballotter l'âme canadienne-française entre la fidélité à soi-même et sa loyauté au conquérant, sans jamais la fixer à l'ancre du salut. Il ne s'agit même plus d'adopter le caractère de neutralité nationale que préconisent les partisans de l'« esprit canadien » tout court. Mais il s'agit de révéler au peuple canadien-français, l'entité distinctive de son âme, la personnalité particulière de son être; de la lui faire aimer, de lui en indiquer la fin suprême, et de lui proposer les méthodes qui l'orienteront vers son épanouissement intégral.

L'abbé Groulx s'est consacré à cette mission. On est tenté, parfois, de lui reprocher d'avoir négligé son oeuvre historique pour le bénéfice de son oeuvre doctrinale d'Action française.

Qui oserait nier que les deux n'ont pas leur rigoureuse nécessité? D'ailleurs, elles se rapprochent tellement par le fond, qu'elles se con-

fondent harmonieusement. Les leçons d'Histoire ont révélé au peuple canadien-français qu'il constitue une nation distincte. Les chapitres de doctrine ont suppléé à ce que le cours d'histoire n'avait pas mission d'exprimer : orienter les énergies de notre peuple vers sa destinée ultime. Nous l'avons déjà écrit : chez l'abbé Groulx « l'historien se double de la clairvoyance d'un chef. Il ne se borne pas à évoquer le passé ; il explique le présent, il indique les solutions de l'avenir. » C'est pourquoi, son oeuvre atteindra plusieurs générations.

Quiconque aura la bonne fortune de parcourir ce volume, que nous avons l'honneur d'édition, constatera la justesse de notre appréciation.

Albert LÉVESQUE.



LES TRADITIONS DES LETTRES FRANÇAISES AU CANADA ¹

Mesdames, Messieurs,

Une vérité que les Byzantins de chez nous ne contestent plus, pour l'assez bonne raison, semble-t-il, qu'elle n'est plus contestable, et que M. de La Palice est un ancêtre qu'on n'avoue guère, c'est la nécessité, pour la littérature canadienne, d'être... canadienne.

Elle sera canadienne ou elle ne sera pas !

Tout arrive, Mesdames, Messieurs. Un jour devait poindre, où, sur un si grave problème, tout le monde s'aviserait de se mettre d'accord. L'on vou-

¹ Discours prononcé à Québec, au Congrès de la langue française, 25 juin 1912.

drait ne plus attendre l'éclosion des grandes oeuvres,

*« Le porte-voix en quelque sorte officiel
Par quoi le cri du sol s'échappe vers le ciel, »*

que de l'artiste au génie libre, authentiquement canadien. Vrai Chantecler réveilleur d'aurore, il commencerait par prendre contact avec la bonne terre — la Terre divine — pour nous dire ensuite « non pas de ces chants qu'on chante en les cherchant »... dans les livres ou dans les confidences des muses étrangères,

« Mais qu'on reçoit du sol natal, comme une sève! »

L'accord se fit donc, sur ce premier point, et sans héroïsme, puisqu'aussi bien tant d'autres problèmes nous offraient le loisir de discuter toujours. Fallait-il prêter l'oreille à un nationalisme aux prétentions séduisantes mais quelque peu hautaines, opter pour l'autonomie la plus absolue dans la création d'un art autochtone? Peuple adolescent, valait-il mieux accepter résolument la tutelle du grand art, et, avant d'écrire des oeuvres, apprendre tout bonnement à lire dans les chefs-d'oeuvre?

Notre modestie, d'accord avec le bon sens, opta pour ce dernier parti. A vrai dire, Brunetière nous y aida bien quelque peu en nous persuadant que, « s'il y a quelque chose d'insolemment barbare, c'est de prétendre, en cette vie si brève, ne dater,

ne compter, ne relever que de nous-mêmes ». Et comment ne pas nous ressouvenir que, pour rompre avec le passé, il faudrait rompre avec la dernière goutte du sang de nos veines ?

Au reste, la question la plus complexe et la plus grave ne venait-elle pas de se poser soudainement ? Ce n'était pas tout de nous mettre à l'école du grand art. Il fallait discerner, dans la littérature de France, les oeuvres à substantifique moëlle que nous pourrions nous convertir « en sang et nourriture ».

Vous avouerez, Mesdames, Messieurs, que le problème est d'importance, pour peu que de sa solution dépende l'avenir de la littérature canadienne ; qu'en dépende aussi l'intégrité de notre âme française : autant dire le problème de notre survivance. Puis, comment différer plus longtemps cette solution, si, parmi les nôtres, nous croyons découvrir une tendance à choisir pour maîtres quelques-uns des moins français des écrivains de France ? La mode — une mode tenace qui n'a pas le bon esprit de passer comme les autres, comme toutes les autres — la mode ne veut-elle pas qu'on fréquente de préférence chez ceux-là qui dans leur propre pays n'ont pu faire que de mauvais disciples, maîtres d'un art raffiné et subtil, mais enfermés en des cénacles pompeux auxquels n'arrive pas toujours la bonne fortune de la Pentecôte ?

La littérature d'un peuple doit être consubstan-

tielle à ce peuple, — une race ne profite que des influences qu'elle est prédestinée à subir. Je n'énonce là, Messieurs, que des banalités fort solennelles, et je vous prie de croire que je m'en doute un peu. Mais depuis quand ces banalités vénérables ont-elles déserté les rangs des profondes et éternelles vérités? Depuis quand ne sait-on plus que la tradition et le progrès sont restés réfractaires au divorce et qu'il en a coûté cher aux talents et aux peuples qui ne s'en sont pas souvenus? Hélas! nous n'avons plus à l'apprendre ni surtout à le redire: les Déracinés seront toujours, quoi qu'on fasse, d'une espèce inférieure. Et quoi donc me ramène en ce moment le souvenir attendri de deux érables exilés, érables de chez nous dont, là-bas, en Bretagne, à Crec'h Bleiz, manoir de monsieur le comte de Cuverville, j'ai retrouvé un jour l'ombre fraternelle et nostalgique? Ils ont crû, les plants déracinés de la Nouvelle-France, comme ils ont pu, sur le granit breton, à côté du chêne celtique. Ils ont peut-être gardé du pays d'origine l'élanement fier, le panache au vert viril et hautain. Mais quand un jour d'éclosion printanière, on s'avisa de les entailler, les vaisseaux appauvris des érables déracinés furent trouvés vides de la sève du pays natal. Messieurs, ce fait a plus que la valeur d'un symbole: à tout prix, il faut souder le présent et l'avenir au passé; le progrès ne fut jamais que la persévérance et la continuité du même effort, l'assimilation intelligente du vieux

fonds commun de la race, comme l'arbre plus jeune ne peut aspirer de sève pure et vigoureuse que dans les débris des ancêtres morts.

Après cela, vous entendez bien, Mesdames, Messieurs, que cette littérature-là se fera pour nous initiatrice et maîtresse de chefs-d'oeuvre, qui, étant la plus française et la plus dignement humaine, conviendra mieux à une oeuvre de formation et aux exigences de l'âme nationale. Voulons-nous préparer une Renaissance canadienne des lettres de France? Voulons-nous devenir des « ouvriers travaillant à l'exaltation » de la Nouvelle-France? Nous saurons entendre avec circonspection l'invite belliqueuse des du Bellay de chez nous, et ne pas « piller sans conscience les sacrez thrésors du temple delphique ». Il y a de nos jours des pillards intelligents qui pillent avec conscience, et faut-il oser le dire? Tout ce qui est français nous vient de France; mais tout ce qui nous vient de France n'est pas toujours français.

Et, par exemple, que n'aurions-nous pas à risquer pour la vigoureuse éclosion des talents, à fréquenter plus qu'il ne convient dans ce siècle dix-huitième, dont M. Faguet a pu dire qu'il ne fut « ni chrétien ni français » ? Nulle nécessité non plus, je suppose, d'aller éteindre ou seulement voiler la clarté de nos âmes françaises dans le brouillard romantique, si le romantisme, à le bien prendre, ne fut en littérature qu'une tentative révolutionnaire, un vio-

lent assaut au bon sens héréditaire ; et, pour tout dire, si le romantisme, dans ses origines et dans son fond philosophique, ce n'est ni Châteaubriand, ni même Victor Hugo, ni surtout la France, mais un étranger, un Genevois, Jean-Jacques Rousseau. Je laisse en paix, sous leur linceul parfumé, bien d'autres esthétiques qui n'ont enrichi l'art français que de cela même qui ne les constituait pas et qui ne doivent le bonheur de vivre qu'au bonheur non moins grand d'avoir pu mourir.

Il reste que nous nous mettions à l'école des écrivains qui firent une fois en France cette grande et rare chose qu'on appelle un siècle classique. Voilà pour nous, Mesdames, Messieurs, les Maîtres de l'heure et de quiconque ambitionne, depuis deux cents ans, le redoutable honneur de tenir une plume française.

On se gardera bien, sans doute, de nous opposer le caractère assez peu national et convenablement païen de la littérature du dix-septième siècle. Pourrait-on se donner plus de peine, et plus inutilement, pour la caractériser d'une façon plus superficielle ? Et pourrait-on porter un pareil jugement sans le limiter à la minorité des oeuvres ? Là encore, il serait question, je suppose, du théâtre. Mais qui donc se faisait fort un jour de découvrir plus de christianisme latent dans une tragédie de Racine que dans toute l'oeuvre romantique ? Au surplus, ne ferait-on pas bien de se souvenir que l'empreinte

du génie national se reconnaît moins au choix des thèmes qu'à la façon de les traiter, et qu'alors si le Cid est espagnol et si Andromaque est grecque, il n'est rien néanmoins de plus français que l'Andromaque de Racine et que le Cid de Corneille.

Nulle littérature n'est plus grande que la littérature du grand siècle, si aucune n'a manié de plus grandes idées ni de plus grands mots. Nulle n'est plus française, si dans aucune l'âme de la France ne s'est versée aussi entièrement, avec une égale splendeur de son entité historique, avec une intégrité aussi parfaite de ses traditions et de son incomparable idéal. Nulle n'est plus humaine, si, de toutes les littératures du monde, aucune n'a pu jeter, dans la circulation, des idées d'une valeur d'échange plus universelle, si nulle n'a su fixer comme elle la pensée humaine sous « l'aspect de l'éternité ».

Voilà bien, Mesdames, Messieurs, voilà les titres de la littérature classique, à devenir, pour nous Canadiens, la nourriture qui est la moëlle des lions, qui crée des nerfs et du sang, qui donne de l'âme. Me demandez-vous une raison plus décisive? Voulez-vous que je prononce un dernier mot? Ici, ce soir, à la face des délégués de la France, en présence d'un des Quarante Immortels, je tremble d'articuler ce qui paraîtra sans doute à plusieurs un épouvantable blasphème. Et pourtant, Mesdames, Messieurs, je sens que le mot m'échappe, que je m'en

vais le dire, il faut aller à la littérature classique, parce que nulle plus que toi, ô littérature de Corneille, de Racine, de Molière, de Boileau, de Pascal, de Bossuet, nulle plus que toi n'est... canadienne!

Pardon, Messieurs de France. Votre noble littérature entre si naturellement dans nos traditions qu'elle exposerait, à de plus graves confusions de propriété, de moins Français que les Canadiens français. Nous n'avons besoin, pour en arriver là, que de noter, entre l'âme canadienne-française et l'âme classique du siècle de Champlain, de Talon, de Frontenac et même de Montcalm, tant d'harmonies survivantes.

Sans doute, nous ne sommes qu'un rejeton du vieux pays; nous avons grandi sur une autre rive. Mais comme l'arbrisseau poussé du gland, nous avons gardé du géant dont nous sommes issus, le besoin de la même sève vigoureuse, l'orgueil de dresser la tête dans la claire lumière du même soleil.

Originaires de cette partie de la France où s'épanouit, avec la langue la plus pure, le plus solide tempérament français, séparés un jour brusquement de la mère-patrie, restés bien longtemps sans la revoir, nous gardons encore de la France du siècle classique, la grande et pure image qu'au jour de la séparation nous emportions d'elle au fond de nos regards émus. Nous avons gardé sa foi, et avec la foi les mêmes instincts d'idéalisme. Une sorte

de parallélisme d'histoire, une évolution naturelle sans courbe irrégulière n'ont fait que fortifier les tendances natives.

La France aura été, par le fond même de son être, un pays de croisades. Si, parfois, ce fut l'instinct de conquête qui la mena sur les champs de bataille du monde, à cet instinct s'est mêlé presque toujours la volonté de répandre une idée, une doctrine. Nous avons eu, nous aussi, l'esprit de croisade. Pendant cent cinquante ans de domination française, nos pères connurent plus que tout la passion des chevauchées chevaleresques. De nos jours, dans cette Amérique vouée à la fièvre du matérialisme et à la conquête de l'or, quand il faut trouver les noms des premiers explorateurs et des premiers conquistadors, il arrive qu'on cherche ailleurs que dans notre histoire ; mais quand il faut élever des statues pour ménager quelque revanche à l'idéal, aux bouches lointaines du Mississipi comme dans la fière Washington, à Détroit de Michigan comme dans les prairies du Far West, regardez : ce sont de nos gens, ce sont des Français qu'on ressuscite dans le bronze.

Quand, après la séparation, et presque à la même heure que pour la mère-patrie, sonna pour nous l'ascension vers les libertés nouvelles, aucune catastrophe n'est venue nous jeter violemment en dehors de nos traditions. La liberté publique nous a fait quelques victimes ; elle ne nous a rien pris de notre âme. Si l'on avait pu craindre que les institutions

britanniques nous eussent enlevé quelque chose de notre idéalisme français, l'histoire est là pour attester qu'il n'en fut rien. Nous sommes bien restés des chevaliers de l'idée, d'incorrigibles idéalistes. En 1792, nous engageons notre première lutte parlementaire pour la sauvegarde de notre langue, et, cette première lutte, nous la terminions, comme dirait M. Zidler, par une de « nos plus grandes victoires », une victoire française. Un de nos gouverneurs, Lord Dufferin, n'allait-il pas, dans la suite, nous saluer comme les vrais conquérants des libertés constitutionnelles? Ce fut, vous le savez, un effort d'un demi-siècle, effort inlassable et superbe, qui dure encore, et où, malgré notre faiblesse et notre pauvreté, tout autre souci plus pratique se vit relégué au deuxième rang. Entre temps, toujours comme la France ancienne, et comme elle sans consulter nos intérêts, nous nous éprenions des grandes causes vaincues, et l'épée de nos officiers presque adolescents allait faire briller jusqu'à Rome un éclair d'épopée.

Au reste, Mesdames, Messieurs, ne vous paraît-il pas que nous nous sommes trop bien défendus pour avoir changé? L'histoire des peuples est faite d'ordinaire de luttes pour s'assimiler d'autres races, pour chasser des intrus du territoire, pour acquérir la suprématie du commerce, pour reculer la frontière et agrandir la patrie. La nôtre se résume tout entière dans une idée, dans une lutte: l'idée et la

lutte de la survivance. La survivance ! Nous avons coordonné vers cette fin et nous avons dépensé pour l'atteindre tout le trésor de nos énergies. Fortifier par une vigoureuse culture intérieure notre âme française, dresser autour d'elle des murs de défense, voilà qui donne le mot de notre histoire depuis cent cinquante ans. Nous n'avons versé ni plus de sueurs ni plus de sang pour la conquête du sol. Et d'ailleurs, tout l'effort de nos colons et de nos laboureurs se subordonne à la grande oeuvre de préservation et de construction nationale. Quand, chez nous, des pionniers ouvrent un canton et sèment de nouveaux champs de blé, rien ne les anime de la passion des envahisseurs. Humbles constructeurs de la patrie, ils ne font que reculer des contreforts, ceux de l'édifice à profil de cathédrale, où pieusement nous gardons, comme dans un tabernacle, l'âme de la nouvelle France.

Messieurs, cette noble fidélité au passé, cette supériorité constamment gardée de l'idéal sur la matière atteste le vieil équilibre de l'âme, la robuste santé de l'antique race. Elles nous disent de quel pays et de quel siècle nous sommes. Et tout cela aussi, si je ne me trompe, nous désigne les lettres françaises qui se feront pour nous gardiennes de traditions initiatrices au grand art. Si, à tant de raisons, il en fallait ajouter une autre, peut-être serait-il facile de démontrer que les plus canadiens de nos écrivains, ceux dont l'oeuvre fut une force, furent aussi les plus classiques.

Qu'importe que ces vieilles lettres de France ne sachent pas autant que d'autres plus récentes s'organiser en mots rares et se diamanter d'images somptueuses? N'en faut-il pas moins les préférer à toutes si en formant « ces vieux mots qui suffisaient si bien à nos pères pour tout dire », elles seules viennent nous redire, dans le combat de la race, les mots et les choses qu'il importe de ne pas oublier ?

Voilà bien comme se pose encore le problème ! Il s'agit de littérature canadienne. Pour en assurer le progrès, il convient tout d'abord de garder intègres nos âmes de Français? Mais alors, ces âmes, saurions-nous les entourer de trop de protections? Rappelez-vous: c'est tout bonnement le mot « miracle » que laissait tomber un jour de sa plume Maurice Barrès au spectacle de notre survivance. Un peu partout l'on nous marchande volontiers l'avenir. Ne serait-ce point que nous ne saurions y prétendre sans nous passer de la permission de beaucoup de prophètes?

C'est dire combien l'heure serait mal choisie de faire entrer des ennemis dans la forteresse. Puisqu'il faut faire, et à tout prix, l'économie des expériences hasardeuses, profitables à personne, aux petits peuples moins qu'à tout autre, nous ne laisserons entrer dans nos intelligences aucune de ces façons de penser étrangères, rien non plus de ces esthétiques nuageuses où courraient risque de s'effondrer, avec la santé morale et la royauté de la

raison, le clair et vigoureux bon sens du tempérament français.

Rien ne pourrait remplacer les lettres classiques pour la sauvegarde de l'âme héréditaire. En vain chercherons-nous en dehors d'elles une expression plus juste et plus complète de l'âme ancestrale. Le cosmopolitisme qui depuis deux siècles a envahi les littératures, a trop mêlé l'âme des peuples pour qu'on trouve rien de si homogène et de si purement national dans le passé de la France. Puisque, de nos jours, un peuple ne peut strictement s'enfermer chez lui, mais que règne, par tout l'univers, le libre-échange des idées, la lutte pour la vie reste-t-elle possible sans un peu d'offensive, sans une participation active à la concurrence universelle? Le meilleur moyen de défense, la plus ferme garantie de durée pour une race, n'est-ce pas d'augmenter son capital et son actif intellectuels, de porter en son âme, en entrant dans la mêlée suprême, les ferments de civilisation les plus vigoureux? Trêve aux illusions grandioses mais dangereuses! Canadiens français, nous n'aurons chance de résister en Amérique au choc des peuples que si, devant la plus haute culture anglo-canadienne, nous n'affrontons jamais que des rivaux qui restent des égaux.

Pour atteindre à cette virilité victorieuse de l'intelligence, à qui irons-nous, encore une fois, à qui irons-nous si ce n'est aux grands maîtres de toujours? Leur littérature seule a pour nous les promesses de la vie. La France leur doit son hégémo-

rie intellectuelle. Et quant aux problèmes qu'agitent les maîtres, n'y va-t-il pas constamment, selon le mot de Bossuet, des intérêts essentiels de la « civilité » ?

C'en est assez : nous avons là ouvert devant nous le temple delphique ; il faut y entrer et le piller sans conscience. Prenons hardiment notre part de ce superbe héritage. Il nous confèrera des droits à la durée comme race et l'espérance d'une haute et glorieuse littérature.

C'est Brunetière qui l'a dit : « La fortune littéraire d'une langue ne dépend pas du nombre des hommes qui la parlent... mais du nombre, de la nature, de l'importance des vérités que ses grands écrivains lui auront conférées. »

Un peuple, si humble soit-il, a le droit de vivre et de durer dans le Nouveau Monde quand il peut jeter de l'or dans la coulée ardente où s'élabore l'âme des nations nouvelles. Vous le proclamiez un jour, monsieur l'Académicien (M. Etienne Lamy), dans un de ces articles qui font parler d'eux comme s'ils étaient des livres. « Le XIX^e siècle, disiez-vous, a été une époque de régimes unitaires et de vastes agglomérations. Mais l'oeuvre libératrice doit se poursuivre dans chaque Etat, et partout où un seul Etat comprend encore plusieurs groupes d'origines diverses, chacun de ces groupes doit être mis en liberté de répandre la puissance particulière de pensée ou d'énergie qu'il représente. Toute discipline d'uniformité où il pourrait y avoir

collaboration de génies indépendants est un dommage ». (Les Nationalités, *Un siècle*, p. 59).

Et nous, monsieur, nous vous disons maintenant : enrichie des dépouilles classiques, la France du Canada posséderait sur la vie, sur le devoir, sur le vrai, sur le beau, des idées qui n'entreraient pas sans elle dans l'âme américaine. Serait-elle alors trop fière de ses traditions, trop fière du rôle qui lui serait dévolu par la Providence, si, reprenant pour son compte une parole d'Emile Faguet, elle osait crier de temps à autre à ceux-là qui la voudraient supprimer : « Ce n'est point ici qu'on apprend à être Français, mais c'est ici qu'on a toutes les raisons du monde de s'entêter à l'être. »

Mesdames, Messieurs, gardons, quoi qu'il nous en coûte de luttes et de sacrifices, gardons notre âme canadienne-française. Tant de générations de pionniers, de soldats et de laboureurs y ont mis de l'héroïsme et de l'amour, qu'ils en ont fait une semeuse de beauté et d'énergie. Gardons-la pour la jeter vivante et agissante dans les oeuvres de demain, avec la vertu de sa foi, avec la valeur universelle d'échange de son verbe. Alors, nos frères de France nous rendront ce témoignage que nous sommes bien toujours la sentinelle française que leur pays oublia de relever, il y a cent cinquante ans, mais qui, l'arme au bras, est restée en faction sur le vieux rocher de Québec, pour jeter, sans défaillance, l'inlassable cri d'alerte : *Français quand même!*



LA NEUVIÈME CROISADE ¹

Vous connaissez cette jolie page de *La Douce France* de M. René Bazin, adressée aux tout-petits de là-bas: « On vous a dit que les Croisades furent au nombre de huit. Cela est vrai, car il n'y en a que huit qui soient terminées, mais la neuvième a commencé tout de suite après la huitième, et elle continue. » Et ceux qui forment la nombreuse armée de la chevalerie nouvelle, ce sont, d'après l'écrivain, tous « Ceux qui combattent par la parole et

¹ Cet article parut dans le *Devoir* le 12 mai 1914. En se reportant aux journaux du temps, particulièrement au *Droit* d'Ottawa, l'on verra avec quelle rapidité et quelle ampleur s'organisa la croisade des communions. Non seulement dans l'Ontario, mais dans le Québec et dans presque tous les groupes français, à l'appel des Sociétés nationales ou des éducateurs, des théories de petits communicants se formèrent pour la défense de l'âme nationale.

par la plume, par le sacrifice, par la prière, par l'exemple », pour que soit « maintenue à jamais la doctrine de noblesse, de justice et d'amour ».

Ne sont-ils pas de cette neuvième croisade les petits Canadiens français de l'Ontario dont M. Héroux nous racontait ici-même, l'autre jour, la récente histoire, plus belle qu'une *Enfance* de trouvère? Bien des acclamations de fierté, j'en suis sûr, ont dû s'en aller vers ces petits héros de notre race qui viennent nous réapprendre le culte du « panache » et du meilleur. Mais, parmi tous les exploits de cette chevalerie enfantine, me permettra-t-on de le dire? je n'en sais pas de plus surnaturellement beau que celui des enfants de M. l'abbé Beaudoin, le curé de Walkerville. Le matin même du jour où s'ouvrait à Ottawa le dernier congrès de l'Association d'Education, les enfants de la paroisse de Walkerville s'approchaient en corps de la communion. C'était leur manière à eux de venir à la rescousse de la petite école française.

Je me trouvais dans la salle du congrès quand fut lue la lettre du curé Beaudoin, porteuse de cette nouvelle. Aux applaudissements frénétiques qui saluèrent le geste, aux regards mouillés qui, dans une minute d'émotion intense, s'échangèrent entre tous ces pères de famille, chacun put se rendre compte que, dans l'intérieur des âmes, venait de vibrer la fibre profonde.

Je me suis demandé l'autre jour s'il n'y avait

pas là, dans ce fait, l'indication du champ de bataille où il faut diriger tous les enfants de la province opprimée. Je me suis pris à rêver d'une communion annuelle, faite le même jour, de tous les petits héros qui veulent continuer de monter la garde autour de leur école. Ce serait comme une sorte de grande revue générale de tous les petits chevaliers de la neuvième croisade, devant le Sacré-Coeur. L'heure se fait plus sombre. Dans quelques jours la question scolaire ontarienne se débatera devant les tribunaux. Le moment n'est-il pas venu de tenter une intervention suprême auprès de Dieu? J'expose donc mon projet à nos amis de là-bas, avec la pensée fraternelle qui me l'inspire et comme a dû le suggérer à bien d'autres l'héroïsme contagieux de la croisade ontarienne.

* * *

L'une des plus heureuses pensées des défenseurs de l'école bilingue dans l'Ontario, ce fut peut-être d'associer à la lutte l'armée des petits enfants. Par cette tactique, nos compatriotes devaient ajouter à la beauté et à la force de leur droit moral. Ils ont offert au monde un spectacle que Montalembert évoquait un jour magnifiquement à la tribune, spectacle qu'il appelait « le plus grand et le plus consolant dans l'histoire du monde », et qui est celui « des embarras de la force aux prises avec la faiblesse ». C'est pour que l'on maintienne encore en

ligne de bataille l'effectif de la jeune armée que nous écrivons aujourd'hui. Il faut que les persécuteurs endurent un peu plus chaque jour le châ-timent de leur infamie. C'est le droit de la justice opprimée de châtier ainsi la tyrannie. Ces gens-là ne méritent pas de se battre contre des hommes. Imposons-leur de se battre contre de petits enfants.

* * *

Dans nos luttes qui pourraient être longues, une oeuvre qui doit nous tenir au coeur, n'est-ce pas celle de la formation des recrues? Je l'écrivais, il y a deux ans, à propos du *Denier Scolaire de la Langue Française*: « Voulons-nous que la génération prochaine grandisse avec la fierté de son sang? Faisons qu'elle aille son chemin sous la protection de grands souvenirs ». Il importe, ajouterai-je avec Maurice Barrès, que nos enfants « se comprennent comme un mot dans une phrase commencée, comme la minute d'une chose immortelle ». Mais, à cette fin, quoi de meilleur pour faire communier ceux qui viennent après nous à l'âme de l'histoire, à l'âme de la race, que de les faire communier d'abord au Christ dont la foi est le premier élément de l'âme nationale? Lui, plus que tout autre, avivera dans ces coeurs jeunes la flamme des énergies sacrées. On connaît l'axiome eucharistique: « Semez des hosties et vous récolterez des héros! »

* * *

Et les parents? Les humbles ouvriers, les petits bûcherons, les petits colons des régions à peine ouvertes, eux qui ont tant besoin d'avoir du coeur, eux qui doivent déjà prélever sur leur maigre budget la subsistance de la petite école catholique et française, ne doivent-ils pas être aidés par l'action religieuse de leurs enfants? Avec le retour à la maison des petits communiant, c'est un peu de vaillance surnaturelle, ce nous semble, qui rentrera dans les pauvres foyers. Les parents se sentiront l'âme plus intrépide, quand, baisant ce matin-là leurs petits au front, ils verront briller dans leurs yeux la flamme de l'héroïsme divin. Et nous pouvons espérer mieux. Il est à présumer que beaucoup de mères, — et pourquoi pas beaucoup de pères? — se mettront en route derrière les longues et entraînantes théories des jeunes communiant. Et comment tous ces humbles pourraient-ils ne pas s'en revenir réconfortés quand ils auront mangé le pain qui alimente et fait vivre éternellement le courage, le dévouement, l'abnégation, tous les nobles sentiments du coeur humain?

* * *

Cette communion annuelle, nos frères de l'Ontario devraient l'établir, quand ce ne serait que pour faire, à tous les groupes de la race, la charité d'un peu de vaillance catholique et française. Nous sommes restés capables de nobles mouvements. Mais

nous avons besoin d'être ébranlés. Il nous faut, qu'on nous pardonne le mot, de fréquentes injections d'héroïsme. Nos frères de l'Ontario nous feraient donc une suprême charité en continuant par des manifestations de cette nature leur lutte émouvante.

Qui sait ? Je me dis que, là-bas, dans l'Ouest, plus près de nous dans l'Acadie, où il y a de petits peuples blessés, où l'on a besoin des mêmes forces parce que l'on doit souffrir les mêmes douleurs, je me dis que, dans ces petites patries où le dévouement aux intérêts supérieurs reste encore une vertu de tous les jours, le geste de l'Ontario trouvera naturellement des imitateurs. Je me dis même que le Québec, le coeur de la race, et qui paraît s'en souvenir un peu mieux chaque jour, le Québec où toutes les souffrances françaises auront maintenant leur retentissement, voudra sans doute marcher avec les autres et resserrer une fois de plus le lien infrangible de la solidarité nationale.

* * *

Catholiques, nous ne pouvons oublier les vérités de la foi qui a vaincu le monde. Le triomphe, allons le demander à Celui qui le tient dans sa main. La meilleure défense, c'est encore de constituer l'hostie sainte, gardienne de la langue et de la foi sur les petites lèvres françaises. Oui, qu'elle se lève la nombreuse armée de nos petits communiant.

Qu'elle se lève de partout, si Dieu le veut ; et partout l'on regardera défilér les petits bataillons blancs, avec des larmes dans les yeux et des résolutions plus héroïques dans la volonté. Jamais cause n'aura été si noblement défendue, jamais peuple opprimé n'aura été plus digne de la victoire. Car votre geste, ô petits héros de la neuvième croisade, plus sûrement que le geste du semeur, s'élargira jusqu'au ciel.



UNE ACTION INTELLECTUELLE ¹

Je n'ai nul mérite à reprendre ce mauvais poncif : nous sommes à une heure périlleuse de notre durée française. Nous n'avons pas oublié les graves secousses de ces derniers temps. Et s'il n'est pas sûr que le fanatisme ait désarmé, nous gardons devant nous l'inconnu et la complexité troublante des problèmes de l'après-guerre.

Notre volonté plus expresse de nous défendre est déjà le symptôme d'un péril prochain. Le vent est à l'action, aux méthodes plus énergiques. Des mots plus vifs, des brusqueries plus fières indiquent une patience lassée. Le nom de notre Revue ne révèle-t-il pas à lui seul un état d'âme autant qu'un programme ? Ici même, le mois dernier, que préconi-

¹ Article paru dans l'*Action française*, février 1917.

sait M. Edouard Montpetit, nous conviant « Vers la supériorité », sinon un moyen de défense et de durée ? Ce jeune maître de l'heure rabroue sans merci notre culte de l'incompétence ; et s'il veut tant discipliner et tant fortifier le faisceau de nos énergies, ce doit être, j'imagine, pour parer à quelque chose.

Tout nous présage, et pour avant peu, un grand effort littéraire. Pour en être assurés, mettez-vous aux écoutes de la génération qui vient. Elle s'accroît tous les jours la pléiade de ceux qui portent au front l'ardeur d'une pensée, et qui veulent la dire et qui la disent avec des mots d'artiste. Du reste, nous avons craint et souffert : c'est plus qu'il ne faut pour un réveil intellectuel. Il suffit qu'une race ne s'affaisse pas en décadence pour que, de la conscience du danger, jaillissent les meilleurs sursauts de ses énergies. Observez qu'il en fut de même en 1840 et en 1860, les deux grandes dates de notre vie intellectuelle : 1840, date de l'Union, où il fallait s'affranchir d'un décret de mort ; 1860, où se posait, dans les heurts politiques, tout l'inconnu de la fédération prochaine. N'en doutons point : en ces heures plus graves les vieux ferments héroïques se réveillent dans l'âme héréditaire. Les idées qui voltigent et passionnent les têtes ; les émotions, les angoisses qui secouent et étreignent, toutes ces puissances d'ébranlement vont atteindre jusqu'au fond certaines sensibilités plus vibrantes et plus

fines. Les voix éparses, les inquiétudes communes se forment en écho net et puissant au fond de quelques âmes choisies, là où le sang de la race, par des mystères cachés, s'est infusé plus généreux et plus fort. Et alors nous avons les poètes, les écrivains, les penseurs des heures tragiques, ceux qui deviennent les guides et les donneurs de mots d'ordre. Qui donc empêcherait l'histoire de recommencer? Pas plus qu'en 1840 et qu'en 1860, nous ne sommes, malgré nos misères, un peuple en goût de finir. On l'a dit: nous avons perfectionné nos instruments de travail; nous avons discipliné nos esprits. Ceux de la génération nouvelle peuvent prétendre à des formes d'art plus parfaites. Et nous savons qu'une plume n'est jamais inactive au bout d'une main française.

Ces promesses posent un problème: qu'allons-nous faire entrer dans cet effort littéraire? Quelle sera cette littérature de demain dont nous saluons l'ardent avenir? Oh! de grâce, ne traitons pas ce problème à la légère. Le temps est déjà loin où l'on pouvait croire la littérature un jeu inoffensif. Toute notre tradition littéraire proteste contre ce dilettantisme. Chez nous, écrire c'est vivre, se défendre et se prolonger. Incarnation d'une pensée et d'une vie, l'oeuvre d'art, par cela même qu'elle enferme l'âme d'une race dans des formes immortelles, atteint à la vertu d'un principe de durée. Et voilà, ce nous semble, pour indiquer à nos tra-

vailleurs de la pensée l'urgence de leurs devoirs. Qu'ils y songent : toute réforme, toute détermination prend sa source dans une impulsion d'idées ; toute action libératrice procède des penseurs à la foule. N'est-ce pas le temps pour les « esprits d'en haut » de chercher ce qu'ils vont mettre dans les oeuvres prochaines ? Il faut sans retard faire la révision de nos valeurs intellectuelles ; il faut chercher avec ardeur et conscience si les idées qui palpitent au cerveau de la race, sont de cette qualité qui inspire les déterminations victorieuses. Ce n'est point là ignorer la part de déterminisme qui pèse sur les débuts d'une époque littéraire. Chaque oeuvre vient éclore au confluent mystérieux de courants lointains. Mais tant d'idées en ébauche et tant d'orientations imprécises appellent d'elles-mêmes une action directrice et constructive. Et c'est d'une telle action que nous voudrions voir s'aviser opportunément tous ceux qui réfléchissent et ont quelque souci de notre avenir.

* * *

Notre littérature de demain, ne voudront-ils pas qu'elle soit catholique ? J'entends par là que nous la ferions encore, plus que dans le passé, avec la loyale intégrité de notre âme. Paul Claudel a écrit de la littérature de France : « Dieu d'un côté et le monde de l'autre ; pas de lien entre les deux. Qui se douterait à lire Rabelais, Montaigne, Racine, Mo-

lière, Victor Hugo, qu'un Dieu est mort pour nous sur la croix? C'est cela qui doit absolument cesser. » Assurément ce paganisme littéraire n'est pas tout à fait de chez nous. Mais si la pensée fut toujours chrétienne, les oeuvres en furent-elles le prolongement? L'influence de je ne sais quel mauvais laïcisme n'aurait-elle pas habitué nos lettrés à l'expression trop timide d'un catholicisme trop latent? Il faudra nous souvenir que l'alliance de la pensée et de la foi est devenue chez nous un impératif catégorique de la tradition, et qu'on ne saurait faire oeuvre constructive en s'isolant de la pensée des ancêtres. Les peuples commencent de mourir le jour où ils changent leur expression humaine dans l'histoire. Il faudra bien que nous soyons de chez nous et de notre passé, si nous voulons continuer quelque chose.

Qu'est-ce là, en définitive, sinon prier les écrivains d'obéir à la logique et à la sincérité de leur foi? Si, hommes de foi réelle, ils croient avec conviction aux vertus sociales du catholicisme, peuvent-ils volontairement ne pas faire entrer ces forces dans leur pensée et dans leur action? Une simple attitude de neutralité et de respect à l'égard des vieilles croyances ne saura plus leur suffire. Hommes de foi, ils voudront penser et écrire comme des hommes de foi. Ils seront des écrivains catholiques, parce que, dans un pays aux croyances si diverses, c'est un devoir de nos esprits de confesser le Christ,

l'Évangile et l'Église ; parce que c'est diminuer sa pensée que de la vider de sa substance religieuse et que c'est mal servir l'Art que de le découronner de la vérité. J'oserais dire aussi qu'ils feront oeuvre de croyants pour mieux s'adapter au rythme de leur génération. Ce n'est guère une illusion : les heures graves que nous venons de vivre, nous ont fait réfléchir au rôle du catholicisme. Beaucoup qui jusqu'ici n'y prenaient point garde, en laissent maintenant échapper l'aveu de plus en plus explicite. Ils entendent cette voix profonde, dont parle Barrès, voix qui les hèle, qui réclame son ascension à la lumière, qui s'efforce mystérieusement de redresser le cours de leur vie. Mais il leur faut entendre aussi ceux qui viennent derrière eux, si, entre l'effort prochain et le leur, nulle brisure ne se doit produire. Car, il y a derrière nous toute une jeunesse qui entre dans la vie avec la notion et la pratique d'un catholicisme social et vivant. Elle professe que l'activité intellectuelle, précisément parce que l'une des plus hautes, ne saurait rester étrangère aux fins supérieures. Un jeune homme de cette génération nous confiait l'autre jour son espoir, lorsqu'il écrivait à propos de ce réveil intellectuel : « Le mouvement inspire d'autant plus confiance que son orientation est franchement, bravement catholique. Trop longtemps nos meilleurs talents ont manqué de sens catholique. »²

² *Le Devoir*, Page littéraire, 12 janvier 1917.

Faut-il dire enfin qu'une génération ne peut rester indifférente au legs moral qu'elle laisse après elle? Nous travaillons pour le plus long avenir. Si notre effort parvient à susciter un des grands moments de la pensée française au Canada, c'est une action sans fin qui s'en ira toujours agissante dans la vie de notre race. Comme il importe, dès lors, que cette action porte avec elle-même toutes les vertus de la vie, du progrès et de la durée!

* * *

Pour quelques-unes de ces mêmes raisons, nous voulons que notre littérature de demain soit, en outre, française. Ne reculons pas devant le mot: elle sera française, résolument française. Et peut-être est-ce le moment de dissiper certaines équivoques, pour arrêter ces flamboiements dans le vide d'inutiles moulinets d'épée. Il nous revient que l'on s'inquiète de la survivance de la culture française en notre pays, parce que quelques-uns de nos prêtres et de nos éducateurs enseigneraient la désaffection de la France. Disons tout de suite qu'en droite logique, quelques intempérances de langue, quelques frasques d'isolés ne constituent nullement une opinion commune ni même une opinion courante. Il reste que, ne datant pas de 89, beaucoup parmi nous, prêtres et laïques et laïques aussi bien que prêtres, ne croient ni à la République ni à la France indivisibles. Montaigne pouvait aimer Paris

« tendrement jusqu'à ses verrues et ses taches. » Et c'était son affaire. Mais impose-t-on l'amour tendre des verrues et des taches? Le bon sens, non moins qu'un très noble sentiment de fidélité française, ont fait un devoir à nos professeurs et à beaucoup d'autres de choisir parmi nos importations spirituelles d'outre-mer. A vrai dire c'est pour mieux rester Français qu'ils entendent ne pas l'être d'une certaine façon! Et je crois comprendre qu'ils se défendent contre deux périls, l'un religieux et l'autre intellectuel. S'il s'agit du premier, peut-on faire un crime à des prêtres et à des catholiques de défendre leur catholicisme? Leur attitude restera inattaquable aussi longtemps qu'on n'aura pas démontré que rester catholique n'est plus une façon de rester français, surtout lorsque des étrangers à notre pays et à notre foi, tels Elisée Reclus et André Siegfried, ont vu dans notre fidélité aux croyances traditionnelles une garantie de longévité française.

Que l'on feuillette après cela les manuels et les programmes d'enseignement — ceux qui remontent à moins de trente ou de quarante ans — et l'on verra de quelle façon les maîtres de notre jeunesse pratiquent le protectionnisme littéraire. Ils font très large la part des grands maîtres de la littérature de France, et je présume que, par cet honneur fait aux classiques, nos professeurs n'ont que le mérite d'agir en éducateurs. Mais ils tiennent aussi la porte ouverte, quoique avec discrétion, aux meil-

leurs écrivains modernes et aux plus contemporains. Et ils font ainsi, non seulement parce que les maîtres de la pensée de France doivent rester les maîtres de notre insuffisance ; mais parce qu'il importe à notre durée que les courants de la pensée française nous apportent cette substance d'art et de morale, ces vertus de la race et de l'esprit qui font l'essence de notre culture. Non, nos professeurs ne sont pas de grands Barbares ni surtout des Barbares barbarisant. C'est encore au nom de la culture originelle et pour la sauvegarder, qu'ils réclament le droit de prononcer certaines proscriptions. Il en est d'un peuple comme de tout être vivant : celui-là s'inocule un principe de mort qui introduit dans sa vie un élément inassimilable. Quel mal y aurait-il à ne point faire de certains Météques — si illustres soient-ils — les dieux de la jeunesse, afin de protéger, contre les brouillards germaniques ou slaves, la clarté de nos cerveaux latins ? Pour le dire très nettement, nous n'avons que faire d'oeuvres et d'esthétiques qui ne servent point la culture française et qui, par cela même, ne sont point de l'art ni n'en peuvent créer. Mais ce sont là, je puis le dire, nos seules réserves. Et aucune ne devra nous empêcher de faire de Paris, et pour longtemps, notre Mecque littéraire. Qu'importe que, dans le passé, nous ayons reproché quelquefois à nos écrivains et à nos poètes leur manie de l'exotisme. Ce n'était point pour désapprouver la recherche vivifiante

d'influences nécessaires. Nous les blâmions d'avoir élevé cet exotisme à la hauteur d'une esthétique et d'être allés chercher en France des recettes et des artifices d'école, plutôt qu'une discipline de l'esprit et de hautes intuitions d'art. Quand il fallait n'être que des disciples, nous ne leur savions pas gré de s'être faits des pasticheurs.

Grâce à Dieu, ces temps paraissent bien finis et notre littérature de demain, catholique et française, promet de se faire bravement régionaliste. Après bien des années de vagabondage intellectuel, nous reprenons enfin les chemins de retour. Hier encore c'était M. Louvigny de Montigny qui nous disait sans cérémonie : « Débarrassons-nous donc de ces clichés d'exotisme et de tous ces procédés hétéroclites qu'il est d'ailleurs si malaisé d'utiliser à coup sûr . . . Nos jeunes littérateurs n'arriveront à rien en s'écartant de la nature canadienne . . . »³ C'est M. Montpetit qui supplie les poètes « d'assurer, par des oeuvres qui soient canadiennes, notre personnalité littéraire. »⁴ C'est M. Jean Charbonneau qui nous assure « qu'à l'avenir l'influence française ne sera ni un procédé, ni un artifice de composition ; mais un moyen pour arriver, par échelons, à une originalité conforme aux aspirations de notre race, à

³ Préface de *Maria Chapdelaine*, p. XIII.

⁴ Préface, *Des influences françaises au Canada*, tome Ier, p. XVII.

l'indépendance de notre tempérament et de nos idées. » Pour l'effort prochain, nous allons donc rapatrier nos esprits. Nous allons finir par comprendre que si la littérature ne fortifie et ne fait durer que ce qu'elle exprime, elle ne peut être chez nous un principe de force ou d'immortalité que par l'expression de notre vie, de notre pensée, de notre âme à nous, notre âme canadienne-française.

Souhaitons que l'on s'avise une bonne fois de la richesse de la matière canadienne et de la nécessité d'oeuvres urgentes. Que ne se penche-t-on tout d'abord sur le trésor de notre histoire pour le mieux inventorier ? Ce serait un lieu commun que de rappeler le rôle de l'histoire pour l'éducation du sens patriotique. A quoi bon redire qu'en nous faisant communier à l'âme des ancêtres, en nous aidant à nous comprendre comme « la minute d'une chose immortelle », nulle influence mieux que l'histoire ne révèle, avec la continuité de la tradition, le sens d'une solidarité nationale ? Il vaut mieux chercher par quels moyens nous allons drainer vers les âmes ce large et profond courant d'héroïsme. Nous attendons toujours notre grande histoire définitive, le panthéon vaste et bien aéré où, dans la pleine lumière, pourront loger toutes nos gloires. De notre histoire déjà faite, nous ne connaissons guère que les événements politiques et militaires, fort peu de chose en tout cas de notre effort économique, presque rien de la vie du petit peuple, le vrai créateur de la patrie.

Et la terre? Et notre géographie historique, sociale? Nous nous promenons en aveugles et en étrangers dans un paysage de beauté et de souvenirs. Si nous songions aux cicatrices que la patrie porte encore à son visage aimé, aux leçons d'énergie qui jaillissent du sol rude devenu producteur de blé! Partout, à la surface de notre sol, affleurent des amitiés françaises qu'il serait bienfaisant de révéler. Fort peu ont su se pencher sur leur petit coin de terre pour en humer la poésie intime, la vertu inspiratrice, pour décrire ou chanter ce régionalisme de moeurs et de coutumes qui déjà se dessine. Quand donc ferons-nous cesser l'indifférence déplorable qui sépare nos âmes de la contemplation de notre pays?

Qui voudra prétendre que notre matière épique, lyrique ou dramatique soit épuisée? Notre poésie en *puissance* dépasse toujours infiniment notre poésie en *acte*. Et, sans vouloir recommencer Fréchet-*te* ni Crémazie, une originalité vigoureuse ne trouverait-elle encore à glaner dans « ce monde de gloire où vivaient nos aïeux? »

Voudrions-nous parler de littérature sociale? Qui donc voudra s'employer à définir avec précision notre âme de Français d'Amérique, notre âme canadienne? Qui voudra démêler, en les analysant, les apports du temps et de l'histoire au tuf primitif, à la forme éternelle de notre esprit? Et que d'autres problèmes surgissent déjà dans la vie de notre peuple en crise de majorité! Jusqu'à ces tout der-

niers temps, Etienne Parent, Edmond de Nevers et quelques autres penseurs d'avant-garde sont demeurés des accidents dans notre vie intellectuelle. Et voilà qu'il nous faut lire, dans des livres ou des revues d'Europe, les études les mieux fouillées sur les problèmes politiques ou sociaux du Canada.

Un écrivain de bonne foi se plaignait récemment de la rareté des thèmes qui s'offrent au romancier canadien? Avant de nous plaindre de notre pénurie, avec de tels airs résignés, le mieux ne serait-il pas de soigner notre myopie intellectuelle? Quoi de plus facile que d'allonger une longue liste de thèmes où nos jeunes romanciers n'auraient qu'à choisir. Qui nous peindra, par exemple, avec ses incidents dramatiques, le dualisme religieux et presque toujours national introduit dans nos foyers par le mariage mixte? Qui nous décrira la décadence de l'éducation et des moeurs dans nos familles de snobs qui sautent l'étape? N'y aurait-il pas lieu de chercher, dans une société jeune, de croyances catholiques, les causes de tant de pourriture morale? Si j'excepte le *Pour la patrie* de Tardivel, notre littérature ne compte guère de roman politique. Et pourtant les intrigues de notre sérail parlementaire n'offriraient-elles pas une matière abondante et originale à un moraliste et à un vengeur? A quand le tableau de nos vieilles moeurs en train de s'évanouir et qui, cette fois, auront échappé à l'observation d'un Philippe-Aubert de Gaspé? A quand le roman de la régénération agricole? A quand le roman

du colon contemporain? *Maria Chapdelaine* de Louis Hémon — encore l'oeuvre d'un étranger — vient de révéler aux esprits superficiels la poésie latente et le drame poignant dont bouillonne, aux plus petits coins de notre pays, la vie de nos plus humbles gens.

Il y a du drame partout où il y a de la vie. Nous ne sommes pauvres que de l'ignorance et de l'exploitation de notre richesse. Cessons d'être aveugles ou expatriés et nous cesserons d'être improductifs ou livresques. Nos jeunes littérateurs vont songer que le temps n'est plus à la bohème romantique ni au dilettantisme patricien. L'oeuvre littéraire est trop chargée d'action et d'avenir pour la traiter avec ce superbe désintéressement. En est-il un parmi nous qui voudrait mériter le reproche de n'avoir pas compris la gravité de l'heure? Puisque nous voulons continuer la route des ancêtres, nous irons ramasser dans le passé toutes les vertus anciennes, tous les ferments surnaturels de la foi, toutes les incitations héroïques de la terre et des morts. Mais cette oeuvre ne sera l'oeuvre ni d'un seul ni de quelques-uns. Et peut-être est-ce le devoir de tous les travailleurs intellectuels de mettre au service de l'avenir, avec la conscience et la force d'une pensée commune, une solidarité d'efforts. Ceux-là, parmi nous, savent la grandeur des choses qu'il faut sauver. Et le temps est venu où quiconque croit posséder une idée féconde n'a plus le droit de la garder pour soi tout seul.



POUR L'ACTION FRANÇAISE ¹

Mesdames, Messieurs,

Je m'en viens vous parler d'une revue et c'est un fait presque étrange. Dans notre vie canadienne, il n'y a qu'un seul événement qui soit plus banal que la naissance d'une revue... et c'est... la mort d'une revue. *L'Action française* est née il y a seize mois passés. Régulièrement elle devrait être morte. Et cependant elle vit... malgré son âge avancé. Elle a vaillamment triomphé de la mortalité infantile; elle a fait ses dents; elle augmente tous les jours notablement de volume et, n'était le souci d'une suprême élégance, elle permettrait qu'on la félicite de son précoce embonpoint.

Puisqu'elle porte un nom de résonance belliqueu-

¹ Conférence prononcée au Monument National, le 10 avril 1918.

se, qui sonne presque la charge, je commence par une mise au point.

I

L'*Action française* n'est pas une oeuvre de bataille. Elle est peut-être tout le contraire. A vrai dire nous ne sommes point si pacifistes que d'aller nier les périls évidents. L'orangisme et le soleil sont deux choses qui nous paraissent bien exister. Attaqués, nous ne sommes pas libres de ne pas nous défendre. Et la défense n'a pas le loisir de n'être pas énergique. En ces derniers temps — ai-je à vous l'apprendre?—l'on dédaigne de s'en prendre à l'un ou à l'autre de nos droits; l'on s'en prend à tous. Les plus extrémistes de nos ennemis, qui sont aussi les plus francs, veulent bien nous en informer: la liberté des petites nationalités ne sera pas pour nous. Nous sommes une *nuisance* qu'il faut faire disparaître. Sans doute, en ces tout derniers jours, il s'en est trouvé pour nous découvrir du courage et presque du civisme. Mais aurions-nous mauvais coeur? Ces réparations maigres et tardives de tant et de si longs outrages ne nous donnent nullement l'envie de bêler d'amour.

Le plus grave en tout cela c'est que la paix est morte en notre pays, et morte, semble-t-il, pour ne plus jamais ressusciter. Au fond de toute cette guerre au français se révèle un tel mépris du droit, un tel orgueil de la force, que plus rien de notre constitution politique ne demeure en sécurité. Un

courageux archevêque a pu tout récemment dénommer le Manitoba « la terre classique des chiffons de papier. » Combien de Manitobas n'y a-t-il pas en ce pays? D'incurables optimistes ont beau nous dire: « Ce ne sont là que lubies d'orangistes, coups de tête de fanatiques, » nous regrettons d'avoir à leur opposer l'universalité de l'agression. Qu'importe que de grands esprits déplorent ces excès. Leur silence trop habituel équivaut à une complicité secrète. Et pas plus qu'une hirondelle ne fait le printemps, un ou deux de ces hommes rares et muets ne sauraient incarner la pensée de fond d'un groupe de quatre millions.

En ces conjonctures, résolument à l'*Action française* nous prenons notre part de la défense commune. Parmi les initiatives qui nous ont paru les plus urgentes, nous avons placé en premier lieu la tenue à jour d'un bulletin de guerre. Le premier mot de la stratégie, c'est de connaître ses agresseurs, c'est de savoir de quel côté viennent les coups, de quelles armes l'on se sert. Peut-être même bon nombre de nos gens ont-ils besoin d'apprendre que la guerre sévit au Canada et que cette guerre est faite contre nous. Lorsque tant de sceptiques intéressés s'efforcent d'escamoter la vérité et les réalités de la bataille, les lecteurs de l'*Action française* trouveront peu à peu, dans la partie documentaire de la revue, les pièces maîtresses, tout le dossier du grand procès qui nous est intenté. De même il de-

venait urgent de ne plus laisser sans réponse tant d'attaques déloyales contre notre passé. Un certain nombre d'historiens nous ont promis leur concours, et les calomniateurs de la race canadienne-française trouveront désormais à qui parler. Dès le mois dernier, M. Benjamin Sulte a fait bonne justice de nos prétendues origines bretonnes et des conséquences qu'on en tirait contre nous. Nous allons continuer. Notre dessein est de fournir des munitions à tous les combattants modestes mais courageux, qui, dans les ateliers, dans les bureaux, dans les cafés ou en chemin de fer, se font un devoir de relever la moindre injure faite à leur race. Des armes, nous en voudrions fournir à tous ceux qui croient que la vérité et la justice ont le droit de se défendre ici-bas, à ceux qui sont d'avis que la plus belle aumône et la plus opportune est souvent celle de la vérité à l'ignorance.

Pourquoi ne pas avouer que nous visons plus haut? Ne serait-ce pas un magnifique résultat si, par l'ensemble de ses campagnes, l'*Action française* pouvait tenir les esprits en éveil, fouetter la fierté de race et faire affirmer, par les plus petites de nos unités, une telle détermination de survivre que nul n'en ignore en ce pays, ni à Winnipeg ni à Toronto. La force se fait facilement illusion sur la réalité de son pouvoir, lorsqu'elle parle anglais. Pourquoi ne pas arracher une bonne fois leurs espérances à tous les faiseurs d'unité, à tous les ambitieux d'absorption, à tous les sectateurs de la religion

One flag, one language, one nation? Puisque nous entendons rester ce que nous sommes et qu'il importe qu'on le sache, pourquoi, de tout le pays français du Canada, une même voix ne se ferait-elle pas entendre, sans tapage, sans aigreur, mais avec la vieille détermination des ancêtres, et qui dirait : « Non, c'est inutile. Nous n'avons pas changé depuis 1760. Nous gardons tous nos serments, toute notre loyauté. Mais aussi fièrement et aussi fermement qu'il y a cent cinquante ans, voyant qui vous êtes et qui nous sommes, nous refusons l'honneur de l'assimilation anglo-saxonne; la gloire d'être français nous suffit. »

II

Mais prenons garde. Il est de plus alarmantes menaces que ces périls de l'extérieur. Une race ne meurt point par décret. N'assistons-nous pas aujourd'hui même à la suprême revanche de races sur lesquelles, pendant de longs siècles, la tyrannie s'est usée? Les plus clairvoyants parmi nos assimilateurs ne se font pas illusion sur l'étendue de leur puissance. Goldwin Smith s'en ouvrait un jour avec un vif désappointement : « Les forces du Canada seul, disait-il, ne sont pas suffisantes pour amener l'assimilation de l'élément français, ou même empêcher la consolidation permanente et la croissance d'une nation française. » (*The Canadian question*).

Mesdames, Messieurs, les vrais dangers sont ceux

que nous portons en nous-mêmes, contre lesquels l'organisme a cessé de se défendre. Si les décrets sont impuissants à tuer une race, elle peut mourir et elle meurt — l'histoire le prouve — par une série de petits abandons et de petites lâchetés.

C'est pourquoi, à l'*Action française*, nous essayons de porter la défense de la langue sur tous les terrains. Nous voulons qu'elle règne en ce pays partout où elle a le droit de régner, depuis le discours du trône lu par le représentant de Sa Majesté, depuis les *actes* officiels du parlement fédéral jusque sur l'effigie du timbre-poste, jusque sur le billet de chemin de fer, jusque sur la correspondance de tramway. Que l'on prononce, si l'on veut, les mots d'« enfantillages » et de « vétilles », nous réclamons cet honneur, à l'*Action française*, de nous battre pour ces très dignes enfantillages et ces glorieuses vétilles.

Où est-il l'esprit réfléchi qui puisse en contester l'importance? Nous gémissons quelquefois de nous voir si méconnus à l'étranger; nous trouvons déplorable que tant de nos parents de France reviennent chaque année nous découvrir; nous nous affligeons qu'on croie si peu à notre survie, qu'en certains lieux on nous traite déjà comme une race en voie de disparaître. De quoi nous plaignons-nous? Comment les étrangers de passage en notre province ou en nos villes ne croiraient-ils pas à notre abdication et à notre disparition prochaine, lorsque

tant de Canadiens français cachent leur origine française sous le masque de l'enseigne anglaise, lorsque les compagnies de chemin de fer projettent sur notre terre française du Québec leurs multiples rubans de géographie anglaise ? Quel voyageur eut deviné, par exemple, l'existence d'une ville française aux bouches du Saint-Maurice, quand, il n'y a pas tant d'années, on pouvait lire sur sa gare le nom anglais de *Three Rivers* ? Pouvons-nous prétendre à la qualité de race française vivante, nous qui, des compagnies de transport et autres, n'acceptons que des avis et des annonces en langue anglaise, sauf les *Défense de fumer* et les *Défense de cracher* ? qui, là-même, ne tolérons, comme langue de communication avec le client, que l'anglais ; qui, jusqu'à ces tout derniers temps, ne demandions le numéro de téléphone qu'en anglais, n'acceptons des compagnies d'utilité publique que de la correspondance en anglais, ne lisons dans nos cafés et nos restaurants que des menus en anglais ? Croyez-vous que beaucoup d'autres races, ayant l'orgueil de leur origine et la volonté de vivre, toléreraient longtemps chez elles un pareil régime ?

Enfantillages, vétilles que tout cela !

Oublions-nous que ces empiétements se commettent par une race qui, peu soucieuse du droit abstrait ou écrit, attache une importance souveraine au précédent, au fait accompli ? Oblions-nous que nous sommes une minorité ? que des faibles et des

pauvres n'ont rien à sacrifier de leur patrimoine, la trahison d'un seul devenant une grande faute? « Chaque défection de l'un des nôtres, dit Edmond de Nevers, chaque manifestation d'un esprit qui n'est plus le vieil esprit français, fier, intransigeant, superbe, encourage cette pensée chimérique, si fièrement caressée par les pansaxonistes, de notre assimilation future. » (*L'Avenir du peuple canadien-français*, p. 366).

Enfantillages et vécilles! Pendant ce temps-là, le langage de notre peuple s'altère rapidement; les termes étrangers lui entrent en foule par les yeux et par les oreilles. Le commerce, l'industrie, les sciences techniques, les métiers, les administrations ne parlent qu'anglais et le Canadien français n'a que le temps d'apprendre la langue des autres. En même temps, se développent chez notre peuple, une telle insouciance, une telle apathie devant l'invasion sourde et continue, que bientôt on l'aura fait incapable des vives réactions. L'un de ces jours nous nous réveillerons parlant l'affreux jargon des « Parisiens » de Toronto, et, pour lors, Québec et Toronto parleront la même langue et se comprendront.

Mesdames, Messieurs, ceux des nôtres qui luttent pour remettre en leur place cinq ou six syllabes françaises font une oeuvre de sauveurs et ont droit à nos hommages. « C'est dans les temps où un peuple est endormi ou esclave, a écrit Edgard Quinet,

que sa langue se couvre de mots étrangers, d'une origine différente. Mais ces mots ne s'implantent pas véritablement dans le tissu du langage national. Ils n'y adhèrent qu'à la surface. Cet alliage de mots d'une autre langue est comme une maladie: tant qu'elle dure, la langue est impuissante à exprimer le vrai génie d'un peuple. »

Des vétilles! Les hommes de l'*Orange Sentinel* ne le prennent pas tout à fait sur ce ton-là, eux qui récemment lançaient une vaste enquête à travers le pays, et sur quoi? Sur les affiches bilingues des bureaux de poste en dehors de la province de Québec. Il est bon d'être enseigné quelquefois par ses ennemis et je me demande pourquoi les nobles sentiments de la défense française ne commanderaient pas, autant que la haine idiote, l'importance des petits détails dans un plan de bataille. A quoi bon s'humilier jusqu'à le céder en prévoyance et en esprit au docteur Edwards et au vénérable M. Hoc-ken?

Des vétilles! Mais, pour avoir méprisé ces vétilles, ne pourrions-nous pas relever des symptômes de maladies déjà graves, s'attaquant au fond même de notre âme française? L'assimilation d'une race par une autre s'opère par les mariages ou par l'abdication volontaire, réfléchie de la langue. Qui voudrait nier, chez nous, quelques tendances à cette abdication volontaire? Par quelle insouciance patriotique, beaucoup trop de nos familles canadiennes-

françaises imposent-elles à leurs enfants, pour leurs premiers balbutiements, les vocables anglais et poussent-elles ensuite ces mêmes enfants vers les maisons d'éducation anglaises? Ainsi l'exige, s'il faut les en croire, le succès dans la vie. En sont-elles bien sûres? A moins d'une réaction très aléatoire, ces enfants qu'on aura dénationalisés, dépouillés par conséquent de leurs vertus natives, seront-ils mieux que des inférieurs chez l'une et l'autre race? Le risque est bien grand qu'à égalité d'aptitudes, ces dénationalisés se voient préférer leurs rivaux anglo-saxons, même en ces milieux étrangers qu'on aura courtisés. L'expérience n'a-t-elle pas prouvé, et par des exemples illustres, que ceux de nos compatriotes qui ont pu atteindre à la supériorité en ce pays, y sont parvenus pour s'être d'abord appuyés sur les hautes vertus de la culture française? Est-ce donc vraiment la peine de sacrifier à des avantages matériels problématiques ce que les hommes de coeur mettent plus haut que tout le reste?

D'ailleurs, comme il est périlleux de prendre ces risques d'éducation, lorsque des maux si graves s'attaquent à notre caractère ethnique.

Je ne sais plus lequel de nos écrivains, à moins que ce ne soit Edmond de Nevers, a dit quelque part: « Le petit Canadien français est peut-être le seul enfant de l'Amérique qui ait ce que l'on appelle un idéal et dont le rêve ne se borne point à devenir un Astor ou un Vanderbilt »

Hélas! ne vous paraît-il point que tout cela est changé et que la noblesse très relative de cet idéal américain pourrait bien un jour nous satisfaire? Qui donc viendra dénoncer le grand déformateur de notre âme chrétienne et française, celui qui s'attaque à notre jeunesse, qui envahit jusqu'à nos campagnes et nous corrompt jusqu'aux moëlles, je veux dire le cinéma, les « petites vues »? Jamais, à aucune époque de notre histoire, notre peuple ne s'est aussi inconsciemment gavé du pire exotisme. Le cinéma est devenu le premier et l'unique livre, le roman, le feuilleton, le théâtre populaire. Dans la masse de nos familles on en vit et on en rêve. Quelle tristesse d'y songer! Nos petites gens, nos enfants, notre dernière réserve, qui ignorent les héros et la noblesse de notre histoire, se passionnent à coeur d'année pour des bandits illustres, pour des cabotins de bas étage, pour des drames de pistolet et de cours d'assises, pour un art vulgaire et bouffon, pour tous les tristes héros des magazines américains ou du mélodrame étranger. N'y a-t-il pas là quelque chose de très grave? Croire que l'on puisse se gaver impunément de tels spectacles, n'est-ce pas s'avouer étrangement ignorant de la plus élémentaire psychologie? N'en doutons pas: une morale désastreuse entre dans les âmes avec ces histoires louches et cet art criard; l'échelle des valeurs se renverse; nos instincts artistiques se dépravent; peu à peu le fond de nos vieilles traditions familiales

s'altère; nous commençons à penser et à sentir à l'américaine, en attendant de parler et de vivre à l'américaine. Ne nous flattons point de garder longtemps notre langue et notre âme héréditaire avec des idées et des moeurs qui repoussent l'une et l'autre. La langue est l'expression de l'âme: il faut une certaine distinction native, à tout le moins une âme française pour parler français.

Mesdames, Messieurs, n'est-il pas grand temps que l'on s'avise de ce danger et que l'on réforme le cinéma? S'il devait rester ce qu'il est, il faudrait entreprendre, contre ce fléau ravageur, le pire agent de la dénationalisation parmi nous, une campagne méthodique comme celle qui a été faite contre l'alcool.

En attendant, à la *Ligue des droits du français*, nous tenons nos compatriotes en garde contre le mépris des « enfantillages » et des « vétilles ». L'*Action française* veut être la sentinelle qu'on ne relève pas. Par la chronique de Pierre Homier, *A travers la vie courante*, elle se tient aux aguets des incidents, des anecdotes, des épisodes de la grande bataille. Elle cite à l'ordre du jour, elle inscrit à son tableau d'honneur les héros, grands ou petits, qui, ici ou là, imposent le respect de la langue; elle voue à la honte les tièdes, les endurcis, les caudataires de la race supérieure. Ainsi l'ardeur combative se maintient et se généralise; nos compatriotes apprennent la valeur de la ténacité, le profit des petits efforts mis bout à bout.

Mais, me direz-vous : voilà, pour un peuple, l'obligation de bien des peines et de coûteux sacrifices. Qu'importe, s'ils sont le prix du salut. Notre devoir est de les accepter sans *barlander*, joyeusement, avec la ferme conviction que nul ne peut s'y dérober sans tout compromettre. Sinon, mieux vaudrait nous en expliquer tout de suite, cesser ces attermoiements, ces lâchetés dissimulées et confesser en toute franchise notre volonté de trahir et de capituler. Le déshonneur est moins grand de mourir d'un acte libre que de s'en aller par cette lente dissolution.

Je vois d'ailleurs se dresser la conscience et l'honneur pour nous avertir qu'une capitulation serait un péché grave contre la justice et contre les ancêtres.

Aux ancêtres nous infligerions un sanglant désaveu. A toutes ces générations de pauvres et fiers paysans qui ont tant enduré pour nous garder à la famille française, oserons-nous dire : « Vous vous êtes trompés : Votre héritage ne valait pas la peine d'être défendu. Il coûte trop cher pour ce qu'il rapporte. Nous répudions vos travaux et vos luttes. Nous avons choisi d'être la génération de la rupture, celle qui ne vous continuera point » ? Mesdames, Messieurs, ou les notions de l'honneur sont bien brouillées, ou il faut de plus graves raisons que l'intérêt ou la vanité pour justifier un reniement de ses aïeux.

Nous n'avons pas le droit de prendre ce parti.

Nous sommes les mandataires des générations anciennes, et notre tâche c'est de souder le passé à l'avenir. Nous n'avons pas le droit de jeter au vent cet héritage d'honneur accumulé par trois siècles d'histoire. Nous ne sommes pas les derniers héritiers du patrimoine des ancêtres; nos descendants ont le droit d'y prétendre comme nous et notre devoir est de le leur garder. « Qu'advierait-il de l'humanité si les vivants reniaient le principe de solidarité qui les lie aux morts? Que deviendraient tous les stimulants à l'action, à l'ambition qui nous font ce que nous sommes, si, des travaux de ceux qui ne sont plus, rien ne devait subsister, si l'arbre planté et arrosé avec soin était coupé dans sa croissance; si, dans le champ péniblement labouré, on ne faisait pas la moisson? » (*L'Avenir du peuple canadien-français*, E. de Nevers, pp. XL-XLI).

III

Oeuvre de défense et de combat puisqu'il y a des périls et des agressions, l'*Action française* n'entend pourtant pas déployer de ce côté ses meilleures énergies. La bataille qui se réduit à quelques charges brillantes n'est pas son affaire. Ce qu'elle veut, par-dessus tout, c'est une généralisation de l'effort, une action française unanime, des oeuvres constructives. Plutôt que le patriotisme militant, le patriotisme organisateur. Pour survivre, il faut d'abord avoir vécu.

La nécessité la plus pressante pourrait bien être la coordination de nos efforts, la vigueur de la direction. Nous ne manquons ni de ressources ni d'énergies; nous les employons mal ou ne les employons pas du tout. La force d'un peuple n'est que la résultante d'un ordre, d'une harmonie, d'une collaboration intelligente. Ni les mains ne peuvent se passer du cerveau, ni le cerveau se passer des mains. Tous les organes doivent coopérer à la vie du tout. Depuis le plus humble manoeuvre jusqu'au penseur de génie, tous doivent travailler côte à côte, entendre le même mot d'ordre, harmoniser leur labeur. Il en sera de l'effort d'un peuple comme de cette stratégie victorieuse dont parle Fustel de Coulanges: « C'est par l'ordre, par l'unité de direction, par la constance des efforts collectifs, par l'agencement de ses masses qu'elle produit ses grands effets, et qu'elle gagne ses batailles. »

Donc, il nous faut réparer des erreurs qui ont trop duré. Nous nous devons d'inscrire à notre programme d'action française, et parmi les premiers articles, l'organisation économique de notre province. Trop longtemps nous avons oublié que si une nation ne vit pas seulement de pain, il lui en faut tout de même quelques tranches. La question n'est pas de savoir si nous achèterons ou n'achèterons plus à Toronto; si, à Montréal, nous ferons nos achats dans les magasins de l'ouest ou dans ceux de l'est. Le problème est d'une autre ampleur. Il importe de savoir si nous garderons chez nous et ex-

plouterons pour nous notre or, nos épargnes, les ressources de notre sol, toutes nos richesses, sans attendre qu'elles soient affermées par le capital étranger. Peut-être, avant toute chose, pourrait-on s'aviser que parler ainsi n'est déclarer la guerre à personne. Comment donc des principes et des méthodes préconisés par toutes les autres races deviendraient-ils une provocation dès que préconisés et pratiqués par nous? Qui peut bien nous faire un crime de « pelleter pour notre compte »? Nous fera-t-on croire que les nécessités de la « bonne entente » nous imposent de forger nous-mêmes notre esclavage économique? Notre bien étant notre bien, ce doit être notre droit de le garder pour nous.

Au surplus, ce n'est pas seulement une question de justice envers nous-mêmes; la charité nationale est intéressée au plus haut point à la solution de ce problème. Puisque tant d'oeuvres d'ordre supérieur — oeuvres de charité, oeuvres intellectuelles, oeuvres sociales, oeuvres religieuses, — sont dépendantes de la puissance de l'argent, c'est pécher contre ces oeuvres que d'en tarir les ressources. Fils de la famille française, en cueillant la bienfaisance et les profits, nous n'avons pas le droit de ne pas lui rendre ce qu'elle nous donne. Nous devons entourer notre race de tous les signes de la force et de la fierté légitime. Il n'est pas bon pour un jeune peuple comme le nôtre de trop sentir sa pauvreté. Si les puissances de l'argent s'étaient trop exclusivement d'un côté, nos faibles et nos vaniteux ado-

reront les dieux de l'étranger et la masse de nos petites gens sentira plus lourdement son infériorité de race vaincue.

A l'*Action française*, nous avons commencé par attirer les yeux de nos compatriotes sur notre premier capital, le capital humain. Une conférence retentissante du Père Louis Lalande a ramené notre attention sur le grave problème de notre natalité. D'elle-même la « Revanche des berceaux » devait faire songer à la « Veillée des berceaux ». Cette « Veillée », l'on nous a dit éloquemment ce qu'elle exige. Voici que maintenant nous commençons une enquête sur nos principales institutions financières, mises en parallèle avec les oeuvres similaires anglaises dans notre province. Les Canadiens français apprendront peu à peu les immenses coulages que, par leur indifférence, subissent leurs forces vives. M. Edouard Montpetit, qui veut bien collaborer à notre enquête sur *Nos forces nationales*, nous dira bientôt l'étendue de nos richesses et l'usage qu'il convient d'en faire. M. Henri Bourassa exposera, pour la même enquête, le problème toujours actuel de la colonisation. Enfin d'autres initiatives, Mesdames, Messieurs, viendront au jour, à l'heure opportune. Nous l'avons résolu : cette question de notre réorganisation économique restera à l'affiche aussi longtemps qu'elle n'aura pas reçu une solution satisfaisante. Il faut que l'obstination redevenue une vertu française.

Cet effort économique se subordonne pour nous à une autre action, celle-là aussi d'une urgence incontestable, je veux dire l'action proprement nationale, patriotique. Quelque étrange que doive paraître une telle question, force nous est bien de la poser à l'heure actuelle : Avons-nous la préoccupation patriotique ? A quelque métier, à quelque profession que l'on appartienne, fait-on une part dans son existence à une série de devoirs envers la patrie ? Qu'il s'agisse d'un acte grave de sa vie à poser, de relations d'affaires à nouer, d'un vote à donner, se fait-on quelquefois cette question : « Est-ce que je sers ainsi ma race ? Est-ce que j'aide mes compatriotes ? » Ou plus simplement encore : « Est-ce que je fais quelque chose pour les miens, pour ma nationalité, pour ma langue ? » Le sens national, est-il assez éveillé, assez répandu pour qu'au service de la cause française en Amérique, il y ait, non pas le dévouement de quelques élites, mais la collaboration universelle, l'âme collective de toute notre race ? A cette heure où pas une force n'est à négliger, pas un moment à gaspiller, sommes-nous persuadés que « chacun des descendants des 65,000 vaincus de 1760 doit compter pour un ? »

Notre persuasion, à l'*Action française*, est que notre insouciance procède de l'ignorance de notre passé. Si le souci patriotique fait défaut, c'est qu'on ignore la patrie. On ignore la fierté et la solidarité qui commandent le patriotisme. Pour

nous guérir de cette ignorance, nous avons donc assumé la tâche d'exhumer l'histoire. On nous rendra ce témoignage que, depuis deux ans, l'*Action française* a fait sa part pour imposer aux méditations de la foule les grands anniversaires. La Revue l'a fait pour le 257^e anniversaire de la fondation de Montréal, pour le cinquantenaire de la Confédération et pour celui des Zouaves pontificaux. Le public a été convié à des fêtes plus éclatantes, pour commémorer, par exemple, le geste d'action française de La Fontaine en 1842, ou se faire rappeler par le Père Louis Lalande, S. J., les motifs de la fierté. Et il y a notre *Almanach de la langue française*, petit manuel de patriotisme pratique et populaire que nous avons jeté à travers le pays. Publié en 1916 à 10,000 exemplaires, il vient d'atteindre cette année les 25,000. Le mois dernier nous inaugurons notre *Bibliothèque d'Action française*, et plus de 10,000 exemplaires de *La fierté* vont se répandre à travers les groupes français de l'Amérique. En mai prochain, en attendant que les circonstances leur permettent de donner plus d'ampleur à leur manifestation, les directeurs de l'*Action française* et les *Ligueurs des Droits du français* iront au Long-Sault tracer la route vers le pays de Dollard. Ce sera le début de pèlerinages annuels, espérons-le, pour notre peuple et pour nos enfants. Puisque c'est l'heure où tant de menaces nous enserrent comme dans un étau, et qu'à la vue de notre faiblesse et de notre isolement, les plus courageux ne se défendent

point de doute et de peur, nous allons nous mettre en route vers la colline inspiratrice de Carillon. Ensemble nous irons relire cette histoire où l'on combattait en priant, où une poignée de Français fondaient hardiment jusqu'au pays des barbares. Et là, dans l'évocation des immortels sacrifiés, au souvenir de ces gars de chez nous qui s'engagèrent par serment à ne pas demander quartier, nous apprendrons de quelle race d'élite nous sommes et comment notre cause veut être servie.

IV

Mesdames, Messieurs, voilà, direz-vous, bien des projets. Cependant l'*Action française* espère collaborer à tous ces mouvements, puis atteindre une partie de ses fins, parce qu'elle veut être une action intellectuelle. Si le mot ne trahissait quelque prétention, elle se dirait avant tout une entreprise de charité intellectuelle. Il faut de la vérité, il faut de la lumière pour déterminer de l'action. « La civilisation d'un peuple, a dit Victor Bucaille, est le mélange de son activité intellectuelle et de son développement économique. » La puissance spirituelle, le rayonnement de la culture tiennent, sans doute, pour une part, au développement matériel, aux énergies financières de la nation. En retour l'essor matériel, pour monter haut, doit s'appuyer sur les forces directrices de l'esprit. Si depuis 1867 notre race s'est enlisée si profondément, beaucoup

commencent à le dire : c'est que nous avons manqué d'une grande élite intellectuelle. Nous avons eu trop peu d'esprits généralisateurs, à grande envergure, donneurs de mot d'ordre, capables de ramasser les énergies d'un peuple et, du chaos des rêves flottants, dégager les formes de l'avenir. Sur un chantier de construction, il y a les manoeuvres, ceux qui transportent les matériaux et construisent leur partie sans prendre garde à l'ensemble. Et il y a le cerveau directeur, l'architecte qui regarde monter les murs, qui ne perd aucun labeur, mais, de l'unité des efforts multiples, réalise l'harmonieuse beauté des lignes. Au Canada français, depuis cinquante ans, nous n'avons vu ni monter ni se fortifier les murs de la patrie. Pendant que le petit peuple s'absorbait sur son coin de terre ou sur ses outils, trop rarement se sont élevées les intelligences directrices, les esprits de grande lumière et de commandement, qui font collaborer les masses dans un effort d'unité. Trop souvent ce fut le travail isolé, l'effort intermittent, sans rapport avec une pensée inspiratrice, les uns démolissant quelquefois à mesure que les autres construisaient.

Notre tâche est trop vaste pour continuer ainsi. Nous avons à réveiller un peuple qui s'endort et s'épuise dans la routine ; nous avons à le guérir de l'obsession politique, la plus stérilisante et la plus démoralisante des passions ; nous avons à le ramener vers les fiers et purifiants labeurs qui agrandiront le patrimoine national. Pour garder chez nous

notre bien, nos moyens d'action, il nous faut organiser nos activités économiques; relever notre fierté déjà trop inclinée, trop inexistante par ignorance de notre passé. Il nous faut rapprocher les uns des autres tous les groupes français d'Amérique, opérer contre le péril grandissant la coalition d'une solide fraternité. Il nous faut résoudre de graves problèmes d'ordre social. Dès la fin de la guerre, nous devons affronter un formidable inconnu. Mais alors, qui ne le voit? Pour cette vaste entreprise de réorganisation et de régénération, c'est trop peu que de quelques esprits superficiels ou fractionnés; nous avons besoin d'idées d'ensemble; nous avons besoin d'élites qui voient haut et qui voient loin; il nous faut créer une haute direction.

Par son enquête sur « Nos forces nationales, » commencée depuis janvier dernier, l'*Action française* voudrait préparer les voies à cette direction. Elle tâche de faire voir les multiples aspects de nos problèmes. Elle espère dégager ainsi des idées d'ensemble, hâter le jour d'une plus grande lumière.

Pour mener aussi loin que possible son entreprise de charité intellectuelle, elle songe à l'action littéraire et artistique, autre action qui s'impose.

Brunetière disait: « On ne se pose qu'en s'opposant. » Mesdames, Messieurs, un peuple n'est soi-même qu'en se faisant distinct, différent. Il n'a de valeur, il n'a d'existence que dans la mesure où il ne se confond avec aucun autre, où il s'affirme dans

le relief de son originalité. Mais quel est le puissant moyen d'accuser en relief le génie d'une race? L'exprimer dans les oeuvres de l'esprit. Plus que dans les créations de son commerce ou de son industrie, un peuple se met et se révèle dans les formes de son art. Formes spirituelles, les plus hautes de son activité, les plus expressives de son âme et de sa vie, c'est le moule d'or où vient s'imprimer dans sa plus grande vérité l'effigie nationale.

Comptez que ses créations artistiques lui deviennent en même temps des promesses de survivance. L'oeuvre intellectuelle participe à l'immortalité de la pensée. Dès qu'une race s'est trouvé des artistes et des penseurs de génie, on peut dire qu'elle a conquis la durée. Par eux une humanité particulière, l'âme d'une patrie sont coulées dans des monuments d'airain contre lesquels ni la mort ni les ennemis ne prévaudront. Une fois créée, l'oeuvre d'art n'est plus le dépôt d'une race; elle s'incorpore au patrimoine de l'humanité qui, en gardant l'oeuvre, perpétue la civilisation qui l'a faite. Pendant le même temps, ces oeuvres originales, offertes en nourriture à toute la race, fixent pour toujours une tradition de beauté, des habitudes intellectuelles qui aident pour leur part à la continuité des générations.

C'est donc une tâche d'importance souveraine pour nos artistes et nos écrivains, que de nous garder une âme, une vie distincte, que d'accroître cha-

que jour les puissances de notre âme française. Comme nous avons besoin de fortifier notre jeune race, îlot solitaire, battu par l'immense vague protestante et saxonne !

Surtout, ne dites pas, écrivains ou artistes du Canada français, que, pour nous, petit peuple embryonnaire, race encore amorphe, l'ambition d'un génie propre, national, relève de la chimère. L'infinie diversité jetée par Dieu dans la création des esprits et des patries ne leur fait-elle pas un premier fond d'originalité ? Dans ce vaste poème du monde, aucune strophe qui ressemble à une autre strophe ; le rythme est partout divers. Aucun point du globe qui soit pareil à un autre ; aucun homme qui ressemble à un autre homme. Chacun est porteur de sa parcelle d'être et réfléchit un aspect de l'être infini. Trois cents ans d'une existence qui ne fut qu'un long isolement, ont fait à notre peuple une âme et un caractère à part. A qui ressemblons-nous sur ce continent ? Nous différons de tous par tout, par la langue, par la foi, par les moeurs, par l'histoire. Si l'on m'oppose que cette différence est faite de notre pauvreté et de notre néant, je dis alors : écoutez la rumeur de notre passé. Peut-être vous révélera-t-elle de quelle substance nous sommes faits. « Quand je songe au passé de notre peuple, écrit Edmond de Nevers, il me semble que j'entends frémir au fond de l'âme canadienne toute une germination mystérieuse. et je me dis qu'un

monde latent de poésie, d'art, de grandeur intellectuelle, de noblesse morale, est là qui demande à prendre un libre essor, qui aspire au soleil et à la vie.» (*L'Avenir du peuple canadien-français*, p. 63).

Levez les yeux et considérez maintenant notre patrie. Elle vous apparaîtra avec les caractéristiques que lui a faites le Créateur, traits de grandeur et de beauté un peu austères. Elle vous révélera cette autre originalité qui lui vient de l'histoire, des empreintes de la race qui l'a habitée. Au bord des petites clairières en défrichage comme sur les pentes historiques du Long-Sault, sur les Plaines d'Abraham comme dans l'obscur décor des vieux foyers, près des berceaux de la revanche, partout où nos ancêtres ont passé pour y laisser de leurs sueurs ou de leur sang, vous trouverez à la patrie une sorte de revêtement mystique : elle vous apparaîtra comme le sacrement d'un héroïsme.

Puisse à ces spectacles notre jeunesse intellectuelle s'animer d'une ardeur enthousiaste et préparer l'éclosion des grandes oeuvres prochaines. « Nous ne serons un peuple qu'à la condition d'être un grand peuple. » Nos pères ont fait briller l'éclair de leur verbe et de leur épée dans les vastes domaines de la barbarie ; leur hache a fait dans les forêts des trouées lumineuses. Nous, jeunes Canadiens du XX^e siècle, c'est de nos esprits, c'est de nos fronts que, par d'augustes labeurs, nous devons faire jaillir la lumière triomphale.

L'heure est venue d'un effort décisif. Nous voici à l'âge de la majorité; les ouvriers sont en nombre, les outils perfectionnés. C'est le temps, avec toute cette puissance, de fixer notre individualité française, de conquérir la survivance, ou de perdre pour toujours, par une criminelle stérilité, la minute opportune.

La gloire de ces oeuvres ne nous est-elle pas nécessaire pour fortifier les motifs de notre fierté? Ils sont tant, parmi nos snobs et nos parvenus, à mépriser leurs compatriotes pour leur indigence littéraire et artistique; il sont tant que leurs aspirations vaniteuses emportent vers les plus forts, vers l'opulence qu'ils prennent pour de l'élégance. Quand ce ne serait que pour protéger ces faibles contre eux-mêmes, faisons, Mesdames, Messieurs, que cela devienne *chic* d'être Canadien français.

M'opposera-t-on que l'on peut servir l'âme nationale sans s'enfermer dans un étroit nationalisme artistique? Je sais l'objection spécieuse. Et je n'ignore point que c'est encore glorifier notre esprit français que d'en manifester la souplesse, les formes ondoyantes et diverses, et qu'il est bon d'emprunter à toute esthétique rationnelle. Il n'est pas moins vrai que certaines formes de dilettantisme nous sont des luxes fort coûteux et que nous sommes bien pauvres pour jouer aux patriciens. Et voici d'autres considérations plus inquiétantes. Si l'art n'est point l'expression de l'âme nationale, il ne sera

point populaire ; son pouvoir sera nul pour fixer et perpétuer notre individualité française, pour le relèvement de notre fierté. Que l'inspiration exotique vienne à se répandre jusqu'à s'universaliser, que les esthétiques les plus bizarres aient leurs autels et leurs fervents, et, fatalement, par l'influence de ces oeuvres et de cet art d'emprunt, c'est notre originalité française qui se voit gravement assaillie ; nos âmes se déforment et ce sont les puissances de l'esprit qui se tournent contre la patrie. En art comme en toute chose on ne s'enrichit que de ce qui est conforme aux exigences de sa nature profonde.

Que les travailleurs intellectuels réfléchissent à ces vérités. Leur conscience de patriotes fera le reste. Au lieu de l'ambition très contestable de n'être que des « accidents » dans l'art et la littérature de leur pays, ils entonneront de toute leur âme la strophe si vaillante du Mistral de *Mireille* : « Je chante une jeune fille de Provence . . . A travers la Crau, vers la mer, dans les blés, humble écolier d'Homère, je veux la suivre. Comme c'était seulement une fille de la glèbe, en dehors de la Crau il s'en est peu parlé. Bien que son front ne resplendît que de jeunesse ; bien qu'elle n'eût ni diadème d'or ni manteau de Damas, je veux qu'en gloire elle soit élevée, comme une reine, et caressée par notre langue méprisée, car nous ne chantons que pour vous, ô pâtres et habitants des *mas*. »

Mesdames, Messieurs, voilà quelques-unes de nos campagnes d'action française. Pour les mener à bien nous avons fondé notre Revue. Vous n'ignorez point la puissance de ce moyen de publicité, inventé tout exprès pour notre génération haletante et affairée. « Cette forme de l'essai, a écrit M. Victor Giraud dans ses *Maîtres de l'heure*, est celle qui convient aujourd'hui à celui qui veut agir par la plume . . . Les écrits qui ont le plus agi dans ce dernier quart de siècle, ce ne sont pas des livres. Ce sont des articles, des « extraits, » comme on disait très bien jadis; c'est l'article de Brunetière, *Après une visite au Vatican*; c'est huit ans plus tôt, l'article que M. E.-M. de Vogüé a publié sous le titre d'*Affaires de Rome*. » (1er vol., 217-218).

L'*Action française* se laisse-t-elle emporter par trop d'ambition? Elle voudrait devenir le laboratoire d'idées où viendraient chercher leur lumière et leur stimulant les hommes d'action. En conviant à sa rédaction ceux-là de nos écrivains qui se sentent quelque chose derrière le front, elle ambitionne de fournir peu à peu les directions attendues.

Aussi jalousement que possible elle tient à sa tenue qui doit être française, autant dire irréprochable. Elle serait heureuse, par là, d'aller porter notre défense jusqu'à l'étranger, persuadée que, dans le passé, nous avons trop peu soigné nos exportations intellectuelles. Ce qui passe les mers sous forme de journaux ou de revues, est-il d'une litté-

rature assez parfaite pour ne pas discréditer plus qu'il ne convient notre jeune culture? Vous savez que l'année dernière le maréchal Joffre emportait trois années de l'*Almanach du peuple*, et reliées en chagrin vert. Serait-il téméraire d'espérer faire mieux? Combien de fois, en Suisse ou en France, des amis intéressés aux choses canadiennes nous ont posé cette question: « Monsieur, pourriez-vous nous indiquer une revue ou un journal qui nous mît au courant des choses de votre pays? »

Cette revue qu'on nous demandait en 1908, nous avons essayé de la faire après quelques autres. Et voici qu'elle part déjà pour la France et pour Rome où de si odieuses calomnies nous ont fait tant de mal. Des souscriptions de patriotes généreux — souscriptions encore ouvertes — nous permettent de faire le service gratuit de la revue à des évêques français, à des académiciens, au Syndicat des journalistes français, à quelques-uns des intelligents amis du Canada français.

Voilà notre oeuvre, Mesdames, Messieurs, voilà ce qu'elle est devenue après deux ans à peine d'existence. Publiée l'année dernière à 32 pages, cette année l'*Action française*, sans augmenter d'un sou le prix de l'abonnement, offre chaque mois 50 pages de choses substantielles à ses lecteurs. Nous n'attendons que les encouragements du public pour développer cette oeuvre, la faire grandir au gré de nos

ambitions pour notre race. Jusqu'à maintenant notre seul capital a été l'obole de nos abonnés et le dévouement de nos collaborateurs. Cette oeuvre a vécu parce que l'honneur de servir les grandes causes a pu rester jusqu'ici au Canada l'unique salaire des plumes indépendantes. L'*Action française* se tourne donc vers vous, Mesdames, Messieurs. Si vous croyez qu'en ce moment une oeuvre sincère et courageuse vaut le sacrifice d'une piastre par année, avec insistance et confiance l'*Action française* sollicite votre souscription et votre appui.

Nous sommes de ceux qui croient d'une foi indéfectible à la survivance française en ce pays et à la noblesse du dévouement qui perpétuera notre race. Qu'importe que nous soyons violemment combattus. Nulle part nous ne sommes des vaincus. Ni dans le Manitoba ni dans l'Ontario l'on n'enseigne moins le français. Peut-être l'enseigne-t-on davantage. Ce qui fortifie notre espérance, c'est que jamais, à aucune heure de notre histoire, nous n'avons ainsi ramassé le faisceau de nos énergies. En 1760, nous ne songions qu'à vivre. En 1840, nous ne songions qu'à l'action politique. En 1867, nous ne songions qu'à la routine. Cette fois nous faisons effort pour songer à tout. L'action politique, sociale, économique, nationale, nous décrochons toutes ces armes pour engager une pacifique mais décisive bataille.

Ne craignons rien. L'heure de la violence passe comme toutes les autres. Nous n'avons besoin que

de nous organiser et de nous défendre. Nous avons le dépôt de la plus haute culture et de la plus grande vérité, de l'unique vérité. Gardons seulement notre flambeau intact et vivant. Il y a des choses trop nécessaires pour qu'elles meurent; il y a des choses trop hautes pour les mains sacrilèges. L'autre jour, par un soir de mars, sur le paysage encore enneigé, je voyais tout à coup un vol de corbeaux s'élançer vers le soleil rouge qui penchait. Les oiseaux noirs fondaient éperdûment sur le disque lumineux. D'autres hordes croassantes se levèrent de la forêt sombre et se joignirent aux premières. Et cela paraissait une longue course de haine vers la lumière plus faible qui allait mourir. Je fermai les yeux un instant pour songer à la vérité douloureuse et brutale de ce symbole. Quand je les rouvris, la lumière brillait, intacte, toujours inaccessible dans sa profondeur infinie, et le vol sinistre s'était perdu dans les replis du crépuscule.

Il y a des choses trop nécessaires pour qu'elles meurent, trop hautes pour les agressions sacrilèges.



MÉDITATION PATRIOTIQUE ¹

La fête nationale s'achemine louablement, depuis quelques années, vers des formes plus pratiques. Ceux qui parlent, ceux qui écrivent ce jour-là, s'élèvent, autant qu'ils le peuvent, au-dessus des généralités sonores ; les paroles rendent l'écho de préoccupations réalistes ; chacun se dit que ces anniversaires du 24 juin vaudront moins par leurs manifestations théâtrales que par les déterminations qu'ils sauront inspirer, par l'ébranlement qu'ils donneront à l'âme nationale.

Ces symptômes sont excellents. Ils attestent une conscience qui se ressaisit, qui cherche les formules d'action précises et claires, qui réagit puissamment

¹ Ecrit pour le *Devoir*, 24 juin 1920, jour où devait être dévoilé, au Parc Lafontaine de Montréal, le monument Dollard.

au contact des réalités. Voici, en effet, plus de vingt ans que les veilleurs sonnent l'alarme, qu'ils font entendre le même refrain qui reste toujours vrai : jamais l'avenir n'a paru plus incertain, n'a posé plus de problèmes à la fois, n'a fait voir contre nous la conspiration de plus de menaces. De quelque côté que les yeux se tournent, ils se heurtent partout à des prévisions tragiques.

Dans l'ordre politique, nous avons vu, depuis la guerre, se resserrer sans relâche l'écrou impérialiste. C'est au point que, pour échapper à la formidable pression, il semble ne plus rester à notre pays que deux inconnus non moins redoutables : l'annexion américaine ou la franche indépendance.

Dans l'ordre social, ce sont nos éléments vitaux que guette le péril. Un féminisme malsain, suprême triomphe des théories égalitaires, fleur et fruit d'un protestantisme en déliquescence, s'attaque aux assises de la famille. Il a pour allié avoué ou non un théâtre de bas étage, le cinéma démoralisateur, qui, dans nos grandes et nos petites villes, et parfois jusque dans nos campagnes, est devenu le plus vaste, le plus funeste véhicule du paganisme contemporain. Contre le bastion sacré de la famille se dresse aussi l'organisation actuelle du travail qui dépeuple le foyer, ravit l'enfant à ses éducateurs naturels. Notre activité ouvrière est, en outre, dominée, dirigée en grande partie par une puissance qui a son siège à l'étranger et dont les tendances

fortement socialistes accroissent la menace des conflits prochains.

Dans l'ordre économique, les constatations demeurent aussi alarmantes. Pour ceux qui regardent au delà des aspects superficiels, au-delà des progrès tambourinants, un grand danger va surgir de l'industrialisation trop rapide de notre province aux mains presque exclusives du capital étranger. Disons-le tout net : de là s'élève peut-être la grosse menace de l'heure. Nous tenions de la Providence des richesses qui étaient faites pour demeurer notre patrimoine. L'ordre naturel en commandait l'exploitation par les héritiers légitimes qui eussent fait entrer cette énergie nouvelle dans l'économie totale de la race. Hélas ! cette grande espérance est maintenant écroulée. Aux progrès moins bruyants, mais prudents et ordonnés, nous avons préféré les progrès accélérés, tapageurs, destructeurs d'équilibre. Nos hommes d'affaires n'ont pas su prendre les devants ; leur prévoyance, leur esprit d'initiative a fait faillite. Aujourd'hui nous appelons chez nous le capital des autres, et nous donnons ce spectacle d'applaudir comme un triomphe chaque cheminée qu'il fait jaillir du sol. Et pourtant le capital étranger, multipliant ses usines au bord de nos forêts ou de nos pouvoirs d'eau, poussant à une industrialisation trop hâtive de notre province, cela veut dire les richesses de la terre québécoise produisant pour d'autres que les fils du sol ; cela

veut dire le dépeuplement de nos campagnes accentué, nos énergies de peuple rural diminuées; cela veut dire l'invasion progressive de la main-d'oeuvre cosmopolite, et, par elle, l'importation chez nous de conflits sociaux épidémiques; cela veut dire, enfin, sur tous les manipulateurs de l'opinion publique, sur la presse, sur les parlements, l'oppression avilissante d'un or anonyme, hostile le plus souvent à notre idéal et à nos institutions.

Avons-nous besoin d'indiquer nos périls dans l'ordre national? Déjà l'examen que nous venons de faire nous fait pressentir les plus dangereuses répercussions; mais dans la vie nationale apparaissent aussi des menaces d'un caractère particulier. Ces menaces, elles proviennent tout d'abord d'une situation de fait à peu près exceptionnelle qui impose à notre race des conditions de vie particulièrement précaires. Avons-nous assez pris garde que, depuis un peu plus d'un demi-siècle, c'est la majorité du peuple canadien-français qui est constituée à l'état de minorité? Une effroyable folie de dispersion a emporté plus de la moitié de nos effectifs en dehors du vieux foyer natal. Près de deux millions de Canadiens français vivent au delà de la frontière américaine; un autre demi-million constitue nos avant-postes dans les autres provinces canadiennes. Chacun de ces groupes, il est vrai, porte noblement l'honneur de ses origines, sert au loin la cause commune; mais chacun aussi repré-

sente chez soi une très faible minorité, est obligé de lutter pour sa vie et accroît d'autant la grandeur de nos périls. Nous-mêmes du Québec, qui formons avec nos frères dispersés trente pour cent de la population totale du Canada, ne savons-nous point ce qu'il en coûte en ce pays de vivre à l'état de minorité? Aujourd'hui personne ne peut plus se le cacher, parmi ceux qui ne portent point sur les yeux un triple bandeau: contre la langue française, contre nos lois, contre nos écoles, contre nos privilèges et nos droits les plus sacrés, se poursuit, à Ottawa et ailleurs, une offensive savante, sournoise, systématique, froidement résolue à porter les coups décisifs.



Oui, voilà bien, sans rien qui excède ni diminue la vérité, voilà bien l'ensemble grave de nos périls. Et nous ne présentons pas ce tableau, qu'on veuille le croire, pour incliner les âmes au pessimisme. Nous ne voulons que regarder en face la vérité froide, celle qui fait aller aux résolutions réalistes, convaincu, en somme, que, dans notre histoire, des heures plus sombres ont existé d'où la Providence a su tirer quand même une volonté triomphante.

Souvent, à propos de notre survivance, le mot « miracle » a été prononcé. Ce miracle, qu'il faut admettre, nous le plaçons, pour notre part, aux jours malheureux de 1764. Plus l'on étudiera cette

période, plus l'on situera à ce moment précis, croyons-nous, le grand prodige de notre histoire.

Qu'on se rappelle rapidement les faits.

Avec la cession définitive du traité de Paris, nos pères n'avaient rien ignoré de la condition des vaincus. D'un geste qui voulait en finir au plus tôt, le vainqueur les frappait à toutes les sources de leur vie. Les lois françaises venaient d'être supprimées; la langue du conquérant s'installait avec ses lois dans les tribunaux; nos avocats n'obtenaient qu'à grand'peine l'accès aux petites cours inférieures jetées comme une aumône aux conquies d'hier. Par le serment du test il devenait en outre stipulé que, du haut en bas de la hiérarchie administrative, nous ne pourrions être régis que par les nouveaux maîtres. Pendant ce même temps, Londres nous faisait savoir que les lois de la Grande-Bretagne ne permettaient point la présence d'un évêque catholique au Canada. Et les chaires de la métropole retentissaient des appels des ministres anglicans demandant à grands cris de l'argent et des missionnaires pour réformer les papistes canadiens.

Comment nos pères se comportèrent-ils, absolument impréparés à faire face à cet orage? Ils restaient, comme l'on sait, soixante-cinq mille dans un effroyable abandon, avec des guides improvisés. Aucun des anciens chefs n'avait jamais eu la responsabilité du commandement suprême. L'unité n'existait point chez ce petit peuple divisé jusqu'ici

en trois gouvernements, dépourvu de mœurs publiques, sans même un évêque pour ramener à l'unanimité les groupements paroissiaux. En vain eussent-ils regardé vers la haute classe laïque. Beaucoup trop de nos seigneurs, hélas ! sacrifiaient déjà au nouveau pouvoir ; et les enfants des nobles, avec un empressement qui eût pu paraître plus discret, s'alliaient aux enfants du vainqueur.

En de telles conjonctures, le prodige ne sera-ce point que le petit peuple de la Nouvelle-France ait non pas survécu, mais ait pu seulement trouver en lui-même la volonté de la survivance ? Et pourtant, cette volonté, il l'a trouvée. Il trouva aussi des chefs derrière lesquels l'unanimité se fit ; et moins de dix ans après l'assaut brutal, ces Français, qui voulaient vivre, faisaient consacrer, par l'*Acte de Québec*, leur premier élan vers l'émancipation.

Mais où donc chercher l'explication de ce phénomène historique, à moins d'admettre chez le petit peuple de 1764, un psychisme moral extraordinaire, la puissance d'une originalité ethnique qui fit se redresser en lui tous les instincts de la vie ? Et c'est bien ainsi, en effet, que s'explique l'héroïque volonté de nos pères, en ces lendemains de conquête. Encore intacts dans leurs énergies françaises, ils gardaient dans leur âme la poussée de la race royale dont ils étaient issus et qui représentait alors devant le monde la plus haute expression de l'humanité. Par ces mêmes origines, leur avait été

transmise la foi catholique qui accroissait le prix de la résistance en augmentant la grandeur des choses à défendre. Puis, ajoutons-le: de leurs origines et de leur foi, leur étaient venus un ordre social, une intensité de vie intérieure qui les oppo-
saient vigoureusement à leur conquérant, en les établissant dans la fierté d'un peuple.

Or, cette conclusion s'impose maintenant d'elle-même: en 1920, comme en 1764, le salut pour les Français de la Nouvelle-France est à la condition de posséder la même vie, le même psychisme moral. La formule, le mot d'ordre de notre survivance ne doit donc pas être, comme quelques-uns nous le crient, par ambition de *bonne-entente* chimérique: Abattons les barrières, empruntons de nos voisins, acquérons le plus possible les qualités de l'Anglo-Saxon, atténuons les oppositions de race. Plus que jamais le mot d'ordre doit être: restons nous-mêmes, continuons les attitudes des ancêtres, défendons, dans son être absolu, notre intégrité catholique et française.

* * *

Défendons notre intégrité catholique. L'expérience décisive est faite, et elle se continue de notre temps avec une évidence à crever les yeux: une doctrine existe en ce bas monde qui, plus que toute autre, fournit les freins individuels, maintient les assises des familles, le respect de l'autorité en toutes

ses formes, enseigne et fait pratiquer entre les hommes la justice et la charité, sauvegarde en un mot les pierres augustes où se fondent l'ordre social et la vie des patries. Cette doctrine, grâce à Dieu, nous n'avons pas à l'instaurer chez nous, à la conquérir de toutes pièces. C'est le bonheur de notre histoire qu'elle ait vécu au milieu de nos pères, qu'elle nous soit venue de l'Eglise par la bouche des ancêtres et que, mêlée à nos traditions, elle ait été l'âme divine qui les a toutes informées.

Cette doctrine, il faut qu'elle règne davantage au milieu de nous. Et l'exhortation s'adresse ici aux chefs de la race, aux législateurs, aux publicistes, aux intellectuels, à tous ceux dont les oeuvres ou la parole obtiennent un si profond retentissement. Puisqu'ils se proclament catholiques, enfants de la lumière, le moins qu'on puisse exiger, n'est-ce pas qu'ils acceptent la logique de leur foi? Non, qu'ils le sachent bien: ceux-là n'ont pas le droit, quand ils osent se prononcer sur nos problèmes vitaux, quand ils se hasardent à formuler des directives, ils n'ont pas le droit de se comporter comme des neutres en face de la seule doctrine de vérité, non plus que d'écarter des solutions certaines pour courir à des hypothèses aventureuses.

Oserons-nous le dire? Peut-être aussi pourrait-on, en quelques hauts lieux, se dépouiller davantage de l'esprit laïc laïcisant, esprit néfaste qui ne combat pas ouvertement l'Eglise, qui ne la regarde point

non plus comme la grande institution divine, ferment vital et libérateur des peuples, mais comme une puissance d'empiétement qu'il convient de renvoyer sans cesse à ses frontières. Dieu veuille, par exemple, qu'à propos d'instruction obligatoire ou de loi du divorce, l'on n'entende plus des hommes réputés intelligents conseiller à leurs compatriotes d'avoir peur par-dessus tout d'isoler leur province, de lui donner figure d'exception, comme si notre devoir et notre rôle de peuple catholique consistait à nous faire l'écho des parlements protestants plutôt qu'à honorer notre foi par la haute sagesse de notre législation. Au surplus, il peut être bon de nous en souvenir, une fidélité pratique à nos croyances sert admirablement notre patriotisme.

* * *

Tout ce que nous ferons pour notre intégrité catholique, premier élément de notre originalité, soutien d'un état d'âme où les luttes, les sacrifices d'un peuple trouvent une raison qui les dépasse, disons-nous que nous le ferons, du même coup, pour notre intégrité française qu'il faut maintenir sinon même reconstituer.

Faudra-t-il ici calmer l'émoi de ceux des nôtres que le mot « intégrité française » pourrait effrayer ? Nous prions les engoués des vertus anglo-saxonnes, tous ceux-là qui les considèrent comme la suprême condition du succès en affaires, nous les prions de

rendre seulement justice au génie de leur race. L'enseignement de l'histoire et le spectacle de la vie contemporaine leur enseigneront, croyons-nous, que le génie français n'a été marqué d'aucune tare d'infériorité, même en finance, même en affaires. Ils apprendront, en outre, que ce génie, fait d'équilibre et de santé spirituelle, les mènera peut-être à des conquêtes moins matérielles, à une opulence moins provocante, mais sûrement à des gains plus harmonieux, à des conquêtes plus humaines.

Ceci posé, nous demandons que notre intégrité française soit faite de tous les biens dont les ancêtres nous ont légué la défense. Qu'elle soit faite de la conservation de nos lois, mises en danger, non seulement par les Anglo-Saxons ambitieux d'uniformité, mais aussi par les avocats canadiens-français, plus enclins à faire appel aux recueils du *Common law* qu'à la jurisprudence française.

Au-dessus de la conservation de nos lois, nous plaçons celle de notre langue, plus essentielle à l'âme de notre nationalité et cependant plus menacée. Notre langue française, il importe, sans doute, que partout en ce pays elle soit réintégrée dans la plénitude de ses droits. Mais courageusement il faut aussi montrer le péril où il est : il importe bien davantage que les assaillants de la langue ne viennent pas de notre côté. Avec la manie de nos industriels et de nos hommes de commerce de ne se servir que de l'anglais, avec notre manie autrement

plus redoutable de pousser peu à peu l'anglais à la place prépondérante, ou de lui faire, dans notre enseignement, part égale à celle de la langue maternelle, et d'aller ensuite installer le bilinguisme jusque dans les plus petites écoles de nos campagnes, nous du Québec avons peut-être plus fait que toutes les attaques de nos ennemis pour le recul du français au Canada. Et que l'on ne dise pas que nous écrivons là une exagération. Le mal a pris de telles proportions qu'un évêque ontarien de notre race, le vénérable évêque d'Haileybury, a pu nous prier, sans paraître commettre une boutade, de ne pas nous angliciser plus rapidement que nos frères des provinces anglaises.

Voilà pourquoi il est si urgent d'aviver le mouvement de renaissance française inauguré chez nous il y a quelques années. Préserver est nécessaire; tonifier par le dedans l'est encore plus, et c'est en ce sens qu'il faut continuer. Défendre notre intégrité française veut surtout dire, dans notre esprit, ressouder nos âmes à nos ancêtres canadiens, à tout le passé de la Nouvelle-France, pour que nous soient conservés la substance de notre vieil état social, le dépôt de nos traditions familiales et paroissiales sur lequel ont vécu tant de générations et dont la haute valeur doit être suffisamment établie.

Qu'on se rassure, au surplus. Ce n'est pas que nous tenions à dater de 1760. Nous ne réclamons que le droit de ne pas répudier le particularisme

honorable apporté au type ethnique par nos ancêtres immédiats, et de plonger par eux dans les vieilles couches de la race française. Qu'en même temps l'esprit français continue de s'appuyer, chez nous, sur les vertus héréditaires et que son intégrité s'achève et se soutienne par des emprunts au foyer originel, cela aussi nous le réclamons. Personne, à notre connaissance, ne s'est follement persuadé que notre insuffisance pût nous suffire, et que les accumulations du capital intellectuel de France depuis trois siècles dussent nous laisser indifférents. Il convient de le déclarer une fois pour toutes : nous avons besoin d'importer de la culture. Nous n'hésitons pas davantage dans le choix des écoles où nos élites iront apprendre à servir. Puisque le but souverain doit être de sauvegarder chez nous les qualités du génie latin, il faut aller vers les centres de culture en harmonie avec nos traditions intellectuelles, et nous optons résolument pour Paris, Louvain et Fribourg avant Mc Gill, Harvard ou Oxford.

* * *

Intégrité française, intégrité catholique ! C'est bien l'ample formule qui nous paraît enfermer l'entière réalité de nos devoirs. A mesure que nous remonterons vers cette plénitude, cessera l'utilité des préservations par l'extérieur et nous trouverons au dedans de nous-mêmes, le principe de tous

nos progrès. Notre premier bouclier contre l'ennemi sera fait de l'intensité de notre vie intérieure. Quand nous en aurons fini avec cette personnalité amorphe qui n'est faite que de débris et de vagues survivances, quand nous aurons recouvré notre personnalité véritable qui attend de jaillir de notre conscience profonde, et qui sera l'épanouissement de l'âme héréditaire, alors, par elle, par la puissance naturelle de cette sève, grandiront, au milieu de nous, les beaux fruits d'une civilisation latine; par elle encore tomberont d'eux-mêmes le maquillage anglo-saxon, tous les emprunts faits à l'étranger, comme de l'arbre renouvelé par les sèves vigoureuses du printemps s'envole la défroque des feuilles mortes.

Fallût-il illuminer d'une lumière plus haute ces quelques vérités, nous demanderions à nos compatriotes de lever les yeux vers le héros sublime qui aujourd'hui se dresse dans le bronze. Lui et le groupe de ses compagnons ont fait voir jusqu'où peut s'élever l'intègre nature française qui s'agrandit dans la foi. Comme Henri Martin l'a écrit de Jeanne d'Arc, Dollard, pouvons-nous dire, c'est « une expression de la race ». Les sauveurs de 1660 ont incarné l'esprit chevaleresque et chrétien, l'esprit de leur sang qui a toujours affirmé la priorité des causes spirituelles. Ils ont eu ce mérite d'aller au sacrifice, à cette heure indécise où, par delà les mers, la Nouvelle-France ne signifiait qu'un

modeste espoir pour l'expansion de la foi et l'agrandissement du nom français. Combien plus nos courages doivent-ils tenir, quand la primitive espérance est devenue un pays et un peuple, à l'heure où la loi suprême des équilibres exige plus que jamais, à côté des races passionnées pour les grandeurs matérielles, le maintien d'autres races au service de l'idéal humain.



SI DOLLARD REVENAIT... ¹

Mesdames,

Messieurs,

Vous connaissez cette belle histoire de jeunesse héroïque.

Depuis plus de vingt ans, une terreur farouche sévit en la Nouvelle-France. La première puissance de l'Europe se laisse insulter et tenir en échec par une poignée de sauvages. Bourgade par bourgade, les barbares ont détruit la nation des Hurons, alliée des Français; ils ont supprimé les pourvoyeurs de fourrures, bloqué les voies du commerce, martyrisé les missionnaires; et la France n'a pas bougé. Ils sont venus jusque dans l'île d'Orléans capturer les Hurons fugitifs, et, narguant le canon du fort, ont défilé devant Québec avec leurs trophées humains.

¹ Conférence prononcée au Monument National de Montréal, le 31 janvier 1919, sous les auspices du Cercle catholique des Voyageurs de commerce.

Par petites bandes sournoises ils se répandent tout le long des défrichés ; les femmes et les enfants sont enlevés, les hommes sont scalpés dans leur champ ou réservés pour le supplice du feu dans les villages lointains. Et la France ne bouge pas.

La colonie crie en vain sa détresse. Les ambassades, plus de dix, se suivent sans résultats. En 1642, puis en 1644, Richelieu et la Régente veulent bien nous envoyer quarante, puis soixante soldats.

Nous sommes en l'année 1659. Enhardie par cette faiblesse qui ne sait point se défendre, la nation iroquoise a résolu le dernier coup. Au printemps de 1660, une armée de douze cents guerriers va s'assembler à la Roche-Fendue, près de Ville-Marie, puis, de là, courir à Québec y détruire le poste, se rabattre sur les Trois-Rivières et sur Ville-Marie.²

Dans la colonie où la nouvelle se répand, c'est l'universelle épouvante. A Québec, on expose le Saint-Sacrement et l'on fait des processions. Le 19 mai, M^{sr} de Laval fait enlever les saintes espèces de l'église paroissiale et des chapelles des communautés. Sur l'ordre de l'évêque, les Ursulines et les Hospitalières évacuent leurs monastères et vont loger dans la forte maison des Jésuites. Gagnés par l'épouvante, les habitants des environs, depuis Ste-Anne-de-Beaupré, se jettent eux aussi chez les Jé-

² Marie de l'Incarnation. Lettre, 25 juin 1660.

suites ou dans le fort. Et, dans la petite ville terrorisée, des patrouilles vont et se croisent et se renvoient dans la nuit le solennel « Qui vive ? »

Plus de doute. Pour le plus grand nombre c'est la fin de la Nouvelle-France. Les plus intrépides sont à bout, en ont assez de l'horrible cauchemar. Ils parlent de faire venir des vaisseaux de France pour rembarquer tous les colons. D'autres se demandent, avec angoisse, si quelqu'un survivra pour porter au vieux pays la funèbre nouvelle. Seul un petit groupe d'âmes confiantes, qui croient malgré tout en l'avenir de la colonie, regardent du côté du ciel et attendent un sauveur.

Le sauveur parut.

Il avait vingt-cinq ans. Il était commandant de la garnison au fort de Ville-Marie. Héros précoce, de bonne heure la gloire lui a souri. A vingt ans il commande dans l'armée française. Venu au Canada à vingt-deux ans, en 1657, à ce qu'il semble, il a pris son poste au point périlleux, dans Ville-Marie, la Marche de l'ouest. Et là, au fort, il vit dans la confiance de son chef, un saint et un héros qui s'appelle Chomedey de Maisonneuve, et dans l'intimité de cet autre qui s'appelle Lambert Closse.

Dans la colonie mystique et militaire du Mont-Royal c'est la contagion d'une exaltante générosité. Parmi ces hommes qui défrichent en priant, le fusil à côté d'eux, qui communient chaque jour, et, soldats de la Sainte Vierge, s'offrent à tour de rôle à

l'attente tragique de la mort, aucun qui soit au-dessous de l'héroïsme. Un jour qu'à l'un d'entre eux l'on fait le reproche de trop s'exposer, le major Closse, car c'est lui, fait cette réponse impatiente et caractéristique : « Messieurs, je ne suis venu ici qu'afin de mourir pour Dieu, en le servant dans la profession des armes ; et si j'étais assuré de ne pas donner ma vie pour lui, je quitterais ce pays et irais servir contre le Turc, afin de ne pas être privé de cette gloire. »

Depuis trois ans qu'il vit dans cette atmosphère, que s'opèrent en lui les germinations mystérieuses du surnaturel, chaque jour le héros grandit et s'épure en l'âme de Dollard.³ Sa jeunesse enthousiaste le fait rêver de coups de mains plus hardis, de sacrifices plus beaux que les autres. Il en est là, dans l'effervescence de ces sentiments, quand survint la nouvelle de l'invasion iroquoise. Que faire ? se demande-t-on autour de lui, pour écarter l'effroyable menace. Le temps est passé des demi-mesures, des demi-sacrifices. C'est l'heure décisive. Les hommes de Ville-Marie, sentinelles avancées, soldats du premier front, n'ont pas le droit d'hésiter.

³ C'est bien là le vrai nom du héros ; c'est bien ainsi qu'il a toujours signé, comme le démontre M. E.-Z. Massicotte, dans *The Canadian Antiquarian*, No 2, t. IX, 1912. Il faut espérer qu'on nous débarrassera enfin de ces *Daulat* et de ces *Daulac*, qui ne sont que des déformations de mauvais copistes.

Ils doivent, par un coup d'audace, arrêter l'envahisseur, ou se coucher pour mourir, sous les ruines de la colonie.

Le soir, sans doute, quand le péril devient plus grand, qu'il fait son inspection autour du fort, le jeune Dollard retourne dans son esprit la tragique alternative. Il est commandant de la garnison de Ville-Marie. Chef, il doit l'exemple : plus que les autres, il doit payer de sa personne ; et il sait jusqu'où doit aller le sacrifice d'un soldat. Mais cette colonie embryonnaire, cette petite race au berceau, valent-elles la peine d'un holocauste ? Et Dollard écoute la rumeur de la grande nature. Du haut des bastions de la Pointe-à-Callières lui arrivent les grondements solennels du saut Saint-Louis avec les mugissements de la forêt vierge. C'est la vie mystérieuse et haletante d'un monde en puissance qui fait appel au héros. Par delà la montagne où chaque soir le soleil disparaît, le jeune homme mesure en esprit l'immense pays qui attend le réveil. Là-bas, plus haut que les « mers douces », sur des bourgades fraîchement dévastées, se lève, glorieux, le fantôme des martyrs. Eux aussi, ils appellent le héros. Il les entend qui lui disent : « Viens, fils de notre race et de notre foi ; nous nous sommes couchés ici pour que d'autres vivent. Viens, le sang est une prière et une rédemption, et, depuis le Calvaire, il faut cette rosée sanglante au germe de tout grand avenir ». Et le jeune homme redes-

cepend en lui-même ; il entend la voix de son âme de volontaire de la Sainte Vierge où habite le Christ de ses communions quotidiennes, le sublime recruteur de sacrifices. Le rêve de Dollard est achevé ; la détermination du martyr est arrêtée. Du fond de sa poitrine et du sein de la grande nature vierge, une voix monte, pressante et pareille, et qui lui crie : « Va, petit commandant de Ville-Marie, sois le héros de la délivrance, et, s'il le faut, sois-en le martyr. »

Il lui fallait des compagnons ; il se mit à les recruter. Il n'eut qu'à se montrer, qu'à parler pour se faire suivre. Seize héros demandèrent à partir. Pour être libres du côté de la vie quelques-uns font leur testament et cèdent leurs biens. Puis, un matin du mois d'avril 1660, dans l'humble chapelle de l'Hôtel-Dieu, s'achève la veille des armes. Les seize, Dollard à leur tête, entendent une dernière messe, communient et partent.

A peine ont-ils quitté le rivage qu'un premier malheur les arrête. Trois compagnons leur sont tués dans une embuscade. Ils reviennent à Ville-Marie. Très simplement, ils inhument leurs morts ; de nouvelles recrues viennent combler les vides ; la compagnie des héros reprend le chemin du sacrifice.

Leur plan est très simple. Un grand nombre d'Iroquois qui ont passé l'hiver à chasser dans le haut de l'Outaouais, vont descendre par là. Il

s'agit d'aller au-devant de l'invasion, de lui bar-
rer la route pendant quelque temps, d'infliger à
l'ennemi des pertes si sanglantes que, pris d'effroi,
il rebrousse chemin. Ce plan, vous savez ce qu'ils
en ont fait. Le 1er mai ils sont au pied du Long-
Sault. Et les envahisseurs les ont rejoints. Trois
cents Iroquois se sont sentis trop peu pour faire
face aux défenseurs du petit fortin de pieux. En
toute hâte, des courriers sont venus chercher
l'avant-garde de l'invasion aux îles Richelieu. Bien-
tôt les barbares sont huit cents à se lancer contre la
palissade des Français. Le siège dure huit jours.
Les assiégés combattent et prient; des Hurons leur
apportent du renfort pour ensuite les trahir. Au
moment de l'assaut suprême, les Français se bat-
tent des deux mains, à coups d'épée et à coups de
pistolet, « l'épée dans la main droite et le couteau
dans la gauche », nous dit Dollier de Casson. L'un
des derniers, Dollard succombe, puis, après lui, les
trois ou quatre autres survivants, gardant jusqu'à
la fin, comme leur chef et comme tous les seize,
l'héroïque serment de ne pas demander quartier.

Vous savez le reste. Le combat fini, les Iroquois
comptent leurs morts. Et c'est pour eux une stu-
peur. Epouvantés ils se disent, ainsi l'ont rap-
porté les Hurons déserteurs: « Si dix-sept Français
n'ayant pour toute défense qu'un misérable réduit
qu'ils ont trouvé là, par hasard, ont tué un si grand
nombre de nos guerriers, comment serions-nous

done traités par eux, si nous allions les attaquer, dans des maisons de pierre, disposées pour se défendre, et où des hommes de pareil courage se seraient réunis? Ce serait folie à nous; nous y péririons tous. Retirons-nous donc, et reprenons le chemin de nos bourgades.»

La colonie était sauvée. A Québec on s'étonnait. On se demandait ce qu'était devenue l'armée des envahisseurs. Pendant ce temps-là, sur les rives de l'Outaouais sauvage, le vent dispersait les cendres des sauveurs et le Long-Sault mêlait à la voix de ses cataractes une rumeur d'épopée.

« Il faut donner la gloire, dira bientôt la *Relation*, à ces dix-sept Français de Montréal, et honorer leurs cendres d'une éloge qui leur est due avec justice... Tout était perdu s'ils n'eussent péri, et leur malheur a sauvé le pays...»

L'OPTION

Si Dollard revenait!... Oh le joli scandale et le bel anachronisme, que ce chevalier de la sainte audace et du sacrifice, dans notre âge de peur et d'esprit pratique. Pourtant l'hypothèse de son retour vaut la peine d'être posée pour les leçons opportunes et pressantes qu'elle peut fournir.

Si Dollard revenait, il me semble que, voulant faire de sa vie, comme autrefois, le plus noble, le plus parfait usage, il commencerait par s'accor-

der aux réalités de son milieu. Son premier acte serait alors de faire le choix de sa patrie et il opterait pour le Canada, sa patrie naturelle. Avez-vous songé qu'au début de son sacrifice, il a dû mettre, de toute nécessité, cette option initiale? Rien ne l'obligeait d'aller jusqu'à la mort. Et nul ne va jusque-là sans un motif qui suffise à ce dévouement. Si Dollard a choisi de mourir pour la Nouvelle-France, c'est sans doute qu'elle lui apparaissait comme un prolongement de l'ancienne; c'est aussi qu'il l'aimait déjà comme une patrie, c'est qu'il voyait en elle le pays d'élection de sa jeunesse ardente, celle qui aurait sa pensée et son labour et qui perpétuellement garderait ses os. Des documents récents paraissent bien l'établir: le héros avait décidé de se fixer ici; il avait pris une concession de terre; il y avait même commencé des travaux de défrichement. Dollard, n'en doutons pas, a puisé dans son amour pour la Nouvelle-France, dans son option précise et définitive pour elle, le premier mobile de son sacrifice.

Cette ouverture sur la psychologie du héros n'explique-t-elle pas la rareté, chez nous, du dévouement à la patrie? Pour se dévouer à la patrie, il faudrait d'abord y croire, il faudrait avoir opté pour elle. Et comment ne pas songer à tous ceux-là qui n'ont pas encore fait leur choix, même parmi nous, les plus vieux habitants de ce pays? Combien vivent toute une existence sans jamais

rencontrer, parmi leurs motifs d'agir, la poussée patriotique? Hélas! ce serait à croire nos esprits et nos coeurs radicalement vidés de pensées et de sentiments dont l'homme ne se dépouille d'habitude qu'en dernier lieu. Dans le vieux monde épuisé et sceptique, des hommes qui ont rejeté les vieilles règles du christianisme, s'attachent avec persistance à l'idée de patrie, à la morale du patriotisme; ils y soumettent scrupuleusement les actes de leur vie; dans notre jeune pays et dans notre société de Français catholiques qui admettons la morale de l'Évangile comme règle souveraine et universelle de la vie, nous pouvons vivre tranquilles dans l'ignorance et l'inobservance des devoirs les plus naturels.

Une rupture imprudente avec le passé et l'histoire, l'action néfaste de quelques professeurs de déracinement, puis, par-dessus tout, le colonialisme politique et moral, voilà qui a presque annihilé chez nous le sentiment national. Ce n'est pas que, nous ayant déracinés, l'on n'ait tenté de nous créer des patries artificielles. En moins de cent ans, que de fois l'on a voulu nous lier, par attaches politiques ou sentimentales, tantôt à nos voisins du sud, tantôt à deux nations d'Europe qu'on a dévotement appelées « nos deux mères-patries. » Mais pour aboutir à quels piètres résultats! Ces absurdes tentatives ont pu déterminer des élans éphémères, susciter quelques expatriés factices,

qui élèvent l'exotisme à la hauteur d'une religion, préfèrent d'autres pays à leur patrie et l'étranger à leurs frères. Mais regardez-y de près: la masse de notre peuple n'a pas trouvé d'écho en sa conscience pour ces chimériques appels, ni ne s'est sentie fortifiée dans le seul patriotisme qui lui soit logique et naturel, l'amour du Canada. C'est que le patriotisme ne saurait se constituer contre la géographie et l'histoire et qu'il n'est au pouvoir d'aucun politique de changer le passé d'un peuple ou le sol sous ses pieds.

Cette mutilation de nos consciences n'en emporte pas moins de graves inconvénients. Elle nous ravit à tout un ensemble de mobiles supérieurs. Elle abandonne aux poussées de l'intérêt et de l'égoïsme la collaboration à la vie publique. Peut-être aussi nous expliquerait-elle le remplacement si facile du dévouement à la patrie par le dévouement aux partis, et la substitution de l'esprit politique à l'esprit national.

Notre génération peut évaluer, en le subissant, le lourd héritage de ces égarements. Les efforts les plus généreux, les initiatives les plus urgentes trouvent à peine où s'appuyer dans la conscience populaire. Que dis-je? A certains moments il eût même semblé que notre peuple avait perdu jusqu'à l'instinct de conservation. Malgré le labeur et le réveil de ces dernières années, trop d'indices ne viennent-ils pas nous avvertir que la fraternité du

.....

patriotisme est encore impuissante à nous lier, impuissante à nous arracher les déterminations libératrices?

Si Dollard revenait, avec quelle ardeur, quelle puissance convaincante, il nous prêcherait l'option patriotique. Lui qui, après trois ans de séjour en la Nouvelle-France, avait déjà fait d'elle sa patrie d'adoption, quel plaidoyer éloquent, pressant, ne saurait-il pas nous adresser? Prêt aux mêmes dévouements que jadis, il les justifierait par ses liens d'amitié avec ce pays et par l'inventaire du passé.

Le Dollard de 1919, patriote d'instinct et de conviction, nous tiendrait à peu près ce discours: « Oui, nous avons une patrie et même nous n'en avons qu'une. La patrie, a dit M^{sr} Pâquet après saint Thomas, c'est le sol qui nous a vus naître et où nous avons grandi. Et le sol qui nous a vus naître et où nous avons grandi, c'est, jusqu'à nouvel ordre, le Canada. Trois cents ans d'habitat dans cette partie du nord américain, le droit du premier occupant, du premier évangéliste, du premier défricheur, un établissement solide dans toutes les provinces, donne raison à la race française de considérer tout le Canada comme sa patrie. »

Mais, dans la grande patrie, nous du Québec nous avons une petite patrie, notre province française. C'est entre Montréal et Tadoussac que

résidèrent longtemps le berceau et le foyer de notre race. C'est dans cet espace ou à peu près que nous avons été enfermés après la conquête; c'est sur ce territoire que nous avons vécu, souffert, grandi, que nous avons développé nos institutions et notre caractère ethnique. C'est ici, pour tout dire, que nous avons posé à jamais notre empreinte française. Et c'est l'autonomie de cet Etat et c'est son particularisme national que nous avons fait reconnaître par le pacte fédératif de 1867. Que nous manque-t-il pour nous attacher à ce sol et nous déterminer à rester chez nous ?

Dollard aborderait ensuite, sans vaine appréhension, l'examen de notre passé. « Le véritable patriotisme, a écrit un jour Fustel de Coulanges, n'est pas l'amour du sol, c'est l'amour du passé, c'est le respect des générations qui nous ont précédés. » Ici encore, je n'en doute pas, Dollard se trouverait de suffisants motifs de fierté pour confondre les déracinés. Peu lui importerait les méprises de l'ignorance sur notre patrimoine historique.

Parce que derrière nous ne se déroulent pas vingt siècles d'histoire, parce que, défricheurs et laboureurs, nous n'avons pu écrire que l'épopée de la charrue, parce que le sceau des vertus morales brille plus vivement à nos fronts que les lauriers immortels, les esthètes et les parvenus ne manquent point qui, avec une immense pitié, s'écartent de notre peuple, n'y voulant voir qu'un type inférieur de la famille française.

Ces vues superficielles n'auraient pas de quoi déconcerter Dollard. Dans ce passé que l'on méprise parce qu'on en ignore le premier mot, il s'imposerait d'abord de regarder de ses propres yeux. Il ne serait pas à la peine de fouiller toutes les avenues, tous les recoins de l'histoire ; les grands ensembles, les lignes maîtresses lui suffiraient pour rassurer son patriotisme et stimuler le nôtre. « Eh, sans doute, dirait-il, nous ne sommes pas une race millénaire et, de notre front de jeune peuple, je sais bien des fleurons qui sont absents. Mais n'est-ce donc rien, ô déracinés dédaigneux, qu'une poignée de Français aient pu explorer, évangéliser les trois-quarts de ce continent plus grand que l'Europe, qu'ils aient planté à jamais des souvenirs de France sur toutes les grandes routes de l'Amérique, que, maîtres de ce domaine, pendant un siècle, ils n'en soient sortis, à la fin, qu'au prix d'une épopée militaire, leurs drapeaux leur tombant des mains parce que trop lourds de victoires ? »

« A ce premier mérite vous ajouterez peut-être cet autre, assez estimable pour les 65,000 Français que nous étions en 1760, d'avoir tenu tête à une effroyable force d'assimilation ; d'avoir continué, depuis cent cinquante ans, notre développement normal, régulier, allant toujours de l'avant, marquant nos conquêtes du sol du signe de nos clochers, nous emparant des libertés du vainqueur, le forçant à respec-

ter les nôtres, retenant nos qualités chrétiennes et françaises, notre langue, notre foi, nos moeurs, tous les éléments de notre diversité, demeurant enfin, dans le vaste océan anglo-saxon, un îlot intangible de granit catholique et latin? Et pourtant, voilà notre hstoire immortelle, s'écrierait Dollard; et la méprise qui voudra parmi les peuples plus riches. Mais quand des étrangers l'appellent *miracle*, ne peut-elle suffire, chez nous, à la plus exigeante fierté? Et la race qui l'a faite n'a-t-elle mérité que le reniement de ses fils?» Et Dollard conclurait, au risque de scandaliser jusqu'au bout les professeurs d'exotisme et de déracinement: « Serions-nous au monde le seul débris de la race française, et fallût-il n'appuyer que sur nous-mêmes notre volonté de durer, je n'hésiterais pas à le crier: notre seul passé, notre seul honneur, notre seul patrimoine spirituel, la seule valeur humaine représentée par nos ancêtres, nous seraient des motifs suffisants de ne pas nous démettre de notre droit de vivre. »

Ainsi parlerait Dollard. Et ce fondement solide une fois posé à sa nouvelle option patriotique, il nous appellerait comme autrefois au service du pays. Votre devoir ne serait-il pas de l'entendre? Et n'est-il pas déjà le jeune chef que l'on écoute et l'on suit? Une génération s'est levée que nous pourrions appeler avec Barrès « la promotion de l'espérance », et qui porte toute l'histoire de notre

race «chevillée à son âme». A celle-là ne parlez point de ces hommes diminués qui n'ont rien du passé dans leur être et qui n'apparaissent si pauvres que parce qu'ils se commencent à eux-mêmes. Il lui semble de première évidence que l'on doit vivre en s'appuyant sur la terre ancestrale, en contact avec la race dont on est issu, dans la famille de ses vivants et de ses morts. Elle n'a pas renoncé pour cela à la culture ni à aucune forme de supériorité. Regardez quelques-uns de ses chefs. Leur talent honore les causes qu'ils servent; ils représentent une élite que nous n'avions pas encore atteinte. Entre eux et les anciens, il y a néanmoins cette différence que si, autrefois, la culture déracinait, aujourd'hui elle enracine plus profondément. Ces jeunes hommes ne prétendent pas, quoi que l'on dise, à l'indépendance intellectuelle; nul ne s'incline plus volontiers devant la culture de France; mais ils se persuadent aussi que, devant elle, nous avons à garder une attitude de liberté. Le meilleur hommage à lui rendre, semblent-ils dire, est de lui demander, non pas un magistère despotique qui nous arrache à nous-mêmes, à nos qualités natives, mais des ferments généreux, appropriés au libre développement de notre personnalité. Et ce n'est pas là, comme d'aucuns s'emploient à le faire croire, cloîtrer son esprit ni s'interdire le spectacle de la vérité et de la beauté universelles, non plus qu'aimer fanatiquement la seule vérité et la seule beauté

de son pays ; mais c'est aimer et servir la vérité et la beauté *dans* son pays, porter sur toutes choses le reflet de son âme à soi, croire à la supériorité de l'oeuvre originale sur le pastiche.

Voyez là ce qui fait la force de la génération présente. Avec elle les forces traditionnelles, aidées et dirigées par les meilleures forces de l'esprit, vont recommencer de nous mouvoir et de nous guider. Nous aurions pu craindre que, par cette querelle de nos Anciens et de nos Modernes, le progrès ne s'inspirât que trop légèrement de la tradition, qu'il fût la nouveauté des jeunes, hasardeuse et anarchique. Grâce au ciel, ce sont aujourd'hui les jeunes qui sont les vieux. Ce sont les jeunes qui retournent au passé oublié ou caché et qui s'en vont, par-dessus la tête de leurs pères, renouer avec les ancêtres notre continuité historique.

LE DEVOIR DE L'ÉLITE

Si Dollard revenait, il applaudirait à ce réveil et il en serait le premier excitateur. Sa courte vie nous l'enseigne : il a cru au devoir spécial de l'élite. Si, le premier, il a songé au sacrifice du Long-Sault, c'est que noblesse oblige et que Dollard est commandant d'une garnison dans une colonie de soldats. C'est une élite qu'il a voulu appeler au partage de son héroïque aventure. Sur la Pointe-à-Callières les seize compagnons sont la fleur de la

jeunesse. Tous, à l'exception de deux, sont des jeunes hommes qui n'atteignent pas la trentaine.

Pour Dollard le devoir de l'élite est le plus entier, le plus absolu qui soit : il va jusqu'à l'immolation totale de la personne et de la vie. Parmi ceux qui vont promettre leur dévouement à la Nouvelle-France, quelques-uns se dépouilleront de leurs biens et Blaise Juillet, l'un des premiers dix-sept, a femme et quatre enfants ; ils s'engageront au surplus, et par serment, à ne pas demander quartier, ne voulant choisir qu'entre la mort et la victoire. « M. Dollard, dit la Soeur Bourgeois, assemble seize ou dix-sept hommes *des plus généreux* pour aller attaquer les sauvages et à *dessein d'y donner leur vie si c'était la volonté de Dieu.* »⁴

Si Dollard revenait, n'en doutons pas, ce serait pour reprendre son rôle de chef de l'élite et pour lui rappeler ses solennels devoirs. Ce ne serait plus, comme autrefois du haut des bastions de la Pointe-à-Callières, l'appel confus d'une race encore à naître qui viendrait à lui, mais la voix inquiète et haletante d'un peuple dispersé aux quatre coins du continent et qui sent se reformer la coalition formidable de l'ancienne barbarie. Dollard entendrait cette autre voix, plus lointaine et innombrable, voix solennelle et troublante des morts, voix de la patrie mêlée à nos instincts de race et qui, aux heu-

⁴ Faillon, *Histoire de la Colonie française...*, t. II, p. 414.

res plus tragiques, s'élève au-dedans de nous et, jusque dans le silence de nos cabinets d'étude, vient nous ordonner les gestes de défense. A l'appel de cette voix, Dollard s'en irait comme jadis par la grande ville, le front gonflé de son rêve héroïque, hélant la jeunesse pensive et ardente pour le sacrifice jusqu'au bout, pour ce qu'il appellerait peut-être dans la langue de Péguy, « le salut éternel de notre race ».

L'élite pourrait-elle se dérober à l'impérieux appel? Dollard ne l'appellerait pas à la mort, mais il l'appellerait à servir, au nom de ses hautes responsabilités. « Mourir pour une cause, lui dirait-il avec Ozanam, c'est bien court; la véritable dignité humaine, ce qui est long, ce qui dure, c'est de souffrir et de travailler autant que la vie. » Après tout, l'élite n'est l'élite que pour être candidate au dévouement. Elle ne prend son nom et sa dignité que de la noblesse des biens qu'elle peut sacrifier. De même que, dans l'ordre matériel, les richesses prennent, de par la volonté divine, une sorte de destination sociale, ainsi, dans l'ordre spirituel, doit-il y avoir la part des pauvres. Il n'est point d'intelligences ni de dévouements qui s'appartiennent en entier; les riches de l'esprit et du cœur doivent administrer leur superflu au profit de la patrie et de Dieu. « Quiconque a reçu de la Bonté divine une plus grande abondance soit des biens extérieurs et du corps, soit des biens de l'âme, enseigne Léon

XIII, les a reçus dans le but de les faire servir à son propre perfectionnement et tout ensemble, comme ministre de la Providence, au soulagement des autres.» (*Rerum novarum.*)

Partout où, de nos jours, existe une élite, elle a perdu le droit de se dérober. « Il n'y a pas de vie, écrit Ollé-Laprune, où, sur un point ou sur un autre, il n'y ait pas à tel moment à faire plus que le strict devoir. » Ainsi, dans la vie des peuples, se présente-t-il des heures plus graves où l'élite à tout le moins doit dépasser le simple devoir.

Notre bonheur et notre espérance c'est que déjà, parmi nous, le simple devoir est dépassé. Je songe en ce moment à l'élite conquérante qui se forme, depuis quinze ans, en de petits cénacles d'étude, se mettant au front et au coeur, par beaucoup de labeur et de prière, les vraies clartés et les grands stimulants. Pour être de son temps et de sa race, elle unit étroitement à la volonté de l'avenir le culte du passé; elle a pour elle la force organisée, la jeunesse, l'ardeur enivrante, les promesses glorieuses d'un beau matin; elle se nomme l'*Association catholique de la Jeunesse canadienne-française.*

Je songe aussi à une autre élite, dans la force de la vie celle-là, élite de croisés, hardis et fiers, qu'on rencontre sur toutes les routes, portant avec eux quelque bon livre, quelque tract, quelque brochure de propagande, ayant aux lèvres les paroles

de foi vaillante, apôtres du Sacré-Coeur, affichant son image dans les hôtels, guerroyant contre l'alcool, le blasphème, parlant français et faisant parler français, élite sortie un jour du cénacle de la Villa Saint-Martin et qui s'appelle l'*Association des Cercles catholiques des Voyageurs de Commerce*.

Des élites, il en est d'autres, et qui accomplissent en d'autres domaines une action identique. N'est-il pas vrai que nous vivons une heure magnifique où il y a du travail pour chacun? S'il fut un temps, chez nous, où l'homme désireux de vivre une grande et belle vie, cherchait en vain à la réaliser dans une action pratique, large, qui n'étouffât rien, où se put déployer toute la personnalité, l'intégrité du rêve, Dieu merci, ce temps paraît bien à jamais passé. Aujourd'hui, dans ce pays canadien-français qu'émeut un souffle nouveau, nous n'en sommes plus réduits à ne servir que des hommes et que des partis. Grâce aux programmes que l'on agite et aux cadres qui se sont formés, les causes les plus dignes de l'homme : l'âme d'une race et d'une histoire, une culture et une foi appellent à leur service les plus grands comme les plus modestes.

Dirai-je, ce soir, qu'elles appellent plus particulièrement notre élite intellectuelle? C'est à elle, ce me semble, qu'aurait voulu appartenir Dollard, désireux de réunir dans ses mains les meilleures formes d'action. Il eût choisi d'être parmi nous

ce beau type de soldat latin, cultivé et vibrant, que nous a décrit quelque part M. René Bazin. Car, cette élite de l'intelligence est celle qui, plus que les autres, doit répondre à de grandes espérances et à de grands devoirs. « Aujourd'hui, dit encore Léon Ollé-Laprune, les grands, ce sont très particulièrement ceux qui *pensent* ou prétendent penser, ceux qui parlent, ceux qui écrivent. »

« Les politiciens sont désempanachés », a dit un jeune écrivain, M. Guy Vanier. Et le mot est en train de faire fortune parce qu'il répond à une indéniable réalité. Les dieux s'en vont; ils s'en vont sans funérailles, sans oraison funèbre, et l'action politique que nous n'avons pas répudiée parce qu'elle s'impose, nous sommes en train de la remettre tout bonnement à sa place qui n'est pas la première. Quelques-uns parmi nos hommes politiques gardent encore du crédit et même beaucoup; ils ne le doivent plus, comme autrefois, à leur simple qualité de député ou de ministre, à je ne sais quel prestige magique dont la foule entourait le parlementaire ou le parleur de husting; ils ne se sauvent du discrédit universel que par une culture plus haute, une dignité plus parfaite du caractère, un sens plus généreux de leurs devoirs et des choses nationales. Les autres qui ne voudront pas monter jusque-là, vont représenter de plus en plus un type inférieur, écrasés par la hauteur des tâches prochaines. Les politiciens s'en vont; il ne restera plus que les politiques.

Mais ce n'est pas tout, penseront quelques-uns, de secouer cette vieille servitude et de fermer nos oreilles aux « verbaux mécaniques ». Il faut, avec de plus fermes lumières, fournir aux foules la direction que ne savaient plus donner les héritiers dégénérés de nos vieux parlementaires. Il me semble qu'à l'heure où je parle, notre race attend une grande parole, une parole de clarté et de force qui nous entraîne unanimement vers un grand avenir. Des directions précises sont demandées aux travailleurs de l'intelligence. Ils sont priés de nous donner avant tout cet esprit qu'Auguste Comte appelait « l'esprit d'ensemble », et qui n'est que la subordination des problèmes dans une vue totale. Les rivalités politiques nous ont tant divisés, tant émiettés; l'atavisme historique nous a si peu préparés au sens des responsabilités sociales; une longue absence de direction a jeté nos énergies en tant de directions anarchiques. Plus que jamais, nous avons besoin d'utiliser et de coordonner nos ressources, d'élever nos énergies matérielles et morales à leur ultime rendement, n'ayant que ce moyen de faire tête à l'écrasante supériorité de nos rivaux. Veut-on que je précise davantage? J'ajouterai: Ce n'est pas tout de nous enflammer aujourd'hui pour la colonisation, demain pour l'enseignement public, après demain ou hier pour les caisses populaires, les problèmes ouvriers, l'organisation économique, promenant notre effort d'un côté

et de l'autre, partageant tous les enthousiasmes, toutes les fièvres d'occasion. Ce qu'il faut et ce qui presse, c'est de rendre persévérant et unanime un effort éparpillé et intermittent; c'est de bien établir, dans notre oeuvre de construction prochaine, le rapport des pièces au tout; c'est de proportionner et d'équilibrer toutes choses, pour que s'élève enfin l'édifice de la patrie dans une force solide et dans un ordre de beauté.

Cette orientation et cette unification de nos la-beurs doivent commencer sans retard, parce qu'il faut que nous soyons sauvés et que nous n'avons plus le temps d'attendre. Les préoccupations de l'après-guerre nous poussent avec force vers des buts utilitaires. L'ambition de regagner le terrain perdu, de faire vite et de rattraper nos concurrents nous mène vers le développement des enseignements techniques, vers les hommes de réalisations hâtives. Du même coup, la mesure n'étant pas le fait des peuples jeunes, nous allons nous acheminer vers une crise de l'idéalisme, vers le mépris des hautes disciplines spéculatives. Voici bien où s'impose de nouveau le rôle de la jeunesse libérale, je veux dire de culture humaniste et classique. Elle doit intervenir hardiment pour empêcher peut-être un désastre. Rien de légitime comme de vouloir les fins pratiques et les prompts résultats; et de vastes efforts nous restent à faire de ce côté. Mais une faute irréparable serait d'oublier que la pratique a

toujours besoin de la théorie pour se soutenir et aller loin, et que plus s'imposent la recherche et la culture de la matière, plus un peuple se doit pourvoir de spiritualité et d'idéalisme; ce serait encore, par souci pragmatiste, de reléguer au second plan les forces morales, d'arrêter l'essor des facultés esthétiques chez une race obligée à la supériorité intellectuelle par l'impératif de son destin. Vous le voyez, l'heure est décisive et la tâche immense. Si les veilleurs ne savent ou n'osent avertir, notre génération peut s'engager dans une fausse route, sans retour possible, et notre race y compromettre à jamais le fond même de son originalité, ses qualités spirituelles de race latine.

Au prix de quels sacrifices, les veilleurs s'acquitteront-ils de leur mission? Savent-ils qu'ils devront commencer par s'imposer une sorte d'ascétisme intellectuel? M. Georges Goyau le rappelait récemment en préfaçant un beau livre: « A la racine de toute action féconde, il y a, indispensablement, un effort d'ascétisme. »⁵ Effort qui s'impose tout d'abord dans la longue préparation du dirigeant. N'assume pas qui veut l'auguste et redoutable magistère de la direction. N'y peut prétendre que le possesseur de la vérité, de l'absolue vérité. Tout l'ordre économique, tout l'ordre social et moral tiennent eux-mêmes à un ordre intellectuel. Et

⁵ Albert Mahaut, *Le Chrétien, homme d'action*, p. IX.

quiconque y veut regarder de près, s'aperçoit que les peuples n'ont de déviation dans leur existence et de catastrophe dans leur histoire, que parce qu'un jour l'ignorance leur a dit l'erreur, ou que la mauvaise foi cynique leur a dit le mensonge. Le spectacle actuel du monde n'est-il pas fait pour inviter les veilleurs à prendre garde aux enchaînements et aux répercussions implacables des doctrines? Depuis quatre ans, les peuples ont été affolés par les mirages d'une démocratie effrénée; sous prétexte de les émanciper, on les a conviés parfois jusqu'à la révolution. Ces doctrines inflammables tombées des plus hautes tribunes, parmi des masses déjà effervescentes, irritées par les souffrances de la guerre, voici que les peuples impatients et aigris se lèvent et les appliquent avec une rapidité et une logique foudroyantes. L'incendie révolutionnaire menace toute l'Europe et, par-dessus l'océan, des étincelles retombent jusque chez nous.

Puisse ce spectacle éclairer, parmi nous, les promoteurs de réformes téméraires qui ne prennent pas garde que c'est ébranler les principes que d'en ébranler les soutiens, et qu'on ne protège jamais avec trop de prudence les assises sacrées des familles et l'avenir religieux d'un pays.

L'ascétisme intellectuel, l'élite dirigeante le pratiquera, en second lieu, dans l'acceptation et le choix austères de son travail. Quelle lâcheté ce serait que de sacrifier, ici, à la fantaisie, aux pré-

férences personnelles ! L'élite ne peut, à une heure aussi étreignante, remplir sa mission et, en même temps, ne chercher dans l'étude que des jouissances d'esthètes, des divertissements qui enchantent. C'est, au contraire, à y mettre toute sa vie, toute sa volonté d'être utile, que Dollard la convierait impérieusement. Nous n'en sommes plus comme en 1660, dirait-il, à l'aventure d'un moment héroïque, au passage exalté des héros dans la gloire. Nous sommes au « poste de solitude » et pour y enchaîner toute notre existence. Pas de méprises qui seraient irréparables. C'est trop peu, pour arrêter des courants funestes et pour éclairer son époque, que d'efforts intermittents ; trop peu que de travaux isolés et d'oeuvres d'occasion. L'élite intellectuelle ne fera tout son devoir et ne sauvera notre avenir de race française, que si elle accepte de se condamner aux longues réclusions, aux infatigables labeurs. Prête aux conditions de la puissance, il lui faut, en outre, réaliser la coopération des ouvriers de l'esprit ; tenir son âme si haute qu'elle renonce aux honneurs, à la richesse, aux faveurs des grands pour garder le droit de servir la vérité ; il faut, pour tout dire, qu'elle aime son pays et le commandement de sa foi, jusqu'à devenir dans notre histoire prochaine une élite de sacrifiés.

Si elle fait ainsi, de quelle grande espérance son effort ne pourra-t-il se soutenir ! Dès cette vie le sacrifice est un multiplicateur de dévouement. Voyez

quel magnétisme il a mis dans toute la personne de Dollard, dans ce jeune chef qui entraîne vingt jeunes gens à la mort. C'est à cette même condition que nos jeunes maîtres obtiendront d'être suivis. Une cause est toujours entraînante, quand les chefs ont décidé d'y mettre leur vie. Et la fécondité du sacrifice dépasse amplement la vie des sacrifiés. Quand Dollard fut tombé avec ses compagnons, on put croire, dans le premier moment, à une décimation funeste, à une grande promesse brisée. Ville-Marie était veuve de son héros. Après le premier moment de gratitude et de souvenir, une telle pesanteur de plomb et d'oubli s'abattit sur cette mémoire que l'oeuvre put paraître anéantie dans l'holocauste. Pas une ligne, pas un mot qui restât du glorieux tombé. Et pourtant voici qu'après plus d'un siècle et demi, il revit et il revient; voici que, plus vivant qu'autrefois, il prend sa place parmi nos professeurs d'héroïsme. Le jeune commandant Dollard s'appellera bientôt de son vrai nom : l'un des premiers maîtres de notre jeunesse.

L'ACTION EFFICACE

La fécondité du sacrifice exige pourtant une condition. Le sacrifice de l'homme est peu de chose si un ferment divin ne s'y infuse, s'il ne s'élève jusqu'à la qualité surnaturelle.

Dollard avait compris cette vérité, lui qui, à son

sacrifice et à celui de ses compagnons, voulut incorporer les plus nobles éléments spirituels. Vous vous rappelez cette veille des armes, cette messe dans la petite chapelle de Ville-Marie, où, sous le regard de leurs mères, de leurs soeurs, ou de leurs fiancées, sous le regard de leurs pères et de leurs amis, dans le bruit des sanglots étouffés, dix-sept jeunes gens qui avaient communié et qui allaient à la mort, laissaient se former dans leur poitrine une prière qui devait ressembler à celle-ci : « O Dieu de l'hostie et de la Nouvelle-France, Dieu qui êtes là, dans notre coeur comme au ciel, nous voici devant vous, nous la petite compagnie de Dollard qui s'en va mourir pour ce pays. Nous l'avons décidé parce que nous croyons à l'efficacité du sacrifice uni au vôtre, parce que, de notre mort, vous pouvez faire germer l'avenir. Nous allons tout quitter, nous allons laisser derrière nous nos soeurs, nos mères, des deuils et des larmes. Mais vous nous l'avez dit, ô Maître, le grain de blé qui meurt en terre, recrée une vitalité infinie. . . » Ils prient ainsi, les braves enfants ; et, pendant que cette prière jaillit de leur coeur, sur l'autel le prêtre, dans ses mains tremblantes, prend leur sacrifice et l'unit à celui de Dieu. Et vous savez tout ce qui a jailli de cette union merveilleuse.

Si Dollard revenait, il exigerait encore de ses compagnons prêts à le suivre cette mise de surnaturel dans leur effort humain. Il leur dirait :

« Vous qui voulez des résultats et qui êtes sincères, qui ne voudriez point, par votre faute, par un déficit volontaire, diminuer, pour la plus petite part, le rendement de votre action, ayez tout d'abord la loyauté d'entourer cette action de toutes les conditions de la puissance. »

La foi nous révèle des réalités pathétiques que nous ne pouvons négliger. Il faut, comme l'on dit aujourd'hui, une mystique à notre action. Elle ne doit pas être une simple application positive et extérieure, un pur déploiement d'activité mécanique. Elle doit procéder d'un psychisme intérieur puissant. Elle doit prendre son appui dans une doctrine de vérité et de charité qui lui communique, avec la flamme et la constance, l'efficacité la plus grande possible.

C'est à compter avec cette mystique profonde et féconde que Dollard exhorterait aujourd'hui les volontaires du sacrifice. « A son terme, dirait-il, l'héroïsme français s'achève dans la sainteté française. » Et notre catholicisme serait nul s'il ne substituait en nous, « à une façon de penser, une façon d'être ».

Réfléchissons un instant au jeu des forces où nous sommes mêlés. Il y a le monde que nous voyons, les forces qui agissent sous nos yeux, que nous pouvons déclencher et dont la puissance peut être supputée. Mais il y a aussi le monde que nous ne voyons pas, les forces existantes, mais cachées dans

l'atmosphère supérieure. Ces dynamismes des deux mondes s'associent et se mêlent constamment, mais sous le gouvernement du dynamisme d'en haut qui résume en lui les fins suprêmes. « Par une grâce unique, disait le bon Joseph Lotte, nous autres hommes, nous nous trouvons au point où l'esprit recoupe la matière, au point d'intersection de l'immortel et du mortel. » Intervenir dans le dynamisme supérieur, c'est notre honneur et notre incroyable puissance, si là-même ne réside toute notre puissance. Si Dieu est la cause universelle et première, l'homme ne vaut que par l'action divine qui s'ajoute à sa propre action. En d'autres termes, ce n'est pas notre agitation d'un moment, notre petit effort humain qui peut de grandes choses, mais ce qui y entre de la coopération de Dieu. Mais aussi bien, pour obtenir cette action divine, en faveur de son pays, par exemple, quelle n'est pas la ressource du patriote catholique, qui peut faire intervenir, s'il le veut, la communion de l'Eglise triomphante où résident les saints de sa patrie? Que seulement, par une intention et une volonté surnaturelles de foi, il adapte son activité à la causalité de Dieu; qu'il fasse appel à la légion des ancêtres glorifiés, et, tout de suite, revêtu d'une dignité et d'une puissance agrandies, il entre dans cette région où se décide l'avenir des races, où, par une préordination magnifique, s'élaborent, en faveur de la prière humaine, les plus généreux des

plans divins. L'homme de foi qui pense, qui agit, qui parle, qui écrit, qui se bat, en priant, n'est plus un homme ; il prend l'attitude d'un collaborateur sublime dans l'oeuvre providentielle.

Vous apercevez de là, combien c'est rehausser les buts de la vie et fortifier les motifs de nos sacrifices que d'y faire entrer de l'éternel, la toute-puissance de l'Infini. L'aspect consolant de cette vérité c'est qu'ici la carrière s'ouvre à tous et large à chacun. Notre foi ne connaît plus de petites actions ni de petits agissants, quand, unis étroitement au Christ comme les sarments au cep, nous participons à la dignité et à la puissance infinies de ce Chef glorieux. J'en crois l'aveu de ce jeune philosophe chrétien, Jacques Maritain, agrégé de philosophie à Stanislas, qui écrivait naguère : « Il est sûr, en raison de cette solidarité surnaturelle, que non seulement la vie et la joie des convertis, mais encore les grâces actuelles reçues par tous ceux qui, sans confesser encore la foi catholique, aperçoivent déjà dans la beauté de l'Eglise l'éclat de la lumière éternelle, et parfois s'enorgueillissent de cette science, ont été payés exactement par les larmes de quelque contemplatif très humble, ou par un regard d'amour vers le Saint Sacrement, ou par des vies entières de pénitence héroïque, bref par cette une et innombrable messe où le Christ avec ses membres s'offre chaque jour à Dieu. »⁶

⁶ Cité par Agathon, *Jeunes gens d'aujourd'hui*, p. 209.

Combien plus ces fortes vérités doivent impressionner le volontaire du service intellectuel. Celui qui dévoue à Dieu son intelligence, sert au plus haut point l'ordre divin, parce que la vocation des chrétiens, dit encore Maritain, est une vocation contemplative. User son esprit et lentement dans la recherche et le combat de la vérité, c'est user le meilleur de l'homme et devenir une hostie d'élite.

Qui donc, peut concevoir que l'on veuille perdre quelque chose de la valeur d'un tel holocauste ? L'on se prend à penser, non sans une haute et généreuse envie, aux forces qui agiraient pour nous, là-haut, le jour où ceux qui écrivent et parlent, et qui veulent, aussi entièrement que Dollard, que leur effort serve la patrie, n'écriraient plus une ligne, plus un mot, sans se redire à eux-mêmes la réflexion saisissante d'Ernest Psichari à Paul Bourget : « C'est un tremblement que d'écrire en présence de la Très Sainte Trinité. » Qui sait ? Peut-être verrions-nous alors s'évanouir l'écart toujours déprimant qui se glisse ici-bas entre le meilleur dévouement et ses résultats.

* * *

Mesdames,

Messieurs,

Voilà les leçons et les exemples que revivrait Dollard revenu parmi nous et ajustant son action

aux réalités nouvelles. Mais que parlons-nous de ce retour hypothétique? Est-ce que le héros ne va pas revenir? Est-ce que déjà il n'est pas revenu? N'est-ce pas lui qui est au milieu de nous, depuis quelques années que nous revivons son souvenir, que nous célébrons son immortelle jeunesse? Dans quelques mois il apparaîtra, réel et palpable, sur une place de notre grande ville, dans le geste de sa victorieuse défaite, auréolé d'apothéose, pathétique et beau, tel qu'il est sorti du cerveau de Laliberté. Oh! qu'il est temps que tu nous reviennes, ô commandant du vieux fort de Ville-Marie. Nous avons tant besoin d'un jeune chef comme toi et d'un pareil entraîneur d'hommes. Là-bas, regarde, à la frontière où tu tombas, une barbarie aussi envahissante que l'ancienne s'en vient et menace nos âmes françaises. Ici, c'est l'oeuvre d'une reconstruction et d'une réfection totale qu'il nous faut entreprendre. Lève-toi donc, ô Dollard, vivant sur ton socle de granit. Appelle-nous avec ton charme viril, avec tes accents de héros. Nous lèverons vers toi des mains frémissantes comme des palmes, ardentes de l'ambition de servir. Ensemble nous travaillerons, nous reconstruirons la maison de famille. Et, pour la défense française et pour la défense catholique, si tu le commandes, ô Dollard, ô chef enivrant et magnétique, jusqu'à l'holocauste suprême nous te suivrons.



NOTRE DOCTRINE ¹

Depuis quatre ans que l'*Action française* existe, il n'est pas une de ses livraisons, pas une de ses pages qui, en somme, ne se soient inspirées d'une doctrine. Ce fut même l'une des particularités de notre oeuvre que, sans un mot d'ordre de ses directeurs, sans entente précise entre ses collaborateurs, elle ait développé ce mouvement de pensée de lignes si droites, d'aspirations si unanimes. Visiblement elle a fourni un moyen d'expression à quelques-unes des idées latentes qui agitent, à chaque génération, l'âme profonde d'une race. Notre doctrine, nous avons, par cela même, beaucoup moins à la définir qu'à la résumer. L'idéal d'ordre de l'*Action française* ne pourra que profiter de cette nouvelle ex-

¹ Article paru dans l'*Action française*, janvier 1921.

pression. Elle rendra plus difficiles les déformations malveillantes; à ceux qui attendent encore, elle apportera une consigne décisive.

Notre peuple n'a pas à se plaindre d'une surabondance de directions. Après trois cents ans de colonisation et de perpétuelle existence en lisières, on nous le répète de toute part: nous manquons de règle intérieure de vie, de conscience nationale. Pour parler le langage des philosophes, nous avons à franchir l'étape de l'individualité à la personnalité. L'homme n'est vraiment lui-même que le jour où il est devenu une personne maîtresse de sa pensée et de son action, où il s'est libéré de l'inconscience et des instabilités du tempérament. Celui-là seul a gravi vers les vraies formes d'humanité, qui a pu établir, par tout son être, la règle souveraine de la raison et de la liberté. Il en est de même des peuples sans consistance morale, victimes d'une jeunesse ou d'une faiblesse trop prolongées. Leur conscience, leur raison publique mal éveillées ne fournissent aucun pôle vers lequel s'orientent les énergies. Ces peuples se dirigent beaucoup moins qu'ils ne sont dirigés. Ils tombent dans la dépendance de tous les courants d'opinion, vassaux des maîtres ou des voisins plus forts qui, de l'extérieur, leur imposent leur domination morale ou politique. Ces peuples en sont à la période de l'individualité. L'effort que leur destinée leur commande, c'est de se libérer de la sujétion étrangère et de l'inconsis-

tance de leurs propres pensées ; c'est de s'élever jusqu'à la personnalité nationale, jusqu'à l'état d'âme supérieur où ils prendront en eux-mêmes, dans la synthèse de leurs vertus natives, dans le commandement de leur histoire et de leur vocation, le gouvernement immédiat de leur pensée, l'essor souverain de leur vie.

C'est bien cette loi de nos destinées, principe et condition de la personnalité ethnique, doctrine où se fixe l'esprit collectif, que l'*Action française* s'est efforcée de mettre en lumière depuis sa naissance. Qu'a-t-elle voulu en toutes ses luttes contre l'anglo-manie et contre l'exotisme, en toutes ses prédications pour le réveil de la fierté, pour le culte de l'histoire, le maintien des traditions, qu'a-t-elle voulu autre chose que dégager la réalité d'une âme et d'une pensée, rassembler les éléments d'une personnalité ? Notre doctrine, elle peut tenir tout entière en cette brève formule : reconstituer la plénitude de notre vie française. Nous voulons retrouver, ressaisir, dans son intégrité, le type ethnique qu'avait laissé ici la France et qu'avaient modelé cent cinquante ans d'histoire. Nous voulons refaire l'inventaire des forces morales et sociales qui, en lui, se préparaient alors à l'épanouissement. Ce type, nous voulons l'émonder de ses végétations étrangères, développer, avec intensité, sa culture originelle, lui rattacher les vertus nouvelles, acquises depuis la conquête, le maintenir surtout en con-

tact intime avec les sources vives de son passé, pour ensuite le laisser aller de sa vie personnelle et régulière. Et c'est ce type français rigoureusement caractérisé, dépendant d'une histoire et d'une géographie, ayant ses hérédités ethniques et psychologiques, c'est ce type que nous voulons continuer, sur lequel nous appuyons l'espérance de notre avenir, parce qu'un peuple, comme tout être qui grandit, ne peut développer que ce qui est en soi, que les puissances dont il a le germe vivant.

Ce germe de peuple fut, un jour, profondément atteint dans sa vie; il fut gêné, paralysé dans son développement. Les conséquences de la conquête ont durement pesé sur lui; ses lois, sa langue ont été entamées; sa culture intellectuelle fut longtemps entravée; son système d'éducation a dévié en quelques-unes de ses parties, sacrifié plus qu'il ne convenait à la culture anglaise; son domaine naturel a été envahi, ne le laissant que partiellement maître de ses forces économiques; par l'atmosphère protestante et saxonne ses moeurs privées et publiques ont été contaminées. Un maquillage désolant a recouvert graduellement la physionomie de nos villes et de nos villages, signe implacable de la sujétion des âmes à la loi du conquérant.

Ce mal de la conquête s'est aggravé, depuis 1867, du mal du fédéralisme. La confédération peut avoir été une nécessité politique; elle peut avoir déterminé en ce pays de grands progrès matériels;

pour un temps, elle a pu même rendre au Québec une louable autonomie. Ce régime n'a pas empêché que ne fussent tournées contre nous de considérables influences. Faite dans le principe pour quatre provinces où la nôtre tenait le rôle d'une force respectée, on sait quelle expansion gigantesque a prise depuis lors la confédération canadienne, à notre grand péril. Bientôt l'isolement de notre province catholique et française au milieu de six, puis de huit provinces à majorité anglaise et protestante, le déséquilibre des forces qui s'ensuit, accru quelquefois par la politique hostile de quelques gouvernants, entraînent peu à peu la législation fédérale vers des principes ou des actes qui mettent en danger nos intérêts fondamentaux. Le système politique de notre pays, tel qu'en voie de s'appliquer, ne conduit pas à l'unité, mais tout droit à l'uniformité. Les idées qui prédominent à l'heure actuelle, au siège du gouvernement central, tendent à restreindre d'année en année le domaine de la langue française, à miner sourdement l'autonomie de nos institutions sociales, religieuses et même politiques. Il suffit de rappeler ici, avec nos luttes depuis si longtemps soutenues pour faire respecter les clauses du pacte fédéral relatives au français, les projets de loi récents sur le divorce, la suppression de beaucoup de nos fêtes religieuses pour les fonctionnaires fédéraux, les tentatives pour l'uniformité des lois et de l'éducation, enfin les multi-

ples assauts dirigés contre notre province et dénoncés par nul autre que le premier ministre du Québec, l'honorable Alexandre Taschereau, dans son discours du 22 novembre 1920 à l'Hôtel Viger. Autant de symptômes, autant de faits indéniables qui suffisent à expliquer les régressions de la personnalité nationale chez nous et la part très grande qu'a faite l'*Action française* et que longtemps encore elle devra faire aux oeuvres de pure défense.

* * *

Elle ne veut point s'en tenir toutefois à cette action de caractère négatif. Elle comprend qu'affaiblie par des emprunts malsains, notre âme a besoin d'être fortifiée par le dedans. Ces forces de réparation et de nutrition, elle veut les demander d'abord aux deux plus grandes sources de vie, à celle qui coule à Rome et à celle de France, d'où nous est venue toute notre vie spirituelle. Pour notre élite intellectuelle, nous demandons la culture romaine et la culture française. La première nous donnera des maîtres de vérité, ceux qui fournissent des règles aux esprits, qui font briller de haut les principes sans lesquels il n'est point de ferme direction, point de fondements sociaux déficients, point d'ordre permanent, point de peuple assuré de sa fin. Dans l'ordre naturel, la culture de France, l'éducatrice immortelle de nos pensées achèvera le perfectionnement de nos esprits.

Et quand nous parlons de culture française, nous l'entendons, non pas au sens restreint de culture littéraire, mais au sens large et élevé où l'esprit français nous apparaît comme un maître incomparable de clarté, d'ordre et de finesse, le créateur de la civilisation la plus saine et la plus humaine, la plus haute expression de la santé intellectuelle et de l'équilibre mental. Et nous entendons également, non pas une initiation qui tourne au dilettantisme ou au déracinement, mais une culture qui serve sans asservir, qui sauvegarde nos attitudes traditionnelles devant la vérité, qui, force réelle et bien-faisante, permette à notre élite prochaine de s'appliquer plus vigoureusement à la solution de nos problèmes, au service de sa race, de son pays et de sa foi.

Notre élite sera d'ailleurs sauvée du déracinement, comme tout notre peuple, si elle mêle à ces sources de vie, pour s'y abreuver, les sources qui nous sont plus proches, qui emportent avec elles la substance de notre passé et de nos traditions. Jamais ne devra se taire au milieu de nous le magistère de l'histoire. Et nous faisons de cet enseignement un autre article de notre doctrine.

Par l'histoire qui maintient la continuité entre les générations, qui charrie de l'une à l'autre, ainsi qu'un fleuve, le flot accumulé des vertus de la race, un peuple reste en possession constante, actuelle, de sa richesse morale. Par l'histoire nous éprouve-

rons, en nous-mêmes, comme dirait Charles Maurras, que « nul être vivant, nulle réalité précise ne vaut l'activité et le pouvoir latent de la volonté collective de nos ancêtres » ; et ce sont leurs impulsions, leurs directions impérieuses qui nous pousseront vers notre avenir. Par l'histoire nous apprendrons les aptitudes de notre peuple ; elle nous dira selon le respect de quelles lois, de quelles exigences de sa nature intime, il faut aujourd'hui le gouverner, l'initier aux progrès nouveaux, aux évolutions qui n'apportent point de prospérités éphémères et factices, mais qui s'adaptent à la vie comme à des pierres d'attente. Par l'histoire enfin restera mêlé à nos âmes l'ensemble de nos traditions, celles du moins qui contiennent de la vie et qui ne sont que le prolongement de l'âme des ancêtres. Les traditions sont un signe de la race, et, par cela même, une portion d'héritage. Qu'y faut-il voir autre chose qu'une série d'actions des anciens issues de leurs façons de penser les plus profondes, de leurs attitudes sentimentales devant les grands objets de la vie, actions si fortement liées à leur âme intime et collective qu'elles ont fini par se fixer en coutumes, en gestes permanents ? Et qu'est-ce à dire, sinon que, par l'histoire, nous sera restitué, dans sa plénitude, l'être fondamental de la nationalité, celui qu'il faut chercher et que nous avons besoin de retrouver ?

Un programme d'action nationale ne saurait ou-

blier le point d'appui nécessaire, le type humain qui est en cause. Toujours il faut une loi, une règle suprême à quoi se mesure toute action patriotique. Avant d'agir il importe de savoir cette chose très simple: ce qu'il faut défendre et ce qu'il faut développer. Puisque nous voulons vivre, apprenons d'abord quelle vie est en nous, quel germe attend de s'épanouir. Soyons-en persuadés: pour secouer plus rapidement le maquillage anglo-saxon, pour refaire l'unité organique de nos lois et de notre langue, pour restaurer nos moeurs privées et publiques, pour retenir du passé toutes les traditions familiales et sociales qui nous sont une force de durée, pour nous changer en sang et en nourriture les meilleurs éléments de la pensée française, rien ne passera l'efficacité de cette consigne: laisser agir le principe vivant qui est en nous, choisir, non plus de nous adapter à une forme d'esprit trop souvent délétère et hostile, mais, les yeux fixés sur l'idéal d'un peuple catholique et latin, n'avoir plus que cette volonté: être absolument, opiniâtrement nous-mêmes, le type de race créé par l'histoire et voulu par Dieu.

Il nous serait facile de le démontrer: ce furent là, en définitive, par la force immanente des choses, les principes de notre politique ancienne, la pensée de fond de toute notre histoire. Toujours, dans la mesure du possible, nos pères n'ont conçu pour nous d'autre existence, sous la domination britan-

nique, que celle d'un groupe français constituant une unité ethnique et politique autonome. Ce point de vue, ils le faisaient consacrer par la charte de 1774. Dix-sept ans plus tard, la constitution de 1791 confirmait à leurs yeux ce même dessein. Deux fois, en 1775 et en 1812, ils refusaient l'alliance américaine, par crainte d'une absorption. Deux fois, pour les mêmes motifs, en 1822 et en 1840, ils s'opposaient à toute union politique avec nos voisins du haut Saint-Laurent. Et lorsque le projet de 1840 eut abouti malgré eux, la puissance de leur réaction transforma quand même en fédéralisme pratique, ce qui devait être une union législative. Même en 1867, la même pensée anima les pères de la confédération, lorsqu'au-dessus des rêves d'unité absolue, ils firent triompher le principe des autonomies provinciales.

Notre doctrine, du reste, n'a rien qui ne s'accorde avec notre état politique actuel. Nous avons conscience de rester dans l'esprit du fédéralisme, en prenant la résolution de rester d'abord nous-mêmes. N'a-t-on pas, depuis quelques années, suffisamment démontré l'utilité canadienne de notre survivance française, pour qu'il soit superflu de refaire cette preuve? Plus nous gardons nos vertus françaises et catholiques, plus nous restons fidèles à notre histoire et à nos traditions, plus aussi nous gardons l'habitude d'aimer ce pays comme notre seule patrie, plus nous restons l'élément irréducti-

ble à l'esprit américain, le représentant le plus ferme de l'ordre et de la stabilité.

Mais nous ne voulons point, par exemple, d'une alliance ni d'une coopération où tous les sacrifices, tous les périls seraient pour nous, tous les honneurs, tous les profits pour les autres. Les Canadiens français ne peuvent, au détriment de leurs meilleurs intérêts, dépenser le plus clair de leurs énergies à bâtir, eux seuls, un édifice que leurs associés s'emploieraient à détruire. Nous n'entendons sacrifier les aspirations et les droits légitimes de notre race à aucune combinaison politique. Nous nous imposons, comme programme, de fortifier notre élément, de lui faire une riche et vigoureuse personnalité, pour que, quoi qu'il advienne demain, que s'écroule la confédération ou qu'elle se reconstruise sur de nouvelles bases, qu'il nous faille choisir entre l'absorption impériale ou l'annexion américaine, que l'une ou l'autre nous soit imposée ou qu'un Etat français surgisse du morcellement du continent, notre peuple soit assez robuste, ait accru suffisamment ses forces intègres pour faire face à ses destinées. Conserver à Dieu un peuple qui glorifie et respecte l'ordre souverain, qui, dans l'apostasie trop générale des nations, continue de professer la vérité unique et de rendre hommage à Notre-Seigneur Jésus-Christ, nous paraît une oeuvre qui l'emporte infiniment sur le rêve d'une grandeur politique et matérielle.

Et voilà comment notre effort ne s'arrête pas à cette entreprise de reconstruction française comme à une fin. Les nations aussi bien que les individus sont soumises aux fins suprêmes; une nation n'a même de raison d'être que dans le respect et la glorification de cet ordre. Et c'est pourquoi nous nous attachons à l'Eglise catholique, non pas seulement comme à la plus grande puissance intellectuelle, au vaste dépôt de l'universelle vérité; non pas seulement comme à l'auguste et à la première gardienne de l'ordre moral, et parce que, de l'ensemble harmonieux des vertus qu'elle propose aux peuples, dépend la prospérité sociale. Nous nous attachons à l'Eglise, d'abord pour les titres divins qui l'imposent à nos esprits et à nos coeurs, parce qu'en elle seule les nations atteignent les fins de Dieu et qu'avant tout nous voulons, comme catholiques, que notre peuple accomplisse sa destinée chrétienne. Et c'est parce que nous sommes convaincus que, même dans l'ordre chrétien, un peuple ne remplit pleinement sa mission que s'il reste soi-même; c'est parce que nous croyons que l'oeuvre du peuple canadien-français sera d'autant plus large et féconde qu'il aura mieux préservé sa parcelle d'originalité, les principes d'action qui lui sont propres: ses admirables qualités latines et apostoliques, ses affinités avec le catholicisme, c'est pour toutes ces hautes raisons que nous voulons le garder français.

Ce programme de vie, nous l'offrons, en toute confiance, au large public de l'*Action française*. Nous l'offrons à tous nos frères des autres provinces canadiennes et des Etats-Unis qui sentent, comme nous, que le devoir pressant est de fortifier l'énergie de notre vie nationale, mais en prenant, comme points d'appui, des données rationnelles et sûres. Ce programme, nous convions à le réaliser, avec nous, toute la pensée saine de notre race : tous ceux qui acceptent la souveraineté des principes catholiques dans la solution des problèmes humains, tous ceux-là qui mettent les destinées de notre peuple, sa survivance, comme groupe ethnique, au dessus de toutes les combinaisons des intérêts politiques. Nous ne nous flattons point d'espérances chimériques. Il faut plus longtemps qu'une vie humaine pour faire triompher une doctrine, pour mettre d'accord les hommes d'une même patrie, sur quelques points fondamentaux. Aux côtés de beaucoup d'autres, nous ne voulons que servir à notre tour, dans la parfaite loyauté de nos âmes. Que Dieu nous accorde seulement d'avoir mis un peu plus d'unité dans l'esprit et le coeur des Canadiens français, d'avoir fait apparaître plus haut et plus clair le but où doivent tendre nos volontés et nous estimerons n'avoir perdu ni notre temps ni nos peines.



NOTRE AVENIR ¹

Il y a déjà vingt-deux ans, M. Henri Bourassa scrutant l'énigme de notre avenir politique, prononçait ces graves paroles: « Des influences contraires » — celle de l'impérialisme britannique et celle de l'impérialisme américain — « vont nous attirer en sens inverse... Notre pays va être profondément ébranlé par l'action de ces énergies divergentes... Pourrons-nous développer assez de force intérieure pour maintenir l'équilibre et conserver, disons pendant un autre siècle, ce *statu quo*

¹ Article écrit pour l'*Action française* (janvier 1922). C'était le premier article d'une enquête instituée par la Revue sur « Notre avenir politique ». Les douze études de cette enquête ont été mises en volume et publiées, sous ce même titre, par la Bibliothèque de l'*Action française*, Montréal, 1923.

qui serait pour notre peuple le plus grand des bonheurs? Ou bien serons-nous arrachés de notre orbite actuel et entraînés vers des destins nouveaux? Celui-là seul le sait qui fait mouvoir, dans le secret de sa pensée providentielle, ces forces mystérieuses, ces causes secondes par lesquelles sont enfantés tous les événements de l'histoire humaine. Mais quel que soit pour nous le mot de l'avenir canadien-français, nous avons un devoir manifeste à remplir envers nous-mêmes, envers notre nationalité: c'est de nous préparer à tout, afin de ne pas être surpris par l'heure décisive ».²

Ce devoir de la préparation en vue de l'heure décisive, le moment n'est-il pas venu de le prêcher avec plus d'insistance que jamais? Quelque mal que nous fassent le colonialisme et le fédéralisme, nul se songe parmi nous à briser le *statu quo*. Mais le *statu quo*, un avenir prochain s'appête à le briser, sans nous; et c'est de quoi nous avons le devoir de nous inquiéter.

* * *

A ceux qui regardent et qui écoutent, une première évidence s'impose: le plan où s'élaborera notre vie politique ne peut plus être ce qu'il était hier. Les plus graves observateurs nous en avertissent: le centre de gravité du monde se déplace. Sans

² Grande-Bretagne et Canada, 1901.

admettre une Europe en voie de devenir « ce qu'elle est en réalité... un petit cap du continent asiatique », il devient clair à tous cependant qu'un nouveau classement des régions de la terre se prépare et qu'une rupture d'équilibre s'accomplit au détriment du vieux continent.³ Des événements, comme la conférence de Washington qui força les puissances européennes elles-mêmes à considérer dans le Pacifique « les façades d'une nouvelle Méditerranée », ne sont qu'un signe de la révolution en marche. Seule, il faut bien le dire, notre effroyable insouciance d'Etat en tutelle a pu nous permettre d'observer, sans émoi, le vaste mouvement panaméricaniste qui s'est développé dans les deux Amériques depuis 1914. On aura pu tenir, sans que nous ayons paru nous en apercevoir, en 1915 à Washington, une conférence financière panaméricaine, en 1916 à Buenos-Ayres, un congrès panaméricain, à Baltimore la même année, un congrès de la fédération panaméricaine du travail, en 1917 à New-York, puis en 1918 à San-Antonio (Texas), une exposition commerciale latino-américaine, en 1919 puis en 1920 et encore à Washington, un congrès commercial, puis un congrès financier panaméricains. Dans le même temps, on projetait la création d'une flotte marchande américaine en vue

³ *Le Déclin de l'Europe*, A. Demangeon, maître de conférences de géographie à la Sorbonne, Paris, 1920.

de la substituer à la flotte européenne pour le transport entre les deux Amériques. Pour rapprocher les distances, on s'apprête à jeter, entre les deux tronçons du continent, de nouveaux câbles sous-marins ; on prépare le groupement des réseaux télégraphiques sans fil ; on parle d'un grand chemin de fer panaméricain de New-York à Buenos-Ayres. En un mot, c'est toute une évolution vers une sorte de consortium économique et moral et vers une solidarité continentale qui se développe méthodiquement, qui demain peut opérer contre nous. Et cependant le Canada, pays de l'importance de l'Argentine, n'aura pas même tenu, en ces délibérations, le rôle d'un domestique de chancellerie.

Mais voici peut-être une révolution plus étonnante. Pendant que l'Amérique, pour tenir la dragée haute à l'Europe, s'occupe ainsi de se constituer une personnalité souveraine ; pendant qu'elle transporte peu à peu le centre de l'activité humaine, de l'océan Atlantique à l'océan Pacifique, voici qu'à la faveur de l'énorme supériorité matérielle que la guerre lui a faite, la même Amérique se tourne aussi vers le vieux continent. Elle renverse « d'Ouest en Est un courant d'influence qui, durant des siècles, coula d'Est en Ouest ». Elle s'empare du commerce d'entrepôt qui naguère faisait l'activité des ports d'Europe ; avec ses marchandises, ses capitaux, ses bataillons de commerçants et d'ingénieurs, elle se jette à l'assaut des vieilles contrées qu'elle

entreprenant d'exploiter comme une terre de découvertes. Et voilà que des économistes en font l'aveu mélancolique : « L'Europe, mère de tant de colonies, devient une terre de colonisation américaine... c'est toute la fortune de l'Europe qui chancelle » .⁴

Cette révolution profonde, ce déplacement d'influence pose déjà pour notre pays d'assez lourds problèmes. Quand le monde change d'assises, le pôle attractif de notre vie politique peut-il vraiment rester le même ? Devons-nous surveiller nos intérêts et notre avenir là où le sort en est déjà engagé, adapter résolument notre destin aux cadres d'Amérique ou éterniser notre rôle de peuple jeune à soutenir le géant fatigué ? Car enfin, s'il faut en croire les mêmes observateurs, il y a quelque part une puissance qui chancelle. N'est-elle pas d'hier cette exclamation du premier ministre britannique qui, en face du problème d'Irlande et de la conférence de Washington, proférait ce cri d'alarme à peine dissimulé : « Nous sommes au moment suprême de l'histoire de notre splendide pays » . L'émancipation inévitable de l'Irlande n'est pas le seul coup qui atteigne l'Empire. Le problème de l'Égypte, le problème de l'Inde ne sauraient se résoudre à leur tour que par l'octroi d'une liberté graduelle où ces pays cesseront de subordonner leurs intérêts

⁴ *Le Déclin de l'Europe*, pp. 17, 218.

à ceux de la Grande-Bretagne. Pendant ce temps les hommes de Lombard Street ne sont plus les premiers banquiers du monde ; sur le marché monétaire, Londres a dû abdiquer devant New-York le sceptre de la Clearing-House internationale. Et la prédominance soudaine du Pacifique, le déplacement des grands courants commerciaux, la substitution de la route de Panama à celle de Suez pour une grande partie des échanges d'Orient, la rude concurrence des rouliers américains ou japonais aux Indes néerlandaises, en Afrique du Sud et jusqu'en Australasie, abattent peu à peu la vieille suprématie des Iles britanniques.

Les spécialistes de la politique internationale aboutissent ici aux mêmes conclusions. C'est M. Paul Le Faivre, ministre plénipotentiaire, qui vient nous déclarer, sans plus, que l'« Angleterre de la reine Victoria, l'Angleterre même d'Edouard VII a vécu », qu'on n'a plus affaire au « majestueux Empire, isolé mais invulnérable », mais à « une Angleterre qui penche ». ⁵ Au jugement de quelques autres, la question du Pacifique, amorce des luttes futures, où se décideront la domination des mers et les fortunes prochaines des peuples et des races, mettrait en péril le groupement des Dominions autour de la métropole. C'est encore un spécialiste

⁵ *Soleil levant, Soleil couchant*, Paul Le Faivre, ministre plénipotentiaire, Paris, 1921.

de la politique internationale, M. René Pinon de la *Revue des Deux-Mondes*, qui trouve si épineuse et si redoutable la querelle japoano-américaine qu'il « n'y a guère d'exemple dans l'histoire de conflits aussi graves qui se soient résolus sans combats ». Mais une guerre entre les Etats-Unis et le Japon, soutient l'écrivain politique, bouleverserait tout l'ordre actuel dans le grand océan ; elle aurait, pour premier effet, de s'attaquer à la cohésion morale, peut-être même à l'unité juridique de l'Empire anglais. Et M. René Pinon se demande alors, si, à la faveur des divergences que ces difficultés vont soulever entre l'Angleterre et ses Dominions, les Etats-Unis ne réussiront pas « à prendre la direction du consortium anglo-saxon, du moins dans le Pacifique ».⁶ Au premier abord, l'évolution paraît quelque peu déconcertante. Mais en quoi une telle opération répugnerait-elle absolument aux traditions de la diplomatie américaine ? Après s'être servie autrefois de l'impérialisme anglais pour chasser d'Amérique l'impérialisme français, puis, plus tard, de l'impérialisme français pour le tourner, aux jours de 1776, contre l'impérialisme anglais, la même diplomatie ne va-t-elle pas trouver tout naturel de se servir aujourd'hui d'une partie des forces du dernier impérialisme gêneur pour le

⁶ *Une nouvelle phase de la lutte du Pacifique*, René Pinon, *Revue des Deux-Mondes*, 1er nov. 1921.

bouter à jamais hors du Pacifique et du continent ?

Mais aussitôt la réalité ou la probabilité historique que nous posions tout à l'heure nous revient avec ses aléas troublants. La situation d'un Empire si gravement compromis de toutes parts, nous permet-elle de tabler sur lui, comme sur la base d'un avenir durable, où un peuple peut asseoir sa fortune en toute sécurité ? Pour parler net, l'impérialisme britannique serait-il vraiment autre chose qu'une organisation de peuples devenue artificielle, une formule politique surannée, impuissante à soutenir le choc des prochaines réalités ?

* * *

Une évidence aussi grave nous montre le *statu quo* proprement canadien non moins compromis. Que de forces divergentes ébranlent, à l'heure actuelle, la Confédération canadienne ! Dans l'ordre économique, l'Ouest affiche bruyamment les principes du libre-échange, cependant que l'Est entend river sa fortune aux théories protectionnistes. Les dernières élections générales du Dominion viennent d'accuser plus fortement que jamais ce redoutable antagonisme. Les rivalités de races, quoi qu'on dise, n'ont rien perdu de leur acuité. Avec la période de la guerre nous sortons à peine d'effroyables explosions de haine. Nous traversons, il est vrai, depuis quelque temps, une période d'accalmie. Mais combien osent se bercer d'illusions sur la du-

rée de la trêve? Qui voudrait soutenir, par exemple, que l'accalmie actuelle procède vraiment d'une pensée de fraternité entre les races canadiennes, d'une franche volonté du plus fort de se conformer plus loyalement au pacte de 1867, et non pas du sentiment plus réaliste de l'intérêt politique et commercial, de la peur salutaire qu'inspire momentanément aux adversaires d'hier la force du Québec? La vérité toujours attristante, c'est qu'en dépit de l'apaisement passager, l'attitude des Canadiens français à l'égard du pouvoir fédéral et de la majorité anglo-saxonne n'en reste pas moins une attitude de vigilance toujours inquiète et nullement superflue. Depuis quelque vingt ans le régime fait à la langue française, dans tous les services fédéraux, régime de marchandage et de lésinerie, constitue l'application la plus déloyale qui soit du pacte fédéral. Et ce régime ne cesse pas de se maintenir, malgré les proclamations de bonne entente. Dans la plupart des provinces où dominent des majorités anglophones, l'État s'est montré ce qu'il a été dans toutes les fédérations: il a tendu à l'uniformité par tous les moyens, y compris ceux de la force arbitraire. Et la force arbitraire n'a rien rendu de ce qu'elle avait pris.

Entre les deux races, hélas! ce n'est pas seulement une mésentente sur la lettre et l'esprit de la constitution de 1867; c'est aussi une opposition absolue sur la façon d'entendre les relations du Ca-

nada avec l'Empire. D'un côté, l'anglo-saxonne, incline presque unanimement vers l'impérialisme; de l'autre, la française, s'avoue autonomiste irréductible. Et pendant que cette dernière domine dans l'Est, d'autres causes d'une action permanente accroissent, entre les deux moitiés du pays, les forces centrifuges que développe déjà la trop grande étendue de l'Etat. Au premier rang de ces causes, il convient de placer une malheureuse solution de continuité géographique. Sans doute, les frontières dites « naturelles » ont perdu, aux yeux des économistes et des politiques contemporains, beaucoup de l'importance superstitieuse qu'y attachaient les anciens. Il n'y a guère de montagnes ou de fleuves qui offrent de nos jours des barrières infranchissables aux pénétrations militaires et économiques. Les nouvelles routes aériennes menacent même de bouleverser entièrement le vieil ordre du monde. Ce n'en est pas moins, pour la cohésion et la force d'un Etat, une épreuve dangereuse que la continuité de sa population cesse tout à coup sur de larges zones. Or, une zone de discontinuité créée par la vaste coupure des grands lacs et prolongée vers le nord par un espace désertique, maintient, au centre de la Confédération canadienne, une brisure irréparable. Le malheur voulut encore, pour ajouter à l'action dissolvante de ces causes naturelles, qu'une politique d'immigration imprévoyante laissât se parquer, dans la partie occidentale du

pays, l'élément américain, celui-là même qui pouvait miner le plus activement l'unité canadienne. Il y eut des années, dans la période qui précéda la guerre, où près de 40% de l'immigration qui se déversait dans les plaines de l'Ouest y étaient projetés par les routes de notre frontière méridionale. Et c'est ainsi que de vives différences de races et de sol, secondées par des méthodes de culture et des habitudes de vie également distinctes, tendent à créer au Canada deux peuples nettement séparés par la géographie et par l'idéal, deux états de société aussi divers que possible.

Faut-il s'étonner qu'en ces conditions les observateurs soient plutôt rares qui croient à la pérennité de la confédération canadienne? Il ne manque, nous le savons, ni d'historiens ni de maîtres de la géographie humaine pour apercevoir dans le système fédéraliste la forme politique de l'avenir.⁷ Les Etats du type économique se substitueraient prochainement aux Etats du type politique. L'extension des besoins, et par là même des échanges, la nécessité de se protéger contre de plus vastes coopérations offensives rapprocheraient les peuples pour les répartir en groupes solidaires beaucoup plus larges. Mais ces économistes et ces géographes sont aussi les mêmes qui déclarent à ja-

⁷ *Le Principe des nationalités*, René Johannet, (Introduction) — *La géographie de l'histoire*, Jean Brunhes et Camille Vallaux, pp. 404-406.

mais périmés le fédéralisme cantonal et surtout le fédéralisme colonial tel qu'établi dans les deux Amériques et dans l'Australasie. Si, en effet, l'adaptation économique doit déterminer demain l'organisation intérieure des Etats; si les mêmes lois doivent aussi présider à leur adaptation extérieure, c'est-à-dire à la délinéation de leurs frontières en regard des fédérations limitrophes, comment croire à la durée de ces formations arbitraires, sans organisme articulé, qui « ressemblent à des casiers plutôt qu'à des divisions régionales, adaptées aux besoins d'une société politique? » Leur dessin tracé par le compas et la lunette d'un ingénieur, sur des espaces vides où n'apparaissait encore aucun tracé d'histoire, fut déterminé trop souvent par le souci de la ligne droite, par le méridien céleste beaucoup plus que par le postulat économique ou géographique. Des mouvements, des efforts d'adaptation ne peuvent manquer de se déclencher, nous dit-on, qui vont détruire à la longue « les casiers géométriquement alignés des Etats coloniaux d'abord campés sur un sol vierge ». Déjà, dans *l'Ame américaine*, Edmond de Nevers avait prévu, chez nos voisins, ce nouveau classement des Etats-Unis et ce remaniement de frontières. Pour lui ce devait être l'aboutissement fatal des survivances ethniques. Des observateurs plus récents qui ont porté leurs regards vers le même champ d'expérience, confirment en tous points les conclu-

sions de l'écrivain canadien-français et font ainsi la preuve qu'une autre puissance que l'élément économique entrera demain dans la composition des nouveaux Etats. Paul Bourget écrivait dans *Outre mer* que « le problème social n'est aux Etats-Unis qu'un problème de nationalités » et voyait poindre un conflit inévitable entre l'Amérique des Américains et l'Amérique des étrangers. Dans ses *Eléments d'une psychologie du peuple américain*, Emile Boutmy soulignait la gravité du problème noir dans les Etats du sud ; il constatait que de forts groupes ethniques, tels que les Irlandais, les Allemands, les Suédois sont si loin d'avoir abdiqué leur patrie d'origine, que leur patriotisme peut être figuré « par une ellipse à deux foyers ». Enfin, d'où recevait-elle son inspiration, la *Germania*, journal allemand du parti du chancelier Wirth, lorsque, le 10 novembre dernier, dans un article fort commenté en Europe, elle proférait cette menace : « Les Germano-Américains, eux aussi, réclameront, dans un avenir prochain, le droit de disposer d'eux-mêmes. A ce moment-là, le monde constatera avec étonnement qu'il y a, par exemple, trente pour cent d'Allemands dans l'Etat de Wisconsin et qu'il y en a près de vingt-cinq pour cent dans les Etats de New-York, d'Illinois, d'Iowa et de Missouri. Il est éveillé le désir de réunir les éléments germaniques en une nation politique ».

Dans notre pays et surtout dans notre province,

les prédictions n'ont pas manqué, non plus, qui ont annoncé l'écroulement de la fédération actuelle. Et que cette appréhension s'éveille dans le Québec plus qu'ailleurs n'est pas fait pour en diminuer le caractère inquiétant. Si le grand signe de dissolution pour un système politique est de se trouver en désaccord avec les aspirations d'un peuple, quel symptôme menaçant que la foi au pacte fédératif soit le plus ébranlée là même où l'on a pratiqué le plus loyalement la foi fédéraliste? La dernière en date des prédictions pessimistes, la seule que nous voulons retenir, a été énoncée, il y a quelques mois à peine, par nul autre que M. Alexandre Taschereau, premier ministre de la province de Québec. Dans son discours du 17 avril dernier, au congrès de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, M. Taschereau se croyait tenu, lui aussi, de signaler la gravité de l'heure. « Nous sommes actuellement, s'écriait-il, à la croisée des chemins: le *statu quo* ou la rupture du lien fédératif, l'annexion aux Etats-Unis ou l'indépendance ». L'orateur se défendait ensuite de vouloir toucher au *statu quo*; il écartait l'impérialisme britannique et l'annexion à la république américaine comme deux solutions inacceptables; il opinait plutôt pour l'indépendance du Canada. Et s'il émettait, sur le pacte fédératif, une opinion d'une grande prudence, il prononçait pourtant ces quelques phrases où se dissimule mal un avertissement: « Une profonde transforma-

tion du régime actuel est cependant susceptible de se produire, le jour où les provinces de l'Est trouveront que leurs jeunes soeurs de l'Ouest exigent plus que leur part. Je ne veux pas parler politique, mais le grand problème du Canada n'est-il pas actuellement celui de sa politique ferroviaire? La mainmise de l'Etat sur un grand nombre de nos réseaux de chemin de fer a peut-être sauvé les provinces de l'Ouest de la banqueroute qui les menaçait, mais on a jeté sur le dos des vieilles provinces un fardeau qui menace de devenir trop lourd malgré toute la bonne volonté qu'elles peuvent avoir. Plusieurs se demandent, non sans anxiété, si ce n'est pas là une première brèche et une forte brèche au pacte fédératif ».

* * *

Oui, voilà bien quels dénouements presque inéluctables fait présager l'analyse des réalités géographiques et politiques actuelles. Ce dénouement, on vient de le voir, n'échappe plus à un grand nombre d'esprits. Mais ceux qui ont prévu ces révolutions prochaines, n'auraient-ils pu nous indiquer ce qu'il importe de mettre à la place de ce qui va crouler? Allons-nous, par manque d'intrépidité intellectuelle, enregistrer placidement les catastrophes, à mesure qu'elles vont se produire, remettant à notre vieil empirisme indolent de nous montrer la loi de notre devenir? Ces reproches, nous, de

l'Action française, nous ne voulons pas les mériter et nous avons résolu d'accomplir simplement notre devoir. Avant qu'il soit trop tard nous voulons avertir nos compatriotes du Québec. Puisque l'ordre actuel ne doit pas durer, puisque le dessin de la confédération canadienne est rien moins qu'immuable, nous disons, nous : arrêtons là notre ancien programme. Nous ne pouvons continuer d'organiser notre avenir dans un cadre périmé. Si demain un Canada oriental doit se constituer où les provinces du bassin du Saint-Laurent reprendront des assises nouvelles, le Québec n'abdiquerait son rôle en cette entreprise politique qu'au péril du suicide. Quel problème pour nous est plus urgent que celui-là ? L'avenir ne s'offrit-il à nous qu'avec le caractère d'une éclosion probable, le devoir de la simple prudence nous commanderait de ne pas négliger cette probabilité. Depuis quand un peuple fonde-t-il son destin sur un peut-être ? Mais quand un dénouement se fait pressentir avec tous les caractères de l'inévitable, n'est-ce pas un devoir rigoureux de parer aux événements prochains ? Nous professons, pour notre part, que le déterminisme économique ou géographique, si puissant soit-il, ne fait pas seul l'histoire, mais que les principaux agents en demeurent plutôt la prescience et la volonté des hommes. Un peuple n'est pas un être passif et fatal. Etre de liberté, il n'a qu'à le vouloir pour faire sa destinée beaucoup plus qu'elle ne lui est faite. C'est

comme être libre que la Providence l'appelle à collaborer à ses desseins. Etre moral, il se doit, par conséquent, d'insérer son action dans l'action providentielle ; et c'est donc pour lui un devoir que de chercher la destinée temporelle, la vocation historique où il pourra collaborer plus parfaitement aux desseins de Dieu. La politique, du reste, est-elle autre chose que l'art de devancer et de diriger les événements au lieu de les suivre ? Et si la dislocation de l'Etat fédéral dépend de causes trop puissantes que nul ne peut empêcher d'agir, en revanche qui ne voit, qu'avec l'aide de Dieu, l'organisation du Canada oriental dépend de nous au premier chef ?

* * *

Mais comment ? sous quelles formes concrètes l'organiser ce nouveau Canada ?

Posons d'abord quelques prémisses. Une corrélation réelle existe entre ce que l'on pourrait appeler la providence intérieure et la providence extérieure, entre la structure interne d'un être moral, signe et moyen d'une vocation précise, et l'arrangement, autour de lui, du milieu et des circonstances favorables à l'accomplissement de son rôle. A la lumière de ce principe, de quelle clarté ne s'éclaire pas notre situation actuelle ! L'état spécial et prépondérant de notre nationalité, à l'heure présente, sur sa portion du territoire canadien, le vaste do-

maine qu'elle occupe fortement sur le Saint-Laurent et les affluents du fleuve, depuis le Labrador jusqu'au delà de l'Outaouais, sont déjà, ce nous semble, le premier signe d'une destinée à part. Le peuple canadien-français n'est point, sur cette étendue géographique, un peuple nomade non plus qu'un peuple planté à l'aventure et d'hier sur un sol vierge. Ce sol, il le garde et le cultive effectivement depuis trois cents ans. Par un libre choix, d'accord avec le déterminisme économique et nos affinités spirituelles, nous nous sommes enracinés à une terre qui est devenue pour nous une patrie véritable. Pour tout dire, notre territoire, suprême condition de l'existence de tout Etat, élaboré dans sa configuration par le lent travail du temps, offre en quelques-uns de ses contours, des lignes arbitraires, artificielles; mais plus qu'ailleurs, le dessin général, la cohésion interne de la population sont l'oeuvre de l'histoire autant que des lois géographiques. Sur ce territoire vit un peuple de nationalité française, l'un des plus homogènes qui soient. Les regards qui ne s'arrêtent pas aux surfaces, lui reconnaissent une originalité vigoureusement constituée. Ce peuple a d'ailleurs prouvé sa forte structure ethnique et morale, en étalant aux yeux du monde, ce que les observateurs étrangers appellent eux-mêmes « le miracle de sa survivance ». Ce peuple est en plus catholique, d'un catholicisme vivant qui exporte de sa vitalité religieuse à toutes

les provinces anglaises du Canada, à plusieurs Etats de la république américaine, aux grandes missions de l'Afrique et de l'Asie. Seul groupe catholique vraiment compact, encadré de fortes traditions, possesseurs d'un pays plus vaste que beaucoup de grands Etats européens, ce groupe, il faut aussi l'ajouter, sera peut-être demain le seul peuple catholique de l'Amérique au nord de la frontière mexicaine. Or, s'il est permis d'apercevoir, dans ces réalités, le plan d'un avenir assez net, ébauché vraisemblablement par la Providence, s'il faut y découvrir les premiers linéaments où l'histoire esquisse d'abord ses dessins définitifs, le sens de notre destinée ne commence-t-il pas de nous apparaître dans une lumière plus précise ?

Ces premiers postulats peuvent encore se fortifier. Si un Etat catholique et français n'est pas de trop sur le continent nord-américain ; si sa vocation surnaturelle lui marque même un rôle à part, plus nécessaire, plus auguste qu'ailleurs, dans la civilisation ambiante, l'entier accomplissement de ce rôle n'implique-t-il pas forcément le concours de quelques rigoureuses conditions ? Et la première de ces conditions, ne serait-ce pas que ce peuple garde avant toute chose son âme particulière, son âme, source et principe de ses aptitudes apostoliques, exemplaire, cause suprême de sa civilisation ? Mais alors qu'est-ce à dire, en vérité, sinon que sa vocation lui enjoit impérieusement d'échapper à tout

contact, à toute compression où cette âme pourrait mourir ou subir d'irréparables déformations? Il semble que, de toutes ses forces, ce peuple doive tendre vers les conditions politiques et morales où sa personnalité originale sera le plus assurée de survivre, où pourront se déployer, dans leur perfection, les vertus de son esprit. Mais ces conditions, où les trouvera-t-il encore une fois, si ce n'est dans les formes supérieures et définitives où s'achemine toute nationalité qui veut être maîtresse absolue de sa vie? Car être, pour un peuple comme pour l'individu, ce n'est pas seulement faire nombre et figurer. C'est dépasser le niveau de la morne existence; c'est posséder l'intégrité de son moi, le plein exercice de ses facultés, c'est s'épanouir dans la beauté de sa personnalité morale. « Etre pour un peuple, a écrit Paul Bourget, ne consiste point à respirer, manger, boire. Il n'est vraiment que s'il ne relève que de soi, s'il ne pense que pour soi, s'il sent sa route à soi, s'il pense ses idées à soi, s'il est indépendant au plein sens du mot, chargé d'une si simple et si forte signification. »⁸

Faut-il encore pousser plus loin cette analyse? Cherchons alors, sous le front des ancêtres, parmi les vieux rêves dont ils illuminèrent leur vie, cherchons si quelques-uns ne nous fourniraient pas des

⁸ *Le Principe des nationalités*, René Johannet, (Epigraphe).

indications. Nous ouvrons notre histoire et quelle n'est pas la réponse dont vibrent beaucoup de ses pages? Notre histoire nous révèle que, depuis l'époque lointaine où, par la conscience acquise de notre entité ethnique, s'éveilla chez nous l'idée de patrie et de nationalité, depuis lors, le rêve d'une indépendance française ne cesse plus de hanter l'esprit de la race. Au lendemain de la conquête, nos pères sont mis en demeure de choisir entre deux allégeances spirituelles. Leur petit nombre, leur dénuement absolu devant la force les peut absoudre d'une abdication. Cependant un instinct, qu'ils suivent sans le bien comprendre, leur inspire de durer selon la loi de leur sang. Jusqu'à la révolution américaine où subitement le flot des Loyalistes déborde nos frontières et ranime les espérances de la domination britannique, notre avenir d'unité française s'impose à nos gouverneurs eux-mêmes. Dans les années qui suivent, il faut voir l'inquiétude, les agacements que l'expression de « nation canadienne », d'un usage toujours courant, ne cesse de donner à d'ombrageux administrateurs. Puis, voici l'époque de la rébellion. Pour les patriotes, le rêve prend corps subitement dans le projet de république de Robert Nelson. Un autre document, plus triste mais plus révélateur, atteste à ce moment la survivance impénitente du rêve. Dans cet article déplorable du *Canadien* de 1839 où Etienne Parent conseille à ses compatriotes la démission nationale, le journa-

liste tient à évoquer en passant le vieil idéal resté vivant jusqu'à ce jour : « Il y en avait, et nous étions de ce nombre, écrit-il, qui pensaient qu'avec l'appui et à la faveur de l'Angleterre, les Canadiens français pouvaient se flatter de conserver et d'étendre leur nationalité, de manière à pouvoir par la suite former une nation indépendante ». Parent, il est vrai, appelle la vieille aspiration patriotique un « comble de l'aveuglement et de la folie », maintenant « que le destin a parlé ». Mais l'on sait ce que valait cette sentence du destin. La charte de 1841 allait supprimer le Canada français comme entité politique distincte. De notre union avec le Haut-Canada, elle ferait une union législative où le nombre devait nous écraser. Mais, dès 1842, Louis-Hippolyte Lafontaine déchire sans plus le document impérial et fait admettre par ses alliés haut-canadiens le principe d'une alliance fédérative. Et l'aspiration continue de vivre, inextinguible, au fond des âmes. Il suffit d'un peu de vent pour la ranimer. On l'a bien vu au moment de la Confédération et, plus récemment encore, à l'heure des campagnes de fanatisme occasionnées par la guerre. Qu'une tempête s'élève, que la nationalité se sente en péril et l'idée rejaillit comme une flamme. Elle prend forme, tantôt dans un discours, dans une manifestation populaire, tantôt dans un livre comme *l'Avenir du peuple canadien-français* d'Edmond de Nevers, ou le roman *Pour la patrie* de Jules-Paul Tardivel.

Ajouterons-nous que ces phénomènes de psychologie collective prennent chez nous une signification plus vigoureuse, parce qu'ils n'ont rien d'artificiel. Ils n'expriment ni une ambition d'orgueil, ni les visées d'un peuple mégalomane, pas plus qu'on n'y saurait découvrir une manifestation factice, provoquée, comme en d'autres pays, par une élite d'intellectuels et de propagandistes. Ils sont la manifestation spontanée d'une vie nationale entretenue à un certain degré de perfection, l'âme d'une histoire où se prolonge, à l'état chronique, la mêlée ardente des races. Nos pères ne pouvaient abdiquer leur aspiration dès lors qu'ils existaient et que leur existence demeurait ce qu'elle fut. Lorsqu'en effet l'on veut connaître les causes qui font surgir les Etats sur la carte du monde, que répondent les historiens? Ces régions-là sont les plus favorables à ces sortes d'éclosions qui sont les plus riches « en éléments différenciés ». Là où des groupes humains s'opposent plus violemment par leurs institutions familiales et sociales, par la diversité géographique de leurs territoires et surtout par leurs différences ethniques, là-même, à ces recouvrements des diversités terrestres et humaines, sont les vraies frontières naturelles où se divisent les Etats. Et quoi de plus simple et de plus naturel en vérité? Le dernier mot de cette cosmogonie politique réside en ce fait peu mystérieux que la nature morale ou sociale est aussi obstinée à persévérer

dans son être que la nature physique. Partout où une collectivité humaine, consciente de sa vie et de son patrimoine moral, trouve un jour à trembler pour la possession ou l'intégrité de ses biens, dès lors un pressant instinct de conservation la pousse à mettre son patrimoine hors d'atteinte. D'elle-même, par une force plus puissante que sa volonté, elle s'arrache aux tutelles oppressives, elle cherche des conditions d'existence qui lui procurent la sécurité; elle s'organise en Etat.

Ainsi parle l'histoire en son langage invariable. Et si l'on observe la vie du monde en ces derniers cinquante ans, l'on voit que partout les nationalités ont aspiré à l'émancipation, parce que partout les empires ou les grandes fédérations ont tenté de les broyer.

* * *

Au bout de cette analyse, sera-t-il besoin d'énoncer en termes explicites, notre solution? C'est de la constance du péril suspendu sur notre existence française, qu'à vécu notre rêve irréductible d'indépendance politique. Ce qui fut la volonté du passé, ne peut que demeurer, dans le prolongement du même état de choses, le but de notre avenir. Nous croyons suffisamment claires les indications de la Providence. Le destin qu'elle nous a marqué en Amérique, le patrimoine qu'elle nous a départi, nous paraissent dignes d'être sauvegardés à tout

prix. Appuyés sur ces fortes réalités, nous donnons, sans plus attendre, une affirmation nouvelle à la volonté des ancêtres, et, advenant la rupture de la Confédération, nous voulons, comme eux, dans le Canada oriental, la constitution d'un Etat français.

Cette formule de notre avenir politique, on nous fera cette justice de le penser, ne se fonde point sur le principe des nationalités, sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. En prévision du désarroi prochain, nous revendiquons seulement le droit élémentaire de ne subir la loi de personne, mais de nous préparer, avec l'aide de Dieu, la destinée de notre choix. Cette solution, nous ne l'apportons pas, non plus, à nos compatriotes, sans l'avoir longuement pesée, sans l'avoir méditée dans la lumière plus haute. Depuis un an bientôt, ce problème aura été retourné en tout sens, par des hommes qui n'avaient que l'ambition d'être utiles et qui d'abord n'ont voulu se rien cacher de leur responsabilité. Ces hommes qui ne se font guère illusion sur la fortune des meilleures idées, ne demandent qu'une chose aux intellectuels de leur pays, c'est d'avoir, comme eux, sur cet idéal d'ordre, une attitude d'esprit et de ne point mettre à le discuter moins de gravité loyale qu'il n'en fut mis à le formuler.

La solution que nous apportons se heurtera dans la pensée de beaucoup à des obstacles nombreux et

puissants. Mais aucun de ces obstacles, nous devons à la vérité de l'affirmer, ne nous a paru insurmontable. Rien ne sera plus légitime, par exemple, que les alarmes de nos frères des provinces éloignées, rattachés à nous jusqu'à présent par la communauté de l'Etat fédératif. Nos compatriotes feront bien pourtant de ne pas trop s'inquiéter. Notre nouvel idéal n'implique aucun abandon. La déclaration en a été faite tout à l'heure : nous ne courons au devant d'aucune séparation ; nous n'accepterons que celles-là seules que viendront nous imposer la nécessité ou les hasards de l'histoire et contre lesquelles, par conséquent, ni les uns ni les autres nous ne pourrions quoi que ce soit. D'ailleurs, qui dit séparation ne dit pas nécessairement frontières fermées ni surtout hostiles. Ce sera notre devoir autant que notre intérêt de regarder, pendant longtemps, du côté de nos associés d'hier où continueront de nous retenir de puissantes attaches. Nos compatriotes, au surplus, ont eu le loisir de l'apprendre : notre amitié pour eux et surtout notre volonté efficace de coopérer à leur vie ne sont aucunement conditionnées par les liens politiques actuels. L'une et l'autre procèdent d'une solidarité plus spontanée, de sentiments plus profonds qui ne pourront que se fortifier chez nous par un plus parfait exercice de notre personnalité nationale.

De l'ordre purement matériel surgissent aussi d'épineux problèmes. L'indépendance, c'est l'en-

trée, comme unité composante, dans l'ordre international. Nul Etat ne saurait se passer d'alliés et il nous faudra chercher de quel côté nous inclinent nos affinités spirituelles et la loi de nos intérêts. Rien ne servirait de faire surgir un peuple à la vie, s'il devait tout de suite retomber sous une dépendance plus oppressive, par la proximité d'un voisin trop puissant ou par la pénurie de ses moyens de subsistance. Un Etat ne saurait non plus se suffire par la seule cohésion que lui créent ses principes spirituels, tels que la forte armature de ses traditions, la communauté d'une même langue et d'une même foi, une longue vie laborieuse vécue en commun. Tout Etat est fixé à une partie de la surface terrestre qui est son territoire. Et ce territoire doit être constitué selon les lois de la géographie politique et économique, de telle sorte que la vie de l'Etat s'y articule normalement. En conséquence, des spécialistes devront s'appliquer à déterminer notre futur territoire. Puisque le régime des casiers est absurde, ils auront à marquer, selon d'autres exigences plus rationnelles, la constitution du domaine, la périphérie de l'Etat de demain.

Mais voici d'autres problèmes d'ordre moral: en l'Etat français du Saint-Laurent, se trouveront enclavées des minorités ethniques dont les droits sont à sauvegarder. Sur ce point, le Québec n'aura qu'à se retourner vers ses traditions de justice pour y trouver un statut de liberté.

Un peuple ne parvient à la vie indépendante que s'il en a conquis la dignité et la force, que s'il a su créer par son effort persévérant les organes essentiels de sa nouvelle existence. C'est donc une vaste coopération d'intelligence et de volonté que les nécessités prochaines vont demander à notre race. Il importe qu'au nouvel avenir il y ait une préparation fervente d'ordre moral et intellectuel. Ce programme d'action aura besoin d'être tracé et nos collaborateurs ne manqueront pas de s'y attacher.

On le voit, ce ne sont pas des énergies frémissantes que nous voulons jeter de l'avant, vers des solutions hâtives. Nous croyons avoir le respect des contingences humaines, et Dieu nous garde de vouloir forcer le dessein de sa Providence. De quoi sera fait l'avenir prochain? Avant d'atteindre notre fin suprême, peut-être nous faudra-t-il subir des étapes intermédiaires, traverser temporairement, par exemple, une période d'indépendance canadienne ou d'annexion américaine, ou peut-être même adhérer, comme partie intégrante, à une fédération plus restreinte. Une ferme sagesse nous commandera de ne rien brusquer, de ménager tous les événements en vue du grand succès définitif. Mais ce qui importe sans retard, c'est de fixer les aspirations de notre collectivité française sur l'idéal politique, sur le stade suprême qui est le but essentiel de sa vie. Être nous-mêmes, absolu-

ment nous-mêmes, constituer, aussitôt que le voudra la Providence, un Etat français indépendant, tel doit être, dès aujourd'hui, l'aspiration où s'animeront nos labeurs, le flambeau qui ne doit plus s'éteindre. Ce rêve, il ne suffit plus de le nourrir dans l'ombre, en de petits cénacles d'initiés. Le flambeau doit passer du boisseau au chandelier. La princesse Louise de Bavière écrivait récemment dans son beau livre, *Autour des trônes que j'ai vus tomber* : « Le Roi avait dès longtemps la conviction secrète que, pour durer et se fortifier, la Belgique avait intérieurement besoin d'un haut dessein ». Ayons la franchise de l'admettre : nous avons besoin d'une grande espérance qui traverse notre ciel et soulève enfin jusque-là nos volontés. Tant d'anarchie n'a dispersé nos efforts, tant d'apathie ne nous a dévorés, tant de postes n'ont été perdus depuis cinquante ans, que parce qu'un haut dessein nous a manqué. Celui que nous avait donné 1867 n'eut jamais sur notre race de prise véritable. On aura beau faire : toujours le long d'une vie qui voudra être puissamment active et coordonnée, un peuple aura besoin d'apercevoir, derrière chacun de ses efforts, la sollicitation d'un idéal égal à son labeur.

Pour nous, nous avons cherché à connaître les inspirations du passé et de l'heure présente ; nous avons fait la somme des mérites et des espoirs des aïeux, et, forts de ces lumières et de ces appuis, nous

mettons devant le Québec français le destin qui nous paraît digne de lui. Ce destin, nous l'offrons surtout à la jeunesse de notre race, à la jeunesse qui pense, architecte et ouvrière des grandes choses. Si cet idéal lui convient, qu'elle en fasse la loi de son effort, qu'elle entreprenne de n'être pas en retard sur l'heure décisive.



L'AMITIÉ FRANÇAISE D'AMÉRIQUE¹

M. le Président, ²

Mesdames,

Messieurs,

Vous m'invitez ce soir à vous parler d'un sujet qui devrait être ancien parmi nous et qui sera pres-

¹ Cette conférence fut prononcée à Lowell, E.-U., le dimanche, 17 septembre 1922, à l'ouverture du Congrès de la *Fédération catholique des Sociétés franco-américaines*. Un cri d'alarme jeté quelques mois auparavant dans *La Semaine paroissiale* de Fall River, avait posé, dans les milieux franco-américains, la question d'un congrès de toute la race où le Québec serait prié d'apporter aux groupes français d'Amérique une aide plus effective. M. l'abbé Lionel Groulx fut alors invité par le comité général du Congrès de Lowell à venir porter aux congressistes la réponse du Québec.

² M. Eugène Jalbert, président de la *Fédération catholique des Sociétés franco-américaines*.

que nouveau : *l'Amitié française d'Amérique*. Mais que la pensée féconde de cette fraternité, que la volonté d'une cohésion plus forte entre nous tous se soient éveillées si fortement parmi vous, c'est déjà le plus consolant des symptômes. C'est la preuve, à la face des sombres prophètes, que vos funérailles ne sont pas encore pour demain.

Nous unir par les liens les plus vigoureux, c'est l'oeuvre urgente, l'oeuvre de demain, et pour cette simple raison que nous sommes d'abord une faiblesse. Notre petite race offre, en effet, ce caractère particulier qu'elle est une race démembrée et dispersée. En présence de l'effroyable émiettement, l'historien se demande quelle tempête est venue jeter ainsi, à travers le continent, les tronçons brisés de notre jeune peuple. Notre situation ressemble à celle de l'Irlande et de la Pologne, mais avec des circonstances qui aggravent notre sort. Les divers cataclysmes qui ont brisé l'Etat polonais, ont pu en disjoindre politiquement les parties. Le démembrement ne fut pas une dispersion. Restés soudés les uns aux autres par la proximité géographique, les débris de la nation polonaise ont senti circuler en eux le sang chaud que leur apportait le coeur de la race, le Royaume de Varsovie. L'Ile d'Irlande, pareille à un vaisseau battu d'une tempête éternelle, a projeté des épaves sur toutes les rives. Les fils de la dispersion devenaient à la fin plus nombreux que les fils de la maison. Mais, au coeur mê-

me du pays et pour rallier les exilés, une vieille race demeurerait, forte de sa vie profonde, toujours imposante dans la majesté de ses malheurs et de ses traditions. Nous, Français d'Amérique, quand le jeune arbre de notre peuple se courbait encore sous d'interminables orages, des coups de vent plus funestes arrachaient quelques-unes de ses meilleures branches, pour les transplanter un peu partout aux quatre coins du continent. Je crois l'avoir déjà dit : le tronc ne s'est jamais remis de ces trop précoces amputations. Le démembrement fut ici dispersion. Aujourd'hui nous offrons ce spectacle douloureux que tout près de la majorité de la race vit en dehors des frontières du Québec. A travers les longues distances qui nous séparent les uns des autres, les contacts s'établissent difficilement. Pour faire refluer la vie jusqu'aux membres les plus lointains, le coeur de la Nouvelle-France ne bouillonne point du sang vigoureux de races millénaires, comme celle d'Irlande ou celle de Pologne ; peuple adolescent, asservi depuis toujours à l'état colonial, privé de la vigoureuse personnalité des peuples adultes, c'est à peine si nous avons pu suffire à nos propres besoins.

Cependant nous devons nous unir, parce qu'en dépit de notre faiblesse, nous pouvons devenir une force.

Les esprits pessimistes, parmi nous, se rabattent volontiers sur notre petit nombre pour excuser leur

inaction ou leur découragement. Qu'importe le nombre, pourvu qu'existe la volonté de compter? Cinq millions d'Irlandais catholiques vivent en Amérique et l'on sait qu'ils y sont. Nous sommes cinq millions de Français; quand saura-t-on que nous y sommes? Le monde a beau être vaste et opposer la plus lourde inertie aux revendications du droit; cinq millions d'hommes, liés entre eux par le même idéal et déterminés à le défendre par les suprêmes ressources de l'organisation moderne, ne peuvent s'agiter sans qu'autour d'eux l'on s'en aperçoive.

Pour être un peuple jeune, nous n'en sommes pas moins l'une des plus vieilles races coloniales du continent. Notre force est suffisamment établie par la démonstration que, depuis longtemps, elle se fournit à elle-même. Race la plus homogène peut-être de l'Amérique du nord, gardant plus intacte que les autres la substance de son âme, par cela même nous devenons chaque jour plus inassimilables. Il n'y a qu'un miracle de survivance en Amérique: c'est le nôtre. Aucun de nos groupes, si dispersé, si faible soit-il, n'a encore complètement sombré. L'arbre reste debout quand tant d'autres ont été couchés par le premier vent. Et si jamais, ce qu'à Dieu ne plaise, nous devons à la fin succomber à notre tour, nos ennemis pourraient écrire sur notre tombe: « Ci-gît la race qui fut la plus dure à tuer ! »

I

Les meilleures raisons du monde nous commandent donc de former entre nous une alliance plus étroite. Des conditions sont requises toutefois pour que puisse s'épanouir efficacement l'Amitié française d'Amérique. Il importe de nous entendre avec loyauté, tout d'abord, sur la nature des services que nous pourrions échanger. Et disons-le tout de suite : le Québec, le premier, devra s'appliquer à bien comprendre son rôle.

Sa situation ressemble à celle du fils aîné resté au foyer pour continuer les vieux parents pendant que ses cadets s'en allaient au loin bâtir d'autres maisons et cultiver d'autres champs. Le gardien du foyer paternel ne possède plus sur ses frères qu'une priorité d'honneur, celle de son droit d'aînesse, avec l'auréole qu'y ajoute l'atmosphère de la vieille maison. La famille reste encore attachée par un lien moral puissant. Il est des domaines où la vieille unité familiale subsiste ; il en est d'autres où chacun recouvre son indépendance. Lorsque l'honneur commun est en jeu, lorsque le malheur s'abat sur l'un des membres, et que l'entr'aide s'impose, la voix du sang et de la charité appelle alors les frères au soutien mutuel et à la défense du patrimoine. Mais dans la conduite de sa maison et de ses affaires personnelles, chacun entend rester son maître et ne souffre point que les conseils deviennent des or-

dres. Ainsi de nous, mesdames, messieurs. Et pour que soient évitées les erreurs du passé, à la base même de notre alliance ou de notre amitié, nous devons mettre, de part et d'autre, la claire intelligence de ces conditions.

Ces vérités sont admises aujourd'hui dans le Québec avec une loyauté que l'on ne saurait plus soupçonner. Nous n'avons plus à apprendre, veuillez le croire, que pour avoir vécu longtemps en des états politiques distincts du nôtre, en des conditions de vie toujours différentes, les groupes français des Etats-Unis ou des provinces anglaises du Canada ont conquis une véritable autonomie. En conséquence nous admettons que si parfois, dans leurs dures batailles, ils ont besoin de notre assistance, eux seuls, connaissant le terrain de la lutte, la qualité de leurs troupes, la tactique de l'ennemi, doivent rester juges des méthodes de combat. En ce domaine, le Québec peut apporter des conseils, jamais des ordres.

Nous avons eu le temps d'apprendre également que deux de ces groupes, le groupe acadien et le vôtre, ont droit à une autonomie plus complète que les autres.

Les Acadiens ont leur histoire particulière ; leur race porte au visage le sceau profond de ses malheurs et de sa revanche ; elle a des légendes, des moeurs, des traditions qui lui sont propres. Cet ensemble de vertus historiques lui est un patrimoine

et une force sacrés qui méritent plus que le respect. Et si les Acadiens ont leur place, comme les autres, dans l'Amitié française d'Amérique, ce ne peut être que pour y conserver tout d'abord l'intégrité de leur être national.

Mais nos frères d'Acadie partagent avec nous la même communauté politique ; ils sont sujets canadiens. Vous, anciens compatriotes passés aux Etats-Unis, vous êtes devenus des sujets américains. Inutile de contester un fait qui commence à vieillir. Nous pouvons regretter votre séjour sous le drapeau étoilé. La réalité inéluctable, c'est que votre tente est fixée ici à demeure. Et nous comprenons que si votre souvenir s'en va toujours vers le berceau de la race, l'allégeance de votre volonté et de votre coeur appartient au pays qui est aujourd'hui votre patrie.

II

Par cette raison, mesdames, messieurs, nul ne s'étonne que les Franco-Américains n'entendent point se placer sous la tutelle du Québec comme sous un protectorat. Rien, non plus, n'est si légitime que votre ambition de ne pas nous demander des services gratuits.

Cela encore le Québec le comprend.

Il sait les progrès réalisés par les vôtres dans tous les champs de l'activité américaine, le domaine économique y compris. Vous n'êtes plus les pau-

vres exilés qui venaient chercher ici le pain que la patrie refusait. Le travail vous a rendu ses fruits et quelques-uns d'entre vous sont déjà montés jusqu'à la richesse. Aussi bien faisons-nous volontiers appel à vos hommes d'affaires, leur montrant les richesses du Québec, les invitant à prendre leur part de l'exploitation de ressources naturelles si convoitées par le capital yankee. Vos hommes d'affaires coopéreraient ainsi au développement d'une province qui n'a pas cessé de vous être chère. Et nous y gagnerions de voir diminuer la puissance d'un capital qui est toujours une menace pour nos institutions.

Le Québec n'ignore point, non plus, votre contribution déjà si honorable aux oeuvres apostoliques de l'Amérique française. Il sait quels contingents généreux de vos fils et de vos filles accourus depuis longtemps vers nos séminaires, vers les noviciats de nos ordres religieux, ajoutent pour leur part à la gloire chrétienne de notre jeune race.

Le Québec a même aujourd'hui cette noble certitude, qu'en aidant ses frères d'Amérique, il leur prête moins qu'il ne reçoit. Toute charge d'âme peut devenir un principe de grandeur. Le sens des responsabilités est, pour les peuples comme pour l'individu, un vigoureux stimulant de virilité morale. Et si nul, par exemple, ne saurait dire jusqu'à quel point les luttes scolaires de l'Ouest canadien, et particulièrement celles de l'Ontario, con-

tribuèrent à notre réveil national de ces derniers temps, nul ne pourrait nier qu'elles y ont contribué. Oserai-je l'affirmer? Peut-être les appels qui passaient par dessus l'Outaouais et qui nous venaient jusque du fond des prairies occidentales, ont-ils plus fait, pour réveiller nos consciences françaises, que les exhortations les plus véhémentes de nos propres chefs.

Nous savons aussi que, dans ces luttes, dans ces résistances à l'absorption où nos frères déploient une si magnifique ténacité, affirmant, à la face des peuples matérialisés, la prédominance des biens moraux, nous savons que parmi eux s'élabore une beauté française qui contribue à l'enrichissement de l'âme commune.

Et quand nous cherchons laquelle de ces portions de notre race apportera la contribution la plus riche au métal où se forge notre âme à tous, vous étonnerez-vous, Franco-Américains, que nos regards se tournent premièrement de votre côté? Quel spectacle, pour l'honneur même de la civilisation humaine, que celui de votre survivance s'il doit se prolonger jusqu'au triomphe? Vous n'avez point, comme nous, l'autonomie du territoire, la cohésion de la race sur un domaine qui est à la fois le cadre politique et la terre des morts; vous n'êtes point les maîtres absolus de vos institutions sociales, de vos oeuvres d'enseignement et de vos lois. A la différence de nos groupes du Canada, vous n'êtes pas

même reliés à nous par le lien de la solidarité politique. D'autre part, s'offre à vous, pour vous inviter jusqu'à l'abdication complète, le spectacle de l'un des peuples les plus puissants du monde, d'un peuple qui, à côté de son formidable développement matériel, commence d'ajouter le prestige d'oeuvres intellectuelles imposantes ; autour de vous, les fragments des autres nations, éblouis, hypnotisés par cette grandeur, se jettent, tête baissée, avec une sorte de vertige joyeux, dans la gueule du moloch ; leur ambition suprême paraît être d'effacer au plus tôt de leur front les traces de leur première origine, pour y substituer le sceau orgueilleux du peuple patricien. Et vous, fils des pauvres émigrés de 1850, adhérant loyalement à votre pays d'adoption, lui accordant même l'affection que l'on doit à la patrie, vous garderiez cependant, dans le sanctuaire inviolé de vos âmes et de vos familles, l'héritage auguste des ancêtres : la langue qu'ils ont parlée, les traditions qu'ils ont aimées, la vieille foi qu'ils ont servie. Et vous seriez ces gardiens irréductibles, au prix des luttes les plus longues et les plus pénibles, pour la seule joie de ne rien trahir, parce qu'au-dessus des tentations de la force et du nombre, vous seraient apparues des fidélités plus hautes que tous les orgueils de la terre.

Mesdames, messieurs, je vous le demande, se peut-il spectacle plus honorable pour la dignité humaine ? Et puisque je viens de raconter là, non pas de

l'histoire à venir, mais de l'histoire déjà commencée, laissez-moi vous dire toute notre reconnaissance pour le motif qu'elle ajoute à notre fierté.

III

Puisque tel est votre rôle, vous vous tournez maintenant vers nous, dans la dignité de vos services et de votre jeune force ; vous invoquez notre droit d'aïnesse et nous priez de nous en souvenir.

Cette démarche confiante, je ne veux pas vous le cacher, prend à nos yeux la valeur d'un témoignage qui nous émeut profondément. Il nous était revenu parfois que les Franco-Américains désespéraient du Québec et que, dans la recherche d'un appui qui leur fût vraiment secourable, leurs vœux commençaient de s'orienter ailleurs. Je me rappelle qu'à l'un de mes premiers voyages parmi vous, j'avais posé à quelques-uns cette question : « Où, Franco-Américains, prenez-vous les attaches de vos sentiments français ? En France d'abord ou au Canada ? » — « En France d'abord, » m'avait-on répondu. Et ceux qui parlaient ainsi voulurent même ajouter que le passage des ancêtres franco-américains au Canada leur paraissait comme un temps d'épreuves où, loin de s'enrichir, le type français s'était appauvri.

Depuis lors j'ai essayé de comprendre ces paroles qui, dans ce temps-là, m'avaient surpris et peiné.

Et vous dirai-je qu'elles ont perdu pour moi quelque peu de leur mystère ?

Vos pères, en traversant les lignes, avaient emporté dans leur âme, il faut bien en convenir, quelques souvenirs désagréables. La patrie d'où ils s'exilaient n'avait pas été pour eux la terre maternelle et douce qui nourrit ses enfants et leur rend l'existence heureuse. Vers 1850, nous sortions à peine, hélas ! de ces luttes épuisantes qui duraient depuis les trois quarts d'un siècle et où nous avons dû défendre, contre la voracité de nos administrateurs, nos libertés essentielles et jusqu'à notre domaine public livré au brigandage. Crémazie avait beau vous jeter son pathétique appel :

*Au nom des aïeux qui moururent pour elle,
Au nom de votre Dieu qui pour vous la fit belle,
Restez dans la patrie où vous prîtes le jour!...*

le poète avait beau vous crier dans ses strophes éplorées que :

*...l'insensé qui s'exile
Traîne son existence à lui-même inutile ;*

que :

*Jamais, pour consoler sa morne rêverie,
Il n'a devant les yeux le ciel de sa patrie ;*

et que :

Le sol sous ses pas n'a point de souvenirs...

vos pères pouvaient répondre qu'ils n'avaient nullement le choix de rester ou de partir ; que l'hori-

zon derrière eux leur paraissait moins fraternel et moins doux, depuis qu'ils y voyaient attaché le spectre de leur ruine, et, que, « la morne rêverie » leur venait plutôt au spectacle de ce vaste pays, prodigue de ses immenses domaines pour tous les spéculateurs étrangers, avare de son sol pour les fils de ses paysans et de ses défricheurs.

Souvent, depuis lors, il vous a paru que le Québec suivait, d'un oeil assez distrait, les fils que, par sa faute, il avait laissé partir. Tous, il est vrai, ne vous avaient pas abandonnés. L'Eglise, plus maternelle que la patrie, n'oubliait pas les exilés. Nos évêques vous envoyaient des prêtres, des religieux, des religieuses qui reconstruisaient, autour de vos âmes, des chapelles, des églises, des écoles et, autant qu'ils le pouvaient, l'atmosphère du pays d'origine. Parfois, vous étiez même de nos fêtes. Mais, à côté de ceux qui, chez nous, pratiquaient le devoir du souvenir, vous sentiez tout un monde officiel largement drapé dans l'indifférence. Plus vivement ressenti, votre isolement vous faisait noter, avec une amertume légitime, l'oubli où si tôt l'on ensevelissait des frères partis d'hier. Le Québec se dressait devant vous avec l'égoïsme hautain d'une métropole, pratiquant à l'égard des groupes, essaimés loin de lui, la politique de détachement que lui-même a si longtemps reproché à la France.

Mesdames, messieurs, ce n'est pas nous qui disconviençons de la légitimité de vos reproches. De

cet état d'esprit qui a failli nous coûter l'honneur et la vie, nous avons si cruellement souffert. Il y a eu, dans notre province, — pourquoi ne pas vous l'avouer? — une génération qui a douté, tant qu'elle a pu, de la race et de la patrie. Vous rappelez-vous la confiance si affreusement triste que Chauveau nous a laissée sur la génération de ses aînés, qui était celle de l'époque de l'Union? « La question nationale se posait plus redoutable que jamais, a-t-il écrit. C'était avec une grande crainte, c'était presque avec désespoir que l'on se demandait ce qui allait advenir de tout ce qui nous était cher. Quelques-uns disaient tout haut que l'on ne pourrait plus être rien dans ce pays à moins de se faire Anglais; d'autres ajoutaient à demi-voix . . . et protestant. »

Ces découragés que Lafontaine, que Garneau et toute la génération intellectuelle de ce temps-là devaient sauver de l'apostasie, nous les avons vus reparaître il y a un peu plus de vingt ans. En subordonnant l'importance et les intérêts de la Nouvelle-France à quatre, puis à six, puis à huit provinces, la Confédération porta de rudes coups à la foi nationale. Plus encore qu'au temps de l'Union, les intérêts de la race avaient cessé de se tenir au premier plan dans l'esprit de nos hommes politiques. Plus tard, tout à la fin du dernier siècle, quand les flots de l'immigration déferlèrent sur le Dominion, les paquebots et les voies ferrées nous jetant, bon an

mal an, un demi-million d'étrangers; quand les villes, les provinces nouvelles se mirent à surgir, comme sous la baguette d'un enchanteur, à ce moment la foi nationale, déjà sommeillante au coeur de plusieurs, acheva de s'y éteindre. Quelques-uns qui figuraient parmi nos chefs et que le peuple adorait comme des idoles, nous crurent noyés sous la vague irrésistible. Ces hommes ne parlaient plus de notre avenir qu'avec une mélancolie contagieuse, et, s'ils songeaient encore à leur race, c'était pour en préparer les funérailles. Combien de fois, dans ma jeunesse, n'ai-je pas entendu ces confidences déprimantes. Un de nos journalistes, qui a longtemps vécu à Ottawa, me racontait comme, en ce temps-là, il avait dû tenir tête à l'un des plus hauts fonctionnaires fédéraux, homme d'esprit et de culture, familier des grands salons politiques, qui propageait, parmi la jeunesse, son scepticisme découragé. Ces discours, on ne les tenait pas devant le public. Mais on les colportait un peu partout dans les cercles familiers; on en faisait plus ou moins des mots d'ordre pour les suivants et les partisans; et les défaites que nous avons subies depuis vingt-cinq ans, les périodes d'apathie que nous avons traversées, tout comme les dédains ou les abandons dont vous avez eu à vous plaindre, ont trouvé là, et nulle part ailleurs, leur cause première.

Dieu merci, ces temps sont passés pour ne plus revenir. Franco-Américains, Canadiens du centre,

de l'est ou de l'ouest, je n'ai nulle qualité officielle pour vous parler au nom de mes compatriotes ; je ne représente ici que moi-même ; mais j'ai la certitude de ne pas trop m'engager en vous déclarant qu'avec confiance vous pouvez vous tourner vers le Québec actuel. Son aide, son appui moral, il est prêt à vous les donner, dans la mesure de vos besoins, aussi loin que peut aller la générosité d'un pays français.

Vous, Franco-Américains, vous avez, pour vous appuyer sur nous, des raisons plus pressantes, plus hautes que notre invitation. Je me suis déjà permis de vous le dire dans l'*Action française* : « Un peuple pas plus qu'un arbre ne choisit ses racines. » Si la nationalité repose sur la parenté du sang, de l'âme et de la langue, ou — pour parler comme les ethnologues et les philosophes — sur l'identité physiologique, psychologique et morale, vous ne pouvez faire, en dépit de votre nationalité américaine, que vous ne soyez aussi de nationalité canadienne-française. Parce qu'il vous est impossible de rayer d'un trait 200 ans d'histoire, les sources prochaines de vos traditions et de votre vie ne sont pas en France, mais au Canada français. Oh ! sans doute, Français d'Amérique, Dieu nous garde de répudier notre parenté avec la vieille mère-patrie ; elle demeure toujours la maîtresse de nos intelligences. Mais, établi sur ce continent depuis trois cents ans, l'adaptation de notre peuple à la terre nouvelle lui a fait se créer un ensemble de moeurs et de tra-

ditions que ses intérêts les plus chers lui interdisent aussi de répudier. Les hasards de l'histoire ont voulu que, pour prendre et conserver la Nouvelle-France, nos pères aient conquis des vertus et des mérites que leurs descendants ne peuvent méconnaître sans manquer aux sentiments les plus sacrés.

Ne disons jamais, même entre nous, que le passage des aïeux au Canada leur valut une dégénérescence. Pendant longtemps, je le veux bien, leur existence fut modeste, et leur gloire elle-même parut dissipée dans nos immenses solitudes. Ces hommes de hache et d'épée, je le sais aussi, n'ont guère manié la plume ; menant une vie « peineuse » et besogneuse, pas plus que les paladins d'autrefois ils n'ont laissé derrière eux de grands monuments intellectuels. Mais la grandeur intellectuelle est-elle toute la grandeur ? Et qu'y a-t-il donc dans l'histoire de nos pères que nous ayons à désavouer ? Ce passé, nous l'avons raconté l'année dernière, quelques jeunes professeurs, au coeur même de la France, à Paris, devant plusieurs auditoires. Nous l'avons raconté le moins mal que nous avons pu, sans éclat, en de courts et rapides tableaux. Très simplement, nous avons dit l'effort opiniâtre d'une poignée de Français pour la conquête du nouveau monde, leur gageure héroïque d'étreindre dans leurs bras l'infini d'un continent. Nous avons raconté le duel de la conquête anglaise, la longue et

glorieuse agonie de la Nouvelle-France ; puis nous avons montré, après 1760, l'effort du vaincu pour effacer la défaite. Nous parlions devant des hommes habitués, depuis la dernière guerre, au spectacle de toutes les beautés morales, saturés, pourrais-je dire, du mirage de la gloire. Et cependant lorsqu'au récit de cette jeune histoire, du frémississement est apparu en certaines figures ; quand l'émotion de quelques-uns vint jusqu'à leur mouiller les yeux, je n'irai pas jusqu'à vous dire, mesdames, messieurs, que j'ai trouvé là des raisons nouvelles de ne pas rougir de ma race ; mais j'ai compris que « cette page d'histoire de France retrouvée à la Tour de Londres. » comme a dit Chateaubriand, ne dépare aucun chapitre de la grande histoire de la nation française.

Je vous fais cette prière, Franco-Américains : ne nous jugez plus sur les images défavorables que vos pères vous ont peut-être transmises, non plus que sur les tiédeurs ou les oublis que vous avez essuyés.

Nous avons fait un peu de chemin depuis 1850. Ce doit être un signe de quelque valeur qu'aux yeux mêmes de la « race supérieure », la province de Québec soit devenue « the sane province » par excellence. Quand les Anglo-Canadiens citent le Canada français en exemple au reste du Dominion, vantent l'esprit conservateur de notre population, exaltent la stabilité de notre ordre social, la supériorité morale de nos classes ouvrières, la solidité

de notre état financier, et que pareil concert d'éloges nous arrive à la veille des élections, nous avons encore assez d'esprit pour croire ce langage légèrement intéressé. Mais quand nous voyons les mêmes hommes courtiser nos marchés, transporter chez nous leurs capitaux et jusqu'à leurs usines, nous croyons que leur instinct pratique ne les trompe pas.

Pour reprendre un mot de Paul Bourget, le Québec est « un petit coin de terre française qui se porte bien », et ses fils dispersés, quelque part qu'ils soient, peuvent aujourd'hui regarder vers l'ancienne petite patrie sans en rougir. Nous avons fait la preuve que notre caractère de catholiques et de français ne nous prédestine à aucune infériorité sur ce continent.

Dans les âmes aussi quelque chose est changé. La réponse que l'on vient de faire à votre dernier appel, Franco-Américains, et qui vous est venue jusque des hauteurs officielles, témoigne d'une foi nationale guérie de ses anciens doutes. Les découragés d'hier sont remplacés par la génération de l'espoir. Et si, nous de l'*Action française*, sommes allés chercher, sous le cerveau glacé des ancêtres, le vieux rêve qui avait illuminé leur vie; si, devant les yeux de nos compatriotes, nous avons dressé, comme un flambeau, l'espoir d'un Etat français dans l'Amérique du Nord, ce n'est pas que nous le croyions d'une réalisation immédiate ni que nos

impatiences veuillent avancer d'un jour la réalité; ce n'est pas, non plus, qu'en ressuscitant ce programme d'avenir, nous n'ayons songé d'abord à notre peuple; nous voulions qu'il eût, au sommet de son esprit, pour réagir contre la débilité de son être national, une haute pensée, inspiratrice d'ordre et d'action; nous voulions que, se sentant plus maître chez lui, il contraignit ses gouvernants à ne plus traiter son patrimoine comme un bien étranger; mais je tiens aussi à le proclamer hautement: nos regards ont porté plus loin que nos frontières. Nous avons pensé qu'un Etat français parvenu au plein développement de sa personnalité, conscient de sa dignité et de sa mission, deviendrait en Amérique, par la loi même de sa vie et de ses intérêts, un organisateur de solidarité française.

IV

Fort bien, mais que peut-il vour fournir ce Québec que vous appelez à votre aide? Je répons d'un mot, le mot de votre appel: un aliment, un soutien à votre âme française.

Dans cette âme ou dans cette vie française, il y a ce que j'appellerais la forme substantielle, résultante de la culture héréditaire et qui tient aux qualités fondamentales de la race: ensemble harmonieux de vertus intellectuelles et morales par quoi l'on est proprement français. Cette forme subs-

tantielle, vous voudrez, comme nous, l'aller vivifier au foyer même de la France. A l'heure choisie par vous, une élite ira chercher là-bas pour vous les apporter ici la discipline et tout le trésor du vieux génie. Ce sera ensuite le rôle magnifique de vos intellectuels de vous fournir, dans tous les domaines, les directives dont vous aurez besoin et, entre temps, d'aller porter, jusque dans les hautes chaires des universités américaines, le renom de leur culture. Car vous êtes de cet avis, j'en suis sûr, qu'étant deux millions de Français dans la République, il n'est pas admissible qu'on aille chercher, ailleurs que chez vous, les professeurs de langue et de littérature françaises pour l'enseignement supérieur aux Etats-Unis.

Pour la formation de votre élite, puis-je vous proposer de rechercher aussi le concours du Canada français? Nous comprenons votre ambition de constituer chez vous-mêmes, pour le faire plus conforme à vos besoins, votre enseignement secondaire. Mais d'ici le jour où, risquant un pas de plus, vous songerez peut-être à fonder votre enseignement supérieur, pourquoi vos regards ne s'en iraient-ils point du côté de nos universités canadiennes-françaises? Elles n'ont ni le renom ni l'imposante ancienneté des universités de France, ni l'opulence de celles des Etats-Unis. Si le conquérant n'avait pas empêché nos pères de fonder au Canada le grand foyer de culture française dont ils rêvaient à

une date aussi lointaine que celle de 1770, nous serions sans doute un peu moins en retard. Mais il faut rendre cette justice à nos universités que, depuis quelques années, elles n'ont point perdu leur temps. Elles entendent bien ne se laisser ravir par personne le privilège de devenir en Amérique les plus puissants foyers de pensée française. Elles seraient même disposées, je crois, à faciliter l'accès de leur enseignement aux jeunes Franco-Américains. Et si vos fils n'y trouvaient point le lustre des vieilles écoles de France, ils puiseraient du moins, dans notre atmosphère, dans une reprise de contact avec leur pays d'origine, la leçon vivante des aïeux, un esprit plus habitué à l'air d'Amérique.

C'est que, mêlée à la forme substantielle de votre âme et de votre vie française, il y a aussi la forme particulière, ensemble de sentiments, d'habitudes et de traditions, substance morale héritée des ancêtres immédiats et qui fait que l'on est proprement de la Nouvelle-France.

Cette forme particulière, c'est nous, demeurés au vieux foyer, à l'ombre des institutions élevées par les aïeux, c'est nous que vous priez de vous la transmettre.

Depuis longtemps déjà, nos petites religieuses, nos Frères, emportant avec eux le meilleur de l'âme canadienne-française, en viennent animer vos écoles paroissiales. D'avoir pu répondre aux besoins

de tous les groupes français, l'appel nous vînt-il de la Nouvelle-Angleterre, de l'Acadie, de l'Ontario ou de l'Ouest canadien, c'est un de nos bonheurs et c'est la gloire de notre fécondité religieuse. Ce service, je ne vois point qu'il soit impossible de le continuer. Je ne vois pas même qu'il nous soit défendu de l'améliorer. Le temps viendra bientôt, je l'espère, où nous rappelant l'ordre légitime de la charité, nous déciderons de garder pour nous et pour les nôtres, pour nos besoins toujours grandissants et toujours insatisfaits, nos Frères et nos Soeurs prodigués jusqu'ici, sans assez de mesure, à des races catholiques qui n'ont pas le courage de s'en faire.

D'autres messagers de la pensée française ne pourraient-ils fournir leur contribution au soutien de l'âme commune? Il faut le dire parce que c'est la vérité: nous nous connaissons mal les uns les autres. A mesure qu'entre eux s'évanouiront les liens de la proche parenté et qu'iront s'espaçant les échanges de visites, n'y a-t-il pas à craindre que les Français d'Amérique se connaissent de moins en moins? Protégeons-nous contre ce mal pire que l'oubli, cause première des pires malentendus. La fraternité, l'amitié vivent de sentiments chauds et clairs et d'une réciprocité de compréhension franche et complète. Pourquoi ne pas profiter de nos fêtes, de nos anniversaires nationaux pour échanger des délégations et des porte-parole? A la seule condi-

tion de bien choisir ces missionnaires de nos pensées, ce serait un peu de l'âme de chacun des groupes qui se communiquerait de l'un à l'autre; ce seraient les aspirations, les craintes, les désirs de chacun qui deviendraient le partage de tous, établissant ainsi la communauté de pensées et de sentiments où s'appuient les vigoureuses solidarités.

Ne faudrait-il pas souhaiter la création d'un organisme qui régulariserait ces échanges et les rendrait plus faciles? Et vraiment, qui nous empêcherait de le créer, cet organisme, s'il est nécessaire? Des propagandistes se sont trouvés pour couvrir leur pays, et quelquefois le monde entier, de sociétés, de clubs, d'associations de toute sorte, sans autre but que de répandre des moyens d'amusement ou des doctrines discutables ou malsaines. Les intérêts que nous, Français d'Amérique, avons à protéger et peut-être à sauver, sont-ils de si peu d'importance que nous leur puissions refuser ces actifs moyens de propagande?

Ces porte-parole des divers groupes, qui les empêcherait ensuite de se rencontrer pour délibérer sur nos intérêts généraux? Les grands congrès solennels ont parfois leur nécessité. Un peuple arrive-t-il à quelque tournant périlleux de sa vie; faut-il ébranler puissamment les masses et leur imprimer une direction décisive; ces sortes de ralliements s'imposent afin que les chefs puissent parler de plus haut, se faire entendre plus loin et

plus fort. L'on sait toutefois que les besognes pratiques, les oeuvres de longue haleine et de patiente construction s'exécutent assez peu dans les séances solennelles d'un parlement, quel qu'il soit. Ce sont les petits comités, les travailleurs obscurs qui agissent, qui accomplissent le travail plus modeste mais plus efficace. Peut-être, dans le passé, avons-nous trop négligé la ressource de ces petits congrès, réunion d'états-majors où des hommes autorisés, mais en petit nombre, se mettent rapidement d'accord autour de quelques idées et déclenchent parfois les mouvements sauveurs.

Je m'en voudrais de ne pas signaler un moyen plus facile de faire circuler parmi vous la pensée de la Nouvelle-France, et je veux dire la diffusion des journaux, des revues et des livres vraiment expressifs de notre âme et de notre vie. Nous possédons aujourd'hui, je ne vous l'apprends pas, des journaux, même quotidiens, voués franchement à la défense catholique et française ; nous avons des revues qui n'ont point d'autre programme.

Pour compléter l'action de ces revues et de ces journaux, ne serait-il pas opportun d'organiser, entre tous nos journaux français, des échanges réguliers de nouvelles ou de chroniques ? Aux techniciens du journalisme de nous dire la forme que pourrait prendre ce service de presse. Mais si nous décidons de ne plus nous ignorer les uns les autres ; s'il importe que circule entre nous une pensée com-

mune, signe et ciment de notre union, il faudra bien que, dans les journaux de l'Amérique française, on s'occupe un peu de toute l'Amérique française!

Dupuis quelque temps, nos écrivains, renouant une tradition qu'ils n'auraient jamais dû délaisser, nous ont donné des ouvrages où l'âme de la race et de la patrie s'incarne louablement. Ces ouvrages, nous les distribuons dans nos écoles et nos collèges en même temps que les livres de France. Peut-être penserez-vous que les petits Franco-Américains pourraient les lire encore plus qu'ils ne le font. Si imparfaits soient-ils, ces livres, dans vos écoles et dans les nôtres, remplaceraient sans grand détriement, croyons-nous, les balayures de la maison Mame et fils.

Toutefois ne l'oublions pas, mesdames, messieurs, toutes ces formes d'échanges, excellentes en elles-mêmes, ne pourraient rien, si elles n'étaient secondées, animées par la vertu vivifiante de l'histoire. Nous voici au soutien, à l'élément le plus actif de notre amitié. Des toniques peuvent inoculer un stimulant, un afflux de vie momentané à des membres débiles ou souffrants; on ne remplace ni l'âme ni le sang. C'est le magistère de l'histoire, incessante transfusion de l'âme des pères dans l'âme des fils, qui maintient une race invariable en son fond. Pour des petits peuples comme le nôtre, mal assurés de leur destin, exposés à douter de leur avenir, c'est l'histoire, « conscience vigilante et collective d'une

société fière d'elle-même » (G. Kurth), qui détermine les suprêmes fidélités. Pour une race démembrée et dispersée comme la race française d'Amérique, c'est encore l'histoire, reliant aux mêmes souvenirs, faisant communier à l'idéal des mêmes aïeux, qui maintient, malgré les distances, l'essentielle fraternité.

Ce grand moyen d'union et de conservation nationale, cette école de fierté trop négligée par notre ignorance, aidons-nous, tous ensemble, à lui restituer la plénitude de son rôle. Dans cette Amérique où nous sommes la plus vieille race et où ce titre doit compter pour quelque chose, qu'attendons-nous les uns et les autres pour le faire savoir à ceux-là qui n'ont pas toujours le temps ni la volonté de l'apprendre ? A nous, du Canada français, héritiers, continuateurs de la Nouvelle-France, à nous d'écrire plus particulièrement l'histoire générale de toute la race. Mais à chacun des groupes français qui, là même où se déploie son destin, a besoin de trouver des raisons de fierté, des arguments de défense qui lui soient propres, à lui de recueillir le témoignage de sa grandeur et de son droit. Mistral jetait un jour à sa patrie provençale cet appel émouvant : « Ame de mon pays, . . . âme éternellement reconnaissante, âme joyeuse et vive, âme qui hennis dans le bruit du Rhône et de son vent ! Ame des bois harmonieux et des calanques ensoleillées, de la patrie âme pieuse, je t'appelle !

incarne-toi dans mes vers provençaux! ». . . Français d'Amérique, fils des pionniers et des conquérants du sol, appelez, vous aussi, de votre accent le plus ému, l'âme de votre pays, l'âme de votre race; appelez-la le long des fleuves sans fin, au bord des lacs, au fond des bois mystérieux, à la bordure des champs, partout où vos aïeux ont laissé l'empreinte de leur vie; appelez-la de votre voix la plus chaude et la plus confiante. Et cette âme de la race et du pays viendra vous dire, dans une rumeur de poème épique, que nulle histoire ne tient plus de place que la vôtre dans les premiers fastes de ce continent, et qu'en son témoignage résident peut-être vos titres les plus anciens et les plus sûrs au respect des autres peuples.

L'Acadie entendra l'élégie de son passé pathétique, la voix qui monte de Port-Royal, du bassin des Mines, du pourtour entier de la baie française et jusque des rives plus lointaines de l'île Saint-Jean; ce sera la voix de la vieille Acadie patriarcale chantée par Raynal et par Longfellow; ce sera la plainte immense de l'effroyable déportation, le long martyre d'un peuple découpé, dispersé comme une étoffe mise en lambeaux et qu'on jette au vent; ce sera aussi le chant du retour, la voix de la terre qui rappelle ses fils, les possesseurs les plus anciens et les seuls légitimes.

L'Ontario français entendra monter, lui, par toutes les routes qui marchent, par le fleuve et par la

Grande-Rivière, l'essaim des découvreurs, découvreurs de pays et découvreurs d'âmes. Cette rumeur lui viendra d'un passé aussi profond que celui des premiers temps du Canada, puisque Samuel de Champlain fut son premier explorateur. Là-bas, dans le haut du pays, la vieille Huronie lui rappellera que la terre ontarienne fut, plus que les autres, la terre des martyrs, la terre des sublimes missionnaires qui allaient jusqu'à mourir pour la civilisation du Christ. Le fleuve, les rives des lacs depuis Montréal jusqu'à Détroit et depuis le Sault-Sainte-Marie jusqu'au Michigan, lui rendront les noms de La Salle et de Frontenac, de Gallinée et de Dollier de Casson, les noms de Perrot et de Du Luth, tous pionniers, organisateurs de ce pays qui garde, sans pouvoir jamais l'effacer, son empreinte française.

Nos frères des prairies pourront suivre, eux, d'un bord à l'autre d'un horizon infini, les traces glorieuses des La Vérendrye. Bien avant que les eût atteints le flot d'immigrants où se sont trouvés leurs persécuteurs, des hommes de leur race avaient déchiré le mystère de la grande plaine et des missionnaires de leur sang l'avaient préparée à l'accueil de la civilisation. L'histoire de l'Ouest est telle. Ce pays appartient d'abord aux Canadiens de race française. Les ruines des vieux forts français, le pied de milliers de vieilles croix qui subsistent encore dans le sol, sont les témoins d'un droit.

Franco-Américains, écoutez bien, vous aussi, la

réponse du passé, puisqu'il n'est pas un de vos fleuves peut-être qui ne vous rende une rumeur française et que la voix de l'histoire fait résonner, jusque sous le Capitole de Washington, la statue d'un héros de votre race.

Le champ est immense et le butin magnifique. C'est en votre pays surtout que s'est déployé le rêve de ces quelques milliers de Français qui voulaient étreindre un continent, rêve un peu chimérique, mais d'une grandeur si séduisante ! Ici même, dans les jeunes États que vous habitez, le sol n'est point marqué par les seuls souvenirs des excursions de Portneuf, de François Hertel et de Lemoyne de Sainte-Hélène, excursions plus justifiables, du reste, que ne le pensent quelques-uns. Les historiens n'ont pas tous recueilli, le long de l'Hudson et dans les plaines de la Nouvelle-Angleterre, les seuls noms de Corlar, de Casco et de Salmon Falls. Ecoutez Milbert qui écrit dans son *Itinéraire pittoresque du fleuve Hudson* : « Mon esprit se reportant dans le passé, se plaisait à se rappeler les hauts faits et les travaux inouïs de ces intrépides Canadiens, qui, tandis que ce vaste continent était encore presque entièrement inconnu, le parcouraient cependant dans toutes les directions et sur une étendue de plus de 1,800 lieues, apprenaient à des milliers de peuplades sauvages à connaître et à respecter avant tous les autres le nom français. En effet, quoique, par une malheureuse insouciance, on paraisse

l'avoir oublié, toutes ces immenses contrées qui s'étendent depuis le Labrador et la baie d'Hudson jusqu'au Golfe du Mexique, furent jadis reconnues, visitées, parcourues dans tous les sens par ces infatigables Canadiens que la tradition nous peint audacieux conquérants sans généraux et sans armée, navigateurs intrépides sans marine, commerçants sans richesse et savants géographes sans compas. »

Si vous portez les yeux un peu plus loin, autour des lacs où notre vieux Richelieu vient prendre ses sources, cette fois c'est en quelque sorte la voie sacrée de la Nouvelle-France qui se déploie devant vous. Ce chemin, c'est la route triomphale parcourue par le va-et-vient de nos petites légions ailées, la voie semée de victoires dont les noms s'élèvent comme des arcs de triomphe, la voie qui côtoie cette colline de Carillon, colline inspirée vers laquelle se tournaient jadis les espoirs penchants des aïeux et où la légende du drapeau blanc choisissait de mourir avec le vieux soldat de Crémazie.

Allez encore un peu plus vers l'Ouest, dans le bassin de l'Ohio. Voici la route par où les grands explorateurs vont essayer leurs premières chevauchées. Puis, voici encore le bassin du Michigan où se dresse la haute statue des fils de Loyola. Ceux-là sont les missionnaires qui, selon votre historien Bancroft, « cinq ans avant qu'Elliot de la Nouvelle-Angleterre eût adressé un seul mot aux sauvages établis à moins de six milles de Boston, plan-

taient la croix au Sault-Sainte-Marie d'où ils portaient leurs regards vers le pays des Sioux et la vallée du Mississipi. » Ce sont les mêmes qui, nullement découragés par la catastrophe où disparut l'Huronie, reprennent plus au sud l'organisation de nouvelles chrétientés, et, sans le coup fatal de 1760, eussent peut-être changé la destinée religieuse de l'Amérique.

Nous voici enfin plus au sud et plus à l'ouest, aux sources du grand Meschacébé immortalisé par vos pères avant de l'être par Chateaubriand. Mesurez, je vous prie, l'arène immense sillonnée par le fleuve géant et où se ramifient ses nombreux affluents; songez qu'il n'est pas un coin de ce vaste pays, pas une plaine, pas une rivière, pas une forêt qui n'ait vu passer les Argonautes de la Nouvelle-France; comptez qu'il leur a fallu moins de vingt ans pour dresser la carte complète de ce nouvel empire, pour en organiser le commerce et les routes militaires. Comptez et mesurez ce merveilleux effort, et vous conviendrez qu'il n'y a peut-être pas, dans toute l'histoire des explorations modernes, d'aventure aussi prodigieuse que celle-là; et si le nom des conquistadors se lève devant vous, ce sera pour vous apprendre que nos coureurs de fleuves ne les ont rencontrés au bout de leur chemin que pour les dépasser.

Chateaubriand promenant un jour, en esprit du moins, ses rêveries mélancoliques sur les rives du

Meschacébé, écrivait : « Nous sommes exclus du nouvel univers où le genre humain recommence. » Franco-Américains, vous vous rappellerez que la gloire de vos pères n'est pas morte aux rivages où se promènent encore les grandes ombres de Marquette, de Joliette et de La Salle, et que votre exclusion de ce « nouvel empire » ne sera prononcée que par vous. Voyez plutôt comme cette épopée a touché profondément les plus grands des historiens américains. Francis Parkman n'a pas consacré moins de trois volumes de son grand ouvrage aux origines françaises des Etats-Unis. William Bennett Munro a écrit, pour les mêmes fins, ses *Crusaders of New France*. En ces derniers temps John Finley allait raconter aux auditeurs de la Sorbonne les gestes des *Français au coeur de l'Amérique*. Et, entre tant de pages où la gloire de vos pères est célébrée, vous recueillerez cette confiance de l'universitaire : « Bien des fois, en faisant, ces années dernières, avancer ma barque à la perche ou à l'aviron, sur quelque'un de ces affluents (du Mississipi), j'ai pensé et dit à mon compagnon : Combien ces rivières seraient moins suggestives, si les Français n'y étaient point passés les premiers, avec leur bravoure et leur esprit d'aventure ! »

Chateaubriand écrivait avant Finley que le Mississipi regrette toujours « le génie des Français. » Eh bien, que ce génie y retourne pour ressaisir toute cette noble histoire. Ce butin est à vous, Franco-

Américains, à vous plus qu'à tout autre en votre pays. Ce sont les vôtres, des historiens sortis de vos rangs, qui devront un jour recueillir ces majestueux souvenirs pour les faire revivre dans la forme éternelle que seuls pourront trouver les fils authentiques de ce passé. Vous le ferez d'abord pour montrer à vos compatriotes d'une autre origine l'antiquité et la noblesse de votre race. Vous le ferez ensuite pour l'enseignement de vos propres enfants. Dans votre pays où l'on porte si haut le culte des vertus de la volonté, la suprême aventure des chevaliers de la Nouvelle-France enseignera à vos fils le goût des nobles initiatives, la passion des entêtements magnifiques pour la survivance de votre idéal. Même je vois poindre le jour où des poètes issus de votre race feront à tout ce pays la prière de Mistral, supplieront l'âme de la patrie antique, l'âme qui chante et qui vibre sur les bords de l'Hudson, sur ceux de l'Ohio et du Meschacébé, de venir s'incarner dans leurs poèmes. Ce jour-là, l'une des plus grandes formes de la poésie américaine sera née.

Mesdames,

Messieurs,

Ces espoirs, je ne l'ignore point, sont très hauts. Ils n'ont rien d'inaccessible si nous savons prendre confiance en nous-mêmes et nous unir pour être

forts. L'énergie puissante de la race, déployée à couvrir le continent de nos migrations aventureuses, tournons-la maintenant à nous donner de la cohésion. Faisons voir que nous savons construire grand, non seulement en élargissant des bases jusqu'à l'infini, mais en élevant aussi des piliers qui défient la tempête. Quelle que soit l'hostilité des peuples au milieu desquels s'écoule notre vie, faisons comme les arbres des montagnes qui poussent leurs racines sur un granit rebelle à toute végétation, mais qui, se pressant les uns contre les autres, escaladent en épais bataillons les plus âpres sommets. Les solidarités qui se constituent parfois contre nous, devraient apprendre qu'il existe aussi une solidarité franco-américaine, et que ni l'un ni l'autre de nos groupes ne sera plus attaqué, qu'un courant sympathique ne traverse aussitôt toute l'Amérique française.

Souvenons-nous qu'il n'y a d'amitié véritable que celle qui se fonde sur la ressemblance des âmes. Le plus que nous pourrons, restons semblables les uns aux autres. Restons-le par les qualités françaises de notre âme; restons-le par notre catholicisme. Au contact de civilisations qui nous sont un dissolvant, jeunes peuples pleins de promesses, prenons garde de devenir cette chose affreuse que Godefroid Kurth appelait « la pourriture du fruit vert ». C'est alors, qu'avec notre amitié, s'éclipserait la splendeur de notre rêve. Le catholicisme

est la grande force conservatrice comme la grande force d'union. Le jour où l'un de nos groupes apostasierait, celui-là serait perdu pour notre amitié française.

Ayons foi en notre destin qui peut être encore magnifique. Ces peuples-là peuvent se reposer plus que les autres sur la certitude de leur avenir qui, en servant Dieu, accomplissent les suprêmes finalités. Héritiers de la plus haute civilisation qu'ait connue l'époque moderne, fils de la nation la plus apostolique qu'ait enfantée l'Eglise, restés dignes nous-mêmes, par notre expansion religieuse, de ces descendance augustes, c'est par un dessein de Dieu, il semble bien, que nous avons été placés à tous les points du continent, pour y constituer des foyers d'apostolat catholique, pour y défendre, contre la barbarie nouvelle, le plus beau patrimoine de l'humanité. Croyons en cet avenir ; préparons-le du meilleur de nos forces. Prions qu'il se réalise, pour la gloire du Père là-haut. Et puisqu'en somme la vie d'un peuple se mesure à l'idéal qu'il sert, nul- le histoire n'aura été plus grande que la nôtre.



NOS TRADITIONS DU JOUR DE L'AN ¹

Pour l'époque du jour de l'an, nos pères nous avaient transmis deux touchantes traditions: la distribution des étrennes par l'Enfant-Jésus et la bénédiction paternelle. Pourquoi faut-il que, dans les villes et même dans les campagnes, toutes deux tendent à disparaître? C'est plus qu'un symptôme alarmant, c'est un malheur.

Les traditions d'un peuple, gestes qu'il accomplit à jour fixe et qui ont un caractère d'universalité, ne sont pas de vaines coutumes, des attitudes artificielles, sans relation profonde avec l'âme; elles révèlent le fond même de l'âme, elles en sont le langage émouvant. En accomplissant ces rites, en nous

¹ Ecrit pour la *Vie Nouvelle*, 1924.

reliant à une longue série d'ancêtres qui les ont accomplis avant nous, nous affirmons une pensée héréditaire qui tient à l'âme même d'une race et en fait voir la qualité. Parlons net : la tradition est le signe d'une culture au même titre que la langue. Laisser corrompre sa langue ou cesser de la parler, c'est le propre d'une nationalité qui se meurt ; laisser tomber la tradition, ne plus accomplir le rite, c'est laisser voir que l'âme a changé.

Quelle tristesse quand la tradition est de caractère religieux ! Sa disparition fait alors entendre un abaissement de la foi. L'âme ne peut plus accomplir des gestes qui sont devenus plus grands qu'elle-même, comme l'arbre dont la sève est tarie, laisse tomber son opulent feuillage.

* * *

Quand, le matin du premier janvier, nos aïeux faisaient entrer l'Enfant-Dieu dans leurs maisons, ils continuaient une tradition de France et prolongeaient plusieurs siècles de foi. Cette coutume faisait corps avec l'éducation religieuse de la famille, avec le sentiment de la présence divine que, de bonne heure, l'on s'efforçait d'inculquer aux tout-petits. Le « Jésus », les enfants apprenaient à mettre son nom parmi les premiers mots de leur vocabulaire ; ils apprenaient à le montrer sur le mur, attaché au bois du crucifix ou gravé sur les vieilles images. Quand venait le temps des étrennes, qui

passent tous les cadeaux dans l'esprit de l'enfance, nos aïeux voulaient encore, par un motif de foi, que ce bien par excellence tombât de la main de Dieu.

La bénédiction du Jour de l'An se rattachait aux mêmes pensées. Quand le père levait la main sur la tête de ses enfants pour les bénir, son geste symbolisait encore une grande pensée religieuse. Par l'exercice d'une sorte de pontificat domestique, il affirmait sa qualité de chef familial, les sources divines de son autorité, la seule, a dit Le Play, «qu'ait établie le Décalogue éternel ». En s'inclinant sous la main bénissante, les enfants reconnaissaient la hiérarchie naturelle du foyer ; ils faisaient un acte de foi à l'ordre divin de la famille, à ce haut principe d'autorité d'où sont venues la vigueur saine et la noblesse de nos moeurs.

* * *

Pourquoi laisserions-nous périr ces vieilles traditions qui sont en quelque sorte les pierres sacrées de nos foyers ? Faisons comme les vieux, qui faisaient bien. La nuit de Noël, c'est la nuit où l'Enfant-Dieu descend dans la Crèche, parmi les cantiques des anges ; c'est la nuit où l'âme se donne tout entière à l'adoration. Ne dérangeons pas, dans l'esprit des enfants, ces idées mystiques. Ne faisons pas de la nuit où il vient au monde, où ils l'ont vu dans la Crèche entre la Vierge Marie et saint Joseph, ne faisons pas de cette nuit religieuse, la nuit où l'En-

fant-Jésus court aussi les campagnes. Pourquoi ne pas laisser au joyeux réveil du Jour de l'An d'apporter le bonheur des étrennes?

Surtout ne bousculons pas une de nos plus vieilles traditions, sous le mauvais prétexte de la franchise envers les enfants. En quoi le père Noël ou un grotesque *Santa Claus* s'accorde-t-il mieux avec la vérité? Est-ce donc mentir aux enfants que de leur apprendre à rapporter à Dieu ce qui leur arrive de meilleur dans la vie? Le mensonge serait-il moins grand de faire passer bonbons et jouets par les mains d'un sale barbon à qui l'on prête, avec le don d'ubiquité, une générosité immense comme celle d'un Dieu? Puis, nous oserons le demander: à quelle idée latine, à quelle idée catholique se rattache ce bonhomme Noël ou ce *Santa Claus*? Où sont leurs titres à remplacer l'Enfant-Jésus? Où sont leurs appuis dans notre passé?

Que les pères ne désapprennent pas le geste de la bénédiction. La famille a été l'une de nos puissances; elle le fut, entre autres raisons, par la valeur de son éducation, qui dépendait elle-même de son atmosphère chrétienne et d'une vigoureuse autorité. A l'heure où, dans la famille moderne, les idées démocratiques abattent l'autorité du père, où elles l'inclinent à partager son pouvoir avec ses enfants, seule l'idée religieuse remettra toutes choses dans l'ordre. Nous ne voyons pas, à la vérité, ce que peuvent gagner les pères de famille à se découvrant eux-mêmes de leur prestige! Puisque l'at-

mosphère religieuse de nos foyers fut la principale de nos forces, quelle ne serait pas la folie de diminuer cette atmosphère ou de la changer ?

* * *

Pour tout dire, prenons garde de rompre avec un passé qui fut si noble ; ayons peur de laisser mourir tant de fleurs bleues. Il n'est pas indifférent aux hommes d'une race que leur enfance se soit enchantée de visions gracieuses et divines ou de fantômes grisâtres et répugnants. Maurice Barrès a fait voir dans le *Génie du Rhin* les déformations morales opérées dans l'âme rhénane par la substitution des légendes prussiennes aux légendes latines et chrétiennes.

Un peuple qui change de traditions est un peuple qui a commencé de changer d'âme. Lorsque tant d'idées malsaines, tant de moeurs délétères se tiennent à la porte de nos foyers et cherchent à les envahir, ne serait-ce pas le signe de la fin que d'en chasser les traditions des aïeux, pour faire de la place à ces étrangères ? Pour l'amour du ciel, mettons quelque honneur à nous séparer de ces âmes dont parle Dante, qui ont le goût amer de crier sans cesse : « Meure ma vie et vive ma mort ! » Défendons-nous. Ne sacrifions aucune de nos forces. Ne souffrons aucune mollesse dans une lutte où se joue notre destin. Et puisqu'à la façon dont un peuple défend son âme l'on peut mesurer son avenir, faisons voir la vigueur des peuples qui durent.



ALLOCUTION ¹

POUR LE « GRAND PRIX D'ACTION FRANÇAISE »

Mesdames, Messieurs,

Vous allez assister à une distribution de prix quelque peu singulière: il n'y aura qu'un prix et qu'un seul couronné. Il fallait bien tout réunir

¹ Le 24 mai 1924, l'*Action française* décernait, pour la première fois, son « Grand prix d'Action française », à l'acte le plus méritoire et le plus fécond accompli pendant l'année courante, pour la défense de l'âme française en Amérique. Après une consultation de toutes les sociétés nationales du Canada et des Etats-Unis, le lauréat fut attribué à M. le sénateur Belcourt, président de l'Association canadienne-française d'Education de l'Ontario. Le prix, médaillon en bronze à l'effigie du sénateur, fut décerné le soir de la fête de Dollard, au cours d'une grande manifestation publique, à Montréal, près du Parc Lafontaine. L'abbé Groulx y prononça l'allocution que l'on va lire.

dans un seul prix d'action française, dès lors qu'il s'agissait d'honorer, le plus dignement possible, le chef de la minorité ontarienne, M. le sénateur Belcourt. De même est-il fort possible que, par une autre singularité, l'honneur, ce soir, ne s'en aille pas du côté où s'en va le prix, mais que le prix soit à M. Belcourt et que l'honneur soit à nous.

Car le mérite que nous voulons saluer dépasse bien quelque peu notre pouvoir d'hommage : nous essayons d'honorer quatorze ans de services à la cause française, dévouement assez rare pour nous trouver au dépourvu.

M. Belcourt fut de 1910 à 1912 le premier président de l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario ; il en redevenait président en 1921, quand il fallut reprendre le bâton de commandement sur le cercueil d'un grand mort, l'héroïque Philippe Landry. Resté depuis 1910 le premier avocat de ses compatriotes, M. Belcourt a changé de poste sans jamais cesser d'être chef, et il a mérité d'être appelé par un journaliste d'Ottawa, « l'apôtre infatigable de l'irrégentisme français dans sa province. »

Il était le chef lorsqu'en 1912 c'était le tour de la minorité française de l'Ontario d'être assaillie. L'attaque dépassait en gravité toutes celles que nous avons subies depuis la Confédération. Elle atteignait cette fois plus de 200,000 des nôtres, aux

portes mêmes du Québec ; dirigée contre la langue, elle esquissait en même temps une menace contre l'école catholique séparée. Mais surtout nos compatriotes auraient cette surprise et cette douleur de n'avoir pas uniquement contre eux nos perpétuels adversaires.

Qu'allaient faire les Canadiens français de l'Ontario ? Qu'allaient faire surtout leurs dirigeants ? Si nos associés politiques violent contre nous la foi jurée en 1867, nos chefs peuvent-ils violer la promesse qu'ils nous ont faite d'empêcher que le pacte ne devienne une trahison ? C'est ici, M. le sénateur, que votre rôle s'agrandit en s'égalant à votre devoir. Certes, la paix et l'unité canadiennes eussent pu faire l'économie de ces troubles et de ces divisions peut-être irréparables. Mais puisqu'après cent soixante ans l'heure n'était pas encore venue de nous reposer dans la paix, vous avez consulté la conscience des opprimés, vous avez écouté les commandements de l'histoire lointaine qui bruissait dans le sol de votre province, vous avez regardé du côté du vieux Québec où s'éveillait enfin une solidarité française et vous avez décidé qu'on ne sacrifie pas un droit quand il est clair comme la vérité, quand ce droit est celui de toute une race, et qu'on sent derrière soi un peuple qui a du cœur.

Le prestige de la cause ontarienne est devenu grand dans toute l'Amérique française. Mais il n'est devenu que ce que vous l'avez fait, vous, les

chefs, et après vous le magnifique petit peuple qui vous obéissait. Confessons-le : vous n'avez pas recueilli tout de suite les sympathies ferventes et l'unanimité de la race que vous sentez avec vous, ce soir. Je crois même qu'au lendemain de vos premières et dures épreuves, nous ne songions pas encore à vous offrir un prix d'action française. Votre mérite, c'est d'avoir servi la cause quand elle était impopulaire, quand elle rapportait plus d'injures que d'honneurs, quand, pour soutenir votre courage, vous n'aviez que l'amitié de votre conscience et une foi inébranlable en votre droit.

Sans autre pouvoir sur votre peuple qu'un pouvoir d'ordre moral, pouvoir de commandants qui obtiennent la confiance qu'ils méritent, vous avez fait évoluer au geste et au mot toute une armée de pères de famille, armée valeureuse mais dispersée depuis Glengarry jusqu'à Essex et depuis le Sault-Sainte-Marie jusqu'à Prescott.

Vous avez connu des heures graves. Contre la loi injuste vous avez pris le risque courageux de la résistance passive. Les incidents tragiques ne manquèrent point. Peut-être avez-vous connu cette angoisse où l'on craint d'avoir tout compromis pour avoir tout osé. Mais les mains des chefs furent assez fermes et assez habiles pour contenir la résistance dans la légalité, pour combattre l'arbitraire sans lui rien prendre de ses moyens ; vous étiez trop fiers, du reste, pour les lui envier. Quant à la

ténacité qui était la première munition de vos troupes; quant à l'enthousiasme qui donne le goût des sacrifices et la patience d'attendre, il vous suffisait, pour les entretenir, de rappeler à vos gens qu'ils se battaient pour une imprescriptible justice, pour l'âme d'une culture et pour le salut de la langue, pour tous ces biens que mettront toujours au-dessus de tout nos âmes éternelles de Latins. Dès le début, d'ailleurs, un jeune archevêque vous avait donné comme mot d'ordre: « Jusqu'au bout! »; et cette formule avait pour vous la vertu d'un haut, d'un irrésistible exemple, puisqu'elle venait de Saint-Boniface.

Nous n'oublions pas, cependant, M. le sénateur, que votre principal honneur, l'un des plus hauts où l'on puisse prétendre, c'est d'être l'homme d'un droit, la personnification d'un petit peuple. C'est pourquoi notre hommage s'en va, par vous, à toute la minorité ontarienne: à l'Association d'éducation, état-major qui, au milieu des défaites, a gagné des victoires en dispensant le courage; au *Droit* d'Ottawa qui reste le premier soldat de la défense française dans l'Ontario; à tous les maîtres de votre enseignement qui, à la gratuité du travail, ont ajouté, pour le triomphe de la cause, le sacrifice surnaturel; aux enfants de vos écoles, aux longues théories de petits communiants qui ont mis à la même cause une auréole émouvante et sacrée; à tout ce peuple enfin, peuple de petites gens en

grande partie, mais qui a confessé si noblement la grandeur de sa race.

La gratitude, non moins que la beauté de votre histoire, nous impose l'hommage d'aujourd'hui. Ce n'est que justice de le proclamer : vous avez été, depuis quatorze ans, les soldats de la tranchée, pendant que nous, du Québec, nous étions les civils de l'arrière. En vous battant, vous vous battiez pour nous autant que pour vous. Vous êtes la marche ontarienne ; et si vous ne l'aviez gardée, c'était la solution de continuité encore élargie avec nos frères du Manitoba et de l'Ouest ; et c'était plus que jamais les Canadiens français refoulés vers la réserve québécoise pour y attendre un autre 1760. De tels services, nous pourrions peut-être les ignorer, mais à la condition de renoncer à notre propre estime.

Non contents de nous sauver du péril de l'extérieur, vous nous sauviez de nous-mêmes.

La suprême infortune des petits peuples comme le nôtre, sans personnalité bien définie, c'est de posséder un sens national trop insuffisant pour leurs tâches. Le passé l'a prouvé : nous avons constamment besoin du coup de fouet des toniques. Le spectacle de votre splendide résistance a été pour nous un victorieux stimulant. La manifestation de ce soir doit vous le démontrer : il y a quelque chose de changé dans la vieille province. Autrefois nous nous réunissions pour glorifier des succès

politiques, des succès financiers, artistiques ou littéraires; il nous arrive maintenant de nous réunir pour glorifier le dévouement à la patrie.

L'union des races au Canada reste encore un rêve; mais l'union dans la race n'est-elle pas en train de s'accomplir pour nous? Et, ce soir, autour de cette tribune, si la voix de tous les groupes français d'Amérique fait écho à la nôtre, et si, pour la première fois peut-être, nous nous réunissons pour affirmer le même droit, n'est-ce pas autour de la minorité ontarienne que s'opère ce miracle?

Vous tous, les héroïques persécutés, vous êtes même en train de nous réapprendre quelques-unes de nos plus nécessaires vertus. Après cette intrépide résistance qui a déjà duré quatorze ans, après la résistance du Manitoba français qui dure déjà depuis trente-quatre ans, nous savons maintenant qu'on peut être Canadien français et faire voir de la ténacité. L'on doit savoir aussi, quelque part en ce pays, que si nous avons été trop souvent pacifiques jusqu'à faire douter de notre courage, nous sommes maintenant une race trop fière pour endurer d'être persécutés.

En servant votre race, vous avez servi éminemment la patrie canadienne. L'on vous a reproché de vous faire semeurs de discordes; l'on vous a dit qu'en prêchant la désobéissance aux lois, vous détruisiez dans l'âme des jeunes générations le respect des autorités sociales. Certes, l'accusation est

d'une belle audace. Et le moins que l'on puisse souhaiter à ceux qui vous la font, c'est bien d'entretenir pour leur conscience les nobles inquiétudes qu'ils ont pour la vôtre.

Comment donc ne voient-ils pas qu'en défendant votre droit vous défendez la paix; qu'en prenant la défense de la justice contre tous les individualismes, contre l'individualisme des Etats provinciaux et contre l'individualisme des majorités intolérantes, vous êtes les meilleurs défenseurs de l'unité canadienne? Car enfin si, d'un bout à l'autre de la Confédération, l'on parvenait à fouler aux pieds les droits essentiels de toute une race, et d'une race qui, au pacte de 1867, fut l'une des deux parties contractantes, je le demande à tous les hommes de bonne foi, quel est donc le droit qui resterait en sécurité au Canada? Si la loi fondamentale de ce pays, c'est l'égalité des deux races anglaise et française, le jour où cette loi fondamentale sera définitivement violée, par quel abus des mots pourra-t-on parler encore de Confédération? Et voudrait-on que les Canadiens français ne restent dans l'union que pour avoir plus de monde à leurs funérailles?

C'est pour empêcher, si possible, ce dénouement, M. le sénateur, qu'en ces derniers temps vous avez complété vos services à la cause française et à la cause canadienne, par l'essai d'une nouvelle stratégie. L'*Unity League* est née; vos compatriotes

doivent à votre initiative, à votre parole convaincante, de compter des alliés parmi les intellectuels anglais et parmi les plus réputés d'entre eux. Mouvement, l'un des plus heureux peut-être, de ces derniers temps.

* * *

Voilà votre oeuvre, voilà celle que nous voulons honorer. Depuis le commencement de votre lutte, vous et vos compatriotes de l'Ontario français, vous avez ajouté à ce qu'il y a de meilleur et de plus émouvant dans notre histoire depuis trois cents ans.

Et voilà pourquoi aussi il nous est tout naturel d'évoquer ces choses, le soir d'un 24 mai, à quelques pas du monument Dollard. M. le sénateur, si l'âme des héros pouvait articuler leurs corps de bronze, le Dollard du parc Lafontaine vous enverrait, ce soir, à vous et à tous les vôtres, le salut de l'épée.

Quand il partit pour l'immortelle aventure, avec les seize compagnons, il prit la route de votre pays, cette route de l'Outaouais, voie déjà familière aux plus hardis des Français de son temps, depuis le coureur de fleuves, mesurant la patrie de demain aux proportions du continent, jusqu'à la Robe-noire brûlant de donner sa vie pour l'espérance d'une Eglise française dans le nouveau monde.

Quand il choisit de mourir sur la colline épique, presque à la frontière ontarienne, et qu'il offrit son holocauste pour la Nouvelle-France en péril de mort, il devenait à son tour le chevalier des espoirs audacieux, affirmant, jusque dans la défaite, la volonté de vivre d'une civilisation.

Quand, plus tard, par la même route, nos canotiers, nos bûcherons et nos défricheurs s'engagèrent dans l'Outaouais, pour aller se tailler un domaine en pays anglais, frères du petit soldat de la Nouvelle-France, ils communiaient inconsciemment à ses indomptables volontés!

Quand plus tard encore, cette civilisation de nouveau menacée, vous avez résolu de la défendre, dans l'âme de votre peuple comme dans la nôtre, croyez-le bien, c'était la même volonté qui s'affirmait. Le drapeau que vous tenez dans vos mains, si parfois il vous paraît lourd à porter, c'est qu'il a traversé cette lointaine et merveilleuse histoire et que ses plis en sont tout chargés. Et si la hampe a des frémissements qui vous émeuvent, n'en soyez pas trop étonné, c'est que vous l'avez ramassée quelque part vers le Long-Sault.

M. le sénateur, la patrie offre du bronze à ses grands fils, le plus souvent après leur mort, parce qu'elle prend du temps à les reconnaître. Puisqu'elle vous a déjà reconnu comme un bon serviteur, permettez que, dès maintenant, un peu de bronze vous soit offert.



NOS DEVOIRS ENVERS LA RACE ¹

Quand on m'a demandé de vous parler de nos devoirs envers notre race, j'ai compris qu'on voulait moins une directive qu'une expression d'opinion. Ce discours ne sera donc pas une directive.

Nos devoirs actuels envers notre race, je me garderai bien de les multiplier, puisqu'il importe de les proportionner à notre volonté de les accomplir. Avant même de parler de devoir, je me demande s'il ne faudrait pas remonter plus haut, jusqu'à la faculté morale qui le fait accepter, jusqu'à la loi qui l'impose. Plus l'on avance dans la vie, plus l'on se persuade, je pense, qu'en toutes choses il faut revenir aux idées toutes simples,

¹ Discours prononcé le 22 juin 1924, au Congrès national organisé par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

commencer les oeuvres par le commencement, et que rien ne vaut, pour guérir une maladie profonde, comme de l'attaquer profondément. Pour être plus précis, ne vous paraît-il point que nous avons perdu beaucoup trop de temps à *vase-liner* l'un après l'autre nos petits malaises, sans nous préoccuper d'aller à la racine de nos maux? Nous nous mourons d'anémie patriotique; et nous paraissions croire que des onguents parfumés peuvent guérir cette maladie mortelle.

I

Le mal, c'est l'absence de sens national. Avant de définir nos devoirs envers notre race, il conviendrait sans doute de nous poser cette simple question: Sommes-nous convaincus tout d'abord d'être une race et d'avoir des devoirs envers elle? La question peut paraître oiseuse à quelques-uns. Pour peu néanmoins que vous et moi nous examinions chacune de nos maladies, partout nous nous arrêtons au même diagnostic, nous nous heurtons à la même cause universelle.

Nous arrive-t-il de faire le reproche à nos députés fédéraux de surveiller mollement les droits de leur langue et de leurs compatriotes, de subir le joug du parti avec une complaisance que les gens violents appellent de la trahison, de nous laisser faire à nous, leurs mandataires, la besogne pour

laquelle ils sont payés? Nous nous écrions: manque de sens national.

Déplorons-nous notre grande indifférence pour les groupes français d'Amérique, notre tiédeur trop réelle pour le sort des minorités françaises au Canada? Observons-nous que, pour leur porter secours, sous forme d'une misérable offrande de quelques milliers de piastres, il nous faut nous agiter pendant des mois, organiser un « battage » déshonorant, tenir tête à la popularité plus grande des boxeurs et des criminels? Nous nous disons: manque de sens national.

Faisons-nous voir une impuissance navrante à défendre notre âme latine et catholique? Moins avisés que les vivants les plus rudimentaires, apparaissions-nous incapables de distinguer l'assimilable de l'inassimilable, absorbant tous les poisons qui tuent, tenant les portes de nos villes, de nos villages, de nos foyers ouvertes à l'invasion des modes et des mœurs les plus barbares et les plus nocives, faisant la fortune d'un théâtre ou d'un cinéma de métèques, anti-français et souvent immoral? Voyons-nous notre peuple, depuis la haute bourgeoisie jusqu'aux classes ouvrières, se jeter avec frénésie dans les sociétés neutres, pousser ainsi le cheval de Troie dans les murs de la cité? Il nous faut dire encore: manque de sens national.

Découvrons-nous que notre littérature se montre trop souvent dédaigneuse des choses et des thè-

mes de chez nous, que le rapatriement des intelligences est aussi nécessaire que l'autre, que notre enseignement primaire absorbe inconsidérément la culture étrangère; que nous sommes plus sensibles à la vanité de bien parler l'anglais qu'au déshonneur de mal parler le français? Il nous faut dire encore: manque de sens national.

Conduisons-nous notre vie sans prendre garde au facteur économique, comme si l'argent de notre portefeuille ne relevait d'aucune morale? Dans le commerce et la finance, paraissions-nous étrangers au souci national, sous prétexte que patriotisme et affaires ne sont pas choses à mêler, et que ce privilège n'appartient tout au plus qu'aux Anglais? Nos gens se déracinent-ils par milliers, désertant la patrie avec une insouciance totale? Il nous faut dire toujours: manque de sens national.

Je pourrais continuer longtemps cette énumération avec l'unique résultat de vous prouver que je sais compter jusqu'à cent et peut-être même un peu au-delà. Vous en seriez plus étonnés que je n'en serais fier. La conclusion de cette brève analyse et elle s'impose avec une évidence irrésistible, c'est que nos maladies nationales ne portent plusieurs noms qu'en apparence. Elles se résument en un mal unique qui est en nous, dans notre esprit et dans notre coeur. Et c'est pourquoi je me suis posé tout à l'heure cette question: A quoi bon parler de devoir où manque l'état d'âme qui le

ferait apercevoir et le ferait accomplir? Et c'est pourquoi aussi j'ajoute cette autre conclusion: Notre premier devoir envers notre race, ce n'est pas de donner à nos maladies des noms divers et distingués ni de chercher des remèdes rares et nouveaux. Notre premier devoir envers notre race, dans l'ordre naturel, *c'est d'en être* et de nous souvenir que nous en sommes. Puisqu'il paraît que nous sommes Canadiens français, trouvons le temps de l'apprendre, et, le sachant mieux et le sachant bien, ayons assez de coeur pour conformer notre vie à cette conviction. D'elles-mêmes alors, presque toutes choses se porteront mieux parmi nous.

Ce mal profond que j'ai appelé l'absence ou la faiblesse du sens national, il est nécessaire toutefois d'en rechercher les causes pour apprendre à nous en guérir.

II

Ces causes il en est d'ordre historique ou politique et il en est d'ordre intellectuel.

Le fait le plus grave de notre histoire, celui qui l'a dominée et conditionnée, c'est notre sujétion depuis trois cents ans au régime du colonialisme. Et cela veut dire que, depuis trois cents ans, nous avons vécu une existence qui ne fut jamais entièrement maîtresse d'elle-même, où notre peuple n'a pas été libre d'administrer, à son absolue convenance, son patrimoine matériel et moral. Presque

toujours, parce que « l'autre » était là, nous avons dû endurer de la gêne, tantôt dans notre vie morale, tantôt dans notre vie intellectuelle, tantôt dans notre vie politique ou économique, quand ce n'était pas dans toutes à la fois.

En outre, depuis la conquête, nous ne vivons plus en des Etats où la race est homogène. Dans les pays favorisés de cette homogénéité ethnique, l'Etat tient en quelque sorte le rôle du sens national; il peut devenir, en tout cas, l'expression du sens national, l'exécuteur de ses commandements. Pour peu qu'il s'acquitte normalement de ses fonctions, l'Etat est le soutien de la société, le principe d'unité qui fait tout converger vers la fin commune, laquelle se confond avec la fin nationale.

Il en va bien autrement dans les Etats de composition hétérogène où il faut concilier des intérêts divers et où il est miracle qu'une race n'essaie pas d'imposer sa prépondérance aux autres. En notre pays, telle est la situation des minorités françaises que, loin de trouver dans les divers gouvernements provinciaux la protection de leurs droits nationaux, elles sont obligées de défendre, contre ces mêmes gouvernements, les éléments mêmes de leur vie nationale. Telle aussi la situation de nos frères des Etats-Unis qui trouvent souvent les autorités politiques de leur pays indifférentes à leur idéal de race, si mêmes elles n'y sont franchement hostiles.

Dans ces conditions, il y a conflit, ou, à tout le moins, séparation entre l'idéal de l'Etat et l'idéal national des minorités ethniques. Pour celles-ci la surveillance de leurs intérêts nationaux relève donc de l'initiative privée. Pour administrer leur patrimoine, elles doivent fonder des oeuvres, des organismes indépendants, créer en quelque sorte un petit Etat dans l'Etat. Rien de tout cela ne se fait sans exiger du dévouement, sans occasionner des luttes, des sacrifices coûteux, qui répugnent fatalement au plus grand nombre, à tous ceux qui préfèrent la paix à l'action militante, qui mettent leur intérêt personnel au-dessus de l'intérêt commun.

Pour nous, de la province de Québec, nous pourrions croire que l'idéal de l'Etat se confond avec l'idéal de la race. C'est une identité qu'il faut admettre sans illusion. Pendant que les provinces anglaises se déclarent Etats anglais et se comportent comme tels, et ce, en dépit du caractère mixte de leur population, le gouvernement du Québec—je ne discute point mais je constate — ne s'est jamais proclamé officiellement Etat français ; il n'a pas même osé reconnaître, comme jour férié, la fête nationale des Canadiens français.² Avec une générosité qui ne se voit que chez nous, la minorité

² A la suite d'un mouvement de l'opinion publique, le gouvernement du Québec a fait disparaître cette anomalie en mars 1925.

anglaise a souvent, dans les munificences officielles, la même part que la majorité ; et la dualité ethnique de la province est un dogme respecté de tous nos gouvernants.

D'ailleurs, en ce pays, la dualité ethnique domine si bien toute notre politique et toutes nos pensées que rien n'est moins simple chez nous que l'idée nationale. Minorités françaises dans les États anglais, ou majorité française dans la province de Québec, il nous faut d'abord faire le partage de nos devoirs envers notre race et envers notre État provincial ; faire ensuite le partage de nos devoirs envers l'État fédéral qui est au-dessus des États provinciaux ; faire enfin le partage de nos devoirs envers l'Empire qui est au-dessus de l'État fédéral. De telle sorte que, pour être en règle avec tous les loyalismes, nous sommes obligés de tenir dans nos mains trois ou quatre drapeaux où il ne manque que le nôtre. L'idée nationale, le patriotisme ne sauraient s'exprimer chez nous par une formule simple et claire qui s'empare fortement de l'esprit du peuple. C'est une idée trop complexe pour être prenante. Et voilà bien une autre de nos faiblesses.

L'enseignement aurait pu atténuer ces malheurs, en nous montrant, dans une vue claire du passé, le sens de notre vie, la vérité sur nos devoirs et notre destin. Je veux parler de l'enseignement de l'histoire, et je touche ici à la cause d'ordre intel-

lectuel qui explique notre manque de sens national.

Je n'insiste pas sur le rôle trop évident de l'histoire dans la formation du patriotisme. Et dans cette partie de mon discours vous ne verrez pas, je l'espère, une manie de spécialiste. L'histoire est, j'oserais dire, l'élément formel du patriotisme, celui qui fait passer à la qualité de pensée et de conscience les instincts confus qui attachent à la race et à la terre. Que la connaissance de l'histoire nationale soit à la fois pour l'esprit un ferment et une direction, tous les réveils des peuples l'ont démontré dans les derniers cent ans; tous ils ont commencé par un retour vers le passé.

Or, il faut bien l'avouer, si la génération toute jeune a été convenablement favorisée; si nous commençons d'avoir des manuels d'histoire canadienne qui marquent un progrès sur les anciens; s'il arrive même à quelques-unes de nos écoles primaires de chanter une fois par semaine l'hymne national, si l'on célèbre partout et admirablement la fête de Dollard, il y a des générations, dont la mienne n'est pas la seule, qui portent le poids d'un autre régime. Il ne s'agit point aujourd'hui de récriminer ni de faire le partage des responsabilités. Il reste que, jusqu'à ces tout derniers temps, l'enseignement secondaire n'a jamais utilisé, pour l'enseignement de l'histoire du Canada, que des manuels d'enseignement primaire et quelques fois même des manuels rédigés en anglais; il reste que,

pendant près de quarante ans, cet enseignement n'a point paru digne de figurer au programme de nos universités; il reste qu'aujourd'hui encore, celui-là qui veut porter ses connaissances historiques au-delà du manuel scolaire, doit en passer par Garneau, par Ferland, puis par quelques autres ouvrages complémentaires, ce qui veut dire que, pour apprendre un peu d'histoire du Canada, il faut commencer par déboursier une trentaine de piastres.

Le résultat c'est qu'à l'heure actuelle, les hommes de quarante ans et plus dans la classe populaire sont aussi ignorants des événements fondamentaux de notre histoire que les immigrants débarqués d'hier en ce pays. Le résultat c'est que, parmi les hommes de la classe bourgeoise ou professionnelle, le plus grand nombre seraient bien incapables de subir, en histoire du Canada, l'examen actuel du cours primaire et s'en font souvent remontrer par leurs enfants. Comment veut-on, après cela, que notre patriotisme soit agissant ou que plus simplement nous ayons le sens national? Car, enfin, pour aimer sa race, et pour en être fier, il faut d'abord la connaître, j'imagine. Pour posséder le sens national, c'est-à-dire cette disposition d'ordre spirituel qui fait que, dans tous les actes de sa vie, on se souvient des réalités du patriotisme et des devoirs qu'il commande, il faut autre chose, j'imagine encore, que des notions superficielles et confuses sur l'être physique et moral de la

patrie, notions qui ornent la mémoire à peu près comme la poussière le plafond.

III

Done, causes d'ordre politique, causes d'ordre intellectuel, voilà qui explique chez nous la faiblesse du sens national. Et voilà qui nous indique en même temps de quel côté il faut orienter nos efforts et nos réformes.

La cause d'ordre politique, impossible de l'écartier entièrement. Elle échappe en partie à nos volontés. Si le colonialisme recule, il n'annonce pourtant pas une fin très prochaine. Du reste, quelques-uns veulent bien nous avertir que nous serons perpétuellement une race sujette; ils rabrouent d'importance nos moindres rêves d'émancipation, à quelque date lointaine que nous les voulions ajourner. Au surplus, nos minorités ou nos groupes extra-québécois, qui constituent presque la moitié de la race, paraissent devoir être indéfiniment soumis à des gouvernements étrangers.

La première conclusion, c'est que ni les uns ni les autres, sauf peut-être dans le Québec, nous ne pouvons compter sur l'Etat pour la sauvgarde ou le perfectionnement de notre vie nationale. Soyons-en convaincus: personne ne se chargera de nous suppléer en cet ordre de choses. Que demain, par exemple, nous fassions mine de nous suicider, je dou-

te fort qu'on se bouscule pour nous arracher des mains l'arme ou le poison.

N'ayant guère à compter sur les Etats et sur les gouvernements pour la garde de nos droits et pour le soutien de notre vie nationale, il reste donc que cette tâche relève uniquement de l'initiative privée, du travail, du dévouement de chacun de nous, de l'espèce de gouvernement moral que la race saura se donner pour la direction de ses activités.

Continuons par conséquent ce que nous avons commencé ou développé depuis quelques années. Dans l'ordre intellectuel, social, économique, fortifions les oeuvres et les organismes qui, depuis 1900, nous ont apporté un si splendide renouveau patriotique, le plus intéressant, le plus fécond, sans nul doute, que nous ayons jamais connu. Procédons pourtant avec plus de méthode : allons d'abord aux oeuvres qui sont l'âme de toutes les autres ; commençons par le commencement ; n'allons pas commander des actes avant d'avoir créé la faculté, ne parlons pas de devoirs avant d'avoir éveillé la conscience. Nous croyons avoir démontré qu'une volonté plus énergique de vivre suppose plus de sens national. Eh bien, mettons notre premier et notre plus grand effort à acquérir ce sens indispensable. Il y a des générations qui décident de l'avenir d'une race ; la nôtre est peut-être de celles-là.

Sans rien négliger des oeuvres de salut que nous soutenons actuellement, ajoutons quelques moyens d'actions qui nous mèneront plus rapidement au but. Notre peuple forme une entité ethnique distincte; par des fêtes comme celle de Dollard et comme celle du patron national, donnons-lui occasion de s'en apercevoir. En cette province où nous sommes chez nous, où nous formons la grande majorité de la population, obtenons que le 24 juin devienne jour férié. Notre dignité de peuple l'exige. Et, dans cinquante ans, le retard que nous aurons mis à réclamer cette chose si simple, servira à démontrer jusqu'à quel degré d'insouciance nous étions tombés. Le 24 juin est actuellement si peu la fête nationale que, dans la moitié de nos paroisses françaises, on ne la fête guère en dehors de l'église. La date elle-même n'a rien pour nous de rigoureux ni de sacré. Nous faisons ce que ne fait aucun peuple: la fête nationale se célèbre chez nous, quand elle se célèbre, depuis le 20 juin jusqu'au 15 juillet.

Essayons aussi de nous entendre, éternels disputeurs que nous sommes, sur le choix d'un drapeau. Un drapeau c'est le verbe où s'exprime l'idée de patrie; c'est lui qui fait sortir l'idée de l'abstraction pour la faire flotter aux yeux de la foule; c'est le symbole officiel où s'affirme, devant le monde, l'individualité d'une nation. Sans un drapeau, signe sensible d'une nationalité, notre

patriotisme aura toujours de la peine à se dégager de l'imprécision, à prendre forme dans l'esprit populaire. Et croyez-vous que, sans péril pour notre patriotisme, nous puissions subir indéfiniment cette humiliation d'être la plus vieille race de ce pays et d'être les seuls pourtant, le jour de la fête nationale, à ne pouvoir arborer sur nos maisons, nos édifices publics et nos poitrines, un emblème reconnu officiellement et vraiment à nous ?

Parmi tous les moyens de développer le sens national, il en est un qui se recommande par son efficacité suprême, et je l'ai dit tout à l'heure : c'est la diffusion de l'histoire, la vulgarisation du passé. Quelle voix puissante voudra faire appel à tous les travailleurs de l'esprit, à ceux qui ont reçu le don magnifique de ressusciter les morts et qui savent incarner les idées en des symboles immortels ? D'ici vingt ans, l'effort d'une génération d'artistes et d'intellectuels devrait être voué à faire des œuvres de vulgarisation patriotique et à les faire si belles que le visage de la patrie soit enfin reconnaissable pour tous et que nul ne puisse se dispenser de l'aimer et de la servir.

A ce prix, nous acquerrons le sens national qui nous dispensera de bien des besognes, de bien des pertes de temps, de bien des déboires. Comme tous les peuples adultes, conscients de leur être, le nôtre fera naturellement les gestes de vie et de défense, gestes qu'il ne fait aujourd'hui que facticement,

après d'épuisantes exhortations de la part de ses sentinelles et de ses chefs. Le bon sens même nous en assure. Quand nous aurons créé la faculté, les actes suivront ; quand nous aurons éveillé la conscience, elle sonnera le devoir. Nous pourrons alors parler de solidarité économique et la foule comprendra. Nous pourrons appeler à la rescousse des minorités opprimées et la foule suivra.

IV

Pour que le sens national soit plus vif et parfaitement éclairé, j'ajoute néanmoins que nous devons avoir assez de bon sens, assez le sens de nos intérêts, pour le compléter par le sens catholique.

Le sens national impose un ordre, mais cet ordre n'est pas l'ordre suprême, la patrie ne pouvant être une fin souveraine. Catholiques, nous devons aborder le problème patriotique comme des catholiques, persuadés que ce serait le mal entendre que de ne pas l'apercevoir dans la lumière supérieure de la foi. Catholiques, nous serions plus que des imbéciles, nous serions des criminels de ne pas nous rappeler, selon le mot de Joseph de Maistre, que les dogmes chrétiens sont en quelque sorte les assises du monde, qu'on n'y touche point sans ébranler la morale éternelle et qu'on n'ébranle point la morale éternelle sans ébranler les lois mêmes de la vie.

Le sens catholique nous enseignera l'un de nos

devoirs les plus importants : celui de la solidarité nationale. Il nous en montrera l'urgence et la légitimité. « Il est juste, il est opportun, a dit M^{sr} Pâquet, que cette solidarité s'affirme, que tous ceux à qui la Providence a départi le même sang, la même langue, les mêmes croyances, le même souci des choses spirituelles et immortelles, resserrent entre eux ces liens sacrés, poussent l'esprit d'union, de confraternité sociale, aussi loin que le permettent leurs devoirs de loyauté politique. Les sympathies de race sont comme les notions de justice et d'honneur : elles ne connaissent point de frontières. »

Le sens catholique nous révélera en plus la plus haute noblesse de notre histoire et nous mettra au cœur des espoirs invincibles. Si Dieu bénit et conserve les peuples dans la mesure où ils sont utiles à ses desseins, comment ne pas croire, d'une foi victorieuse, en l'avenir d'un petit peuple qui, dès son enfance, se marqua, comme champ d'apostolat, les trois quarts de l'Amérique du Nord ; qui, encore adolescent et à peine guéri d'une blessure mortelle, a donné à la civilisation du Christ moins d'or sans doute que d'autres peuples, mais fournit, à l'heure actuelle à l'Église de Dieu, plus de missionnaires, plus d'hommes et plus de femmes, plus de sa chair et de son sang, que tous les peuples des deux Amériques mis ensemble ?

Je me résume : notre maladie profonde dans l'or-

dre patriotique, c'est le manque de sens national. Nous manquons de ce sens pour des causes d'ordre historique et d'ordre intellectuel. La cause d'ordre politique, c'est notre état de peuple colonial, gêné dans son autonomie ou dans l'administration de son patriotisme. La cause d'ordre intellectuel, c'est l'ignorance de notre histoire. De l'examen de ces causes retenons tout d'abord que, pour vivre et grandir, il nous faut compter exclusivement sur nous-mêmes, sur la vivacité du sens national. Retenons ensuite que ce sens, nous l'acquerrons principalement par l'étude de notre passé, en apprenant de quelle race nous sommes. Retenons enfin que, pour hausser et fortifier notre patriotisme, nous devons l'éclairer de notre foi.

Développer notre sens national est l'oeuvre urgente, principe et condition de toutes les autres. Et si j'avais le droit de donner un mot d'ordre, j'enfermerais toute ma pensée dans cette formule : *Notre premier devoir envers notre race, c'est d'en être.*



L'HISTOIRE ET LA VIE NATIONALE ¹

Monsieur le Ministre, ²

Mesdames,

Messieurs,

Nous connaissons tous l'histoire d'un vaisseau virgilien à l'avant duquel flambait un feu divin. Les fugitifs qui emportaient ce dépôt sacré, seule relique échappée au désastre d'une nation, veillaient sur lui anxieusement. A sa durée s'attachait la confiance de leur destin. Et, dans les heu-

¹ Conférence prononcée le 25 novembre 1925, à la 1^{ère} session de la Semaine d'Histoire du Canada, tenue à Montréal.

² L'honorable J.-E. Perrault, ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries.

res incertaines, ils en éclairaient devant eux leur route ténébreuse.

Cette relique d'un passé éteint, qui se fait à la fois soutien et flambeau, nous y verrons, si vous le voulez, le symbole de l'histoire et de son rôle dans la vie nationale.

La vie nationale ! Par vie, — le *motus a semetipso* des philosophes, — il faut entendre une activité spontanée et immanente dont l'être est le principe et le terme. Activité une, universelle, qui régit, coordonne, vers leur fin commune, l'action particulière de toutes les forces du vivant.

Mais qu'est-ce que la vie nationale ? La nation c'est le groupe humain que relie l'identité de sang, de tempérament, de caractère, de langage. Type de société humaine, mais d'une nature différente de l'homme, la nation ne possède ni substance propre, ni unité, ni personnalité substantielles. Il s'en suit que la vie nationale ne soutient, avec la vie des vivants que nous sommes, que de pures analogies.

Et pourtant la nation possède une vie véritable, puisque nous voyons ces grands organismes croître et décroître, abdiquer ou lutter, naître et mourir.

D'où leur vient cette activité immanente ? Quel est-il ce principe vital ? Indéniablement sa discipline religieuse est au peuple catholique le premier et le plus grand des principes de vie. Elle travaille dans le sens de l'ordre et de la tradition. Vivifiant toute l'activité sociale, l'orientant vers les

fins de Dieu, elle impose, par cela même, les lois essentielles du progrès, conformes à la constitution profonde de l'homme et de toute société; elle hiérarchise toutes les fonctions, tous les facteurs sociaux, assurant ainsi à l'organisme le plus parfait équilibre moral. C'est en ce sens que les Papes du moyen âge ont appelé l'Eglise « l'âme des nations ». Mais nous parlons, pour le moment, non de vie morale, ni de vie tout court; nous parlons de vie nationale, c'est-à-dire du principe très particulier qui fait persévérer et grandir un peuple dans son être proprement ethnique.

Faut-il nous tourner vers l'Etat, autorité politique? Serait-ce lui le principe vital? Au premier abord, il semblerait que l'Etat, strictement un au point de vue ethnique, serait naturellement cette force d'unité et de coordination, l'énergie vivifiante qui constituerait l'âme d'un peuple. Mais l'Etat, de sa nature, fait besogne politique plus que nationale. Il fait de l'ordre plus qu'il ne développe une vie particulière. Il atteint les hommes par l'extérieur, par le réseau de ses lois, plus qu'il ne fonde entre eux des sentiments d'affinité. Puis, voici bien ce que révèle la réalité historique: le principe vital dont nous parlons, opère parfois, et avec la plus grande énergie, là même où la nation n'est pas organisée en Etat. Malgré l'Etat et contre l'Etat parfois, un groupe ethnique s'entête à persévérer dans ses éléments propres, se laisse entraîner jus-

qu'à la lutte violente pour la sauvegarde des traits physiques, psychologiques et moraux qui le constituent. Démembrée, partagée en tronçons, la Pologne garde l'indomptable volonté de rassembler dans l'unité organique ses membres disjoints. Pour rester polonaise, elle affronte, dans l'Etat russe, terreur rouge et terreur blanche. Nation vaincue, vassale méprisée du Royaume-Uni, l'Irlande trouve insupportable, après trois cents ans, son rôle de race ancillaire. Bruyamment elle prend congé de l'Etat britannique, et, pour mieux recouvrer son âme héréditaire, l'Irlande fait ce prodige de ressusciter sa vieille langue oubliée. Le dernier siècle et notre âge actuel l'ont assez démontré : dans leur résolution de durer, les nationalités ont secoué, partout où elles l'ont pu, les impérialismes ou les Etats oppresseurs. Que dis-je ? pour se forger elles-mêmes la loi de leur destin, elles ont fait prévaloir la doctrine du « self determination ».

Encore une fois, de quoi est faite la vie nationale ? D'où vient cette discipline créatrice qui fait de l'ordre, qui s'attache à la persévérance de notes collectives, qui groupe des forces pour la résistance, qui commande et dirige ces forces, emportant une nation entière en des élans unanimes ?

Vainement invoquerait-on ici la force aveugle et instinctive qui, dans le végétal ou le pur sensible, ordonne l'être dans sa vie. Nous ne sommes plus en présence d'un phénomène physiologique, mais d'un

phénomène moral et social, d'une activité libre et consciente. En vain également voudrait-on s'arrêter à des forces morales dont l'activité nous paraît cependant manifeste : droit, institutions, traditions, dont on dit parfois qu'elles sont les forces vives d'une nation. Ces forces morales supposent au-dessus d'elles, pour les ordonner et les lier, autre chose qu'elles-mêmes.

Mais trêve de recherches ! Rappelons-nous plutôt que toute orientation ou coordination intelligente ne peut procéder que d'une idée ; que, pour obtenir la volonté de vivre, une nationalité aurait peut-être besoin de posséder, tout d'abord, ses raisons de vivre. Et, sans plus, le voici le principe vital que nous cherchons, que nous appellerons, si vous le voulez, l'idéal de soutien ou l'idéal organisateur. Raisons de vivre, c'est-à-dire, idéal d'un peuple qui croit à la bonté de son être, à ses énergies natives, à la qualité de sa civilisation ; idéal analogue à celui d'une personnalité humaine qui ne veut être que soi-même et par soi-même, le propre de la personnalité inclinant à se libérer de toutes les pressions extérieures, de tous les déterminismes illégitimes.

Foi en son être, foi en la valeur de sa civilisation, telle serait donc la formule de cet idéal de synthèse, le principe de la vie nationale.

« L'idée principale de nation, a dit un juriste, consiste essentiellement dans le sentiment qu'on en

a ». ³ La nation pas plus que l'Etat ne sont des fins en eux-mêmes, mais des moyens de perfectionnement que l'homme n'accepte qu'après les avoir vérifiés. Un peuple ne conviendra jamais de vivre et de se battre pour l'enjeu d'un héritage ethnique qui fera de lui un pauvre, un méprisé, le caudataire des autres dans le monde universel. En revanche, persuadez-le que, de vivre comme il est, avec son âme à lui, avec les éléments qui le constituent et les aptitudes qui lui sont propres, tel que Dieu l'a fait et tel que l'a fait l'histoire, persuadez-le que de vivre ainsi, loin de l'abaisser dans la famille des races, loin de lui nuire dans la concurrence universelle, ne lui confère au contraire que les garanties d'une supériorité et d'une victoire; dites-lui, s'il est quelque peu doué d'idéalisme, dites-lui qu'il versera d'autant plus largement ses idées, son intelligence, son être, dans le fonds commun de l'humanité, qu'il sera plus entièrement lui-même; et, tout aussitôt, sous l'empire de cette persuasion toute-puissante, un peuple se dresse, tend ses énergies pour maintenir son identité; et volontiers dirait-il aux tentateurs qui l'invitent à changer d'âme: je ne suis que moi-même, mais cette dignité me suffit!

³ Hoijer, *La solution pacifique des litiges internationaux*, pp. 297-98.

I

Cet idéal de vie, notre race l'a-t-elle eu pour la guider et la soutenir? Et, s'il faut marquer les services que peut lui rendre l'histoire, où en est-elle aujourd'hui, cette vie de notre groupe? Chacun sent que notre vie nationale est de nature bien particulière et que, la définir, est la première tâche qui s'impose.

L'heure de 1760 fut capitale pour nous. Déterminer avec précision la date de naissance d'une nationalité n'est pas besogne facile. L'identité de sang, de langue, de foi, d'histoire, de moeurs, est bien l'élément fondamental de l'être ethnique. Mais il faut un souffle venu de quelque part pour animer la multitude inerte, comme l'âme issue de Dieu lie et ordonne tout le corps humain. « L'instant où une nationalité est formée, est l'instant où elle prend conscience d'elle-même », a dit Etienne Lamy. Et cette conscience, on croit en percevoir le premier éveil dans la colonie française d'avant 1760, ne serait-ce qu'à sa mauvaise humeur habituelle contre les fonctionnaires métropolitains. Mais quelle conscience vague et imprécise chez un petit peuple colonial, obligé de s'en remettre, pour la direction entière de sa vie, à son royal tuteur, de caractère et d'humeur assez absolus.

L'heure de 1760 sonna qui rendit nos pères à eux-mêmes et à eux seuls. Les cadres politiques et admi-

nistratifs écroulés ou transformés, les anciens chefs partis ou changés, tous liens avec la métropole française à jamais rompus, le peuple canadien se trouva soudainement investi de la garde de son destin. Dans le funèbre décor de défaite où beaucoup peut-être entonnaient le « *finis junioris Galliae* », une grande lumière s'alluma : notre individualité ethnique venait de nous être révélée. Au surplus, le vainqueur ne laissait pas de nous la signaler en s'y attaquant. Dès lors, pouvons-nous dire, l'idéal de soutien luisait dans l'âme de nos pères, et, pour les faire survivre, commençait la synthèse de leurs forces.

Oh ! je veux bien qu'à cette minute lointaine où la vie collective essaie ses premiers gestes, et où, tout d'abord, les nouveaux chefs doivent se chercher à tâtons, je veux bien que l'idéal de soutien reste à l'état de lumière assez pâle et vacillante. C'est la mèche encore basse et qui ne flambe qu'avec des spasmes. Mais qui niera qu'elle soit là et qu'elle brille ? Je ne sais point l'idée exacte que nos pères entretenaient sur la dignité de leur race et sur la qualité de sa civilisation. Mais je sais, par exemple, qu'ils n'avaient nul effort à déployer pour se fondre tranquillement dans la nationalité britannique et échanger leur foi contre une autre. Ils n'avaient qu'à se laisser faire, qu'à subir la loi du moindre effort, poids entraînant pour les peuples tout autant que pour les indi-

vidus. Le difficile, c'était, vaincus d'hier, de repousser les lois et la langue du conquérant ; c'était, manquant de tout, de se cotiser, d'aller plaider jusqu'à Londres la conservation de l'épiscopat. Et pourtant c'est le parti qu'ont choisi de prendre ces hommes de 1760. Au nom de quel principe, de quelle idée ? Je ne puis dire au juste. Mais ces paysans de jadis à qui leurs prêtres ont parlé du péril de la foi, qui, tout à l'heure, pour solder l'envoi de délégués en Angleterre, ont pris dans l'armoire ou le coffre de chêne, leurs premiers sous d'or et d'argent, leur première monnaie de métal qu'ils aient jamais touchée, je me dis que ces paysans lorsqu'ils s'en vont, pensifs, derrière leur charrue, ils songent, malgré eux, que, dans le sillon vivace, leur sacrifice fera lever quelque chose de plus haut que le blé.

Jusqu'en 1774 l'idéal de soutien groupe des forces pour la défense plutôt que pour la reconstruction. C'est que les premières assises de la nationalité ne cessent d'être en danger. Il faut s'assembler, pétitionner auprès des nouveaux pouvoirs, défendre la langue, les lois françaises, la liberté religieuse, revendiquer une part légitime dans l'administration du pays, réorganiser la vie intellectuelle selon la convenance du génie natif. Tous ces efforts s'accomplissent avec une constance énergique. Nulle part je ne vois que nos pères, pris collectivement, aient jamais douté de leur civilisa-

tion. Pas un moment il n'ont cru nécessaire à leur progrès intellectuel, économique, politique ou social, d'adopter la civilisation britannique ou de lui emprunter quelque chose. Ces vaincus ont, au contraire, le plus haut sens de leur dignité. Loin de s'en laisser imposer par la seule « disproportion que le plus ou moins de pièces de monnaie met entre les hommes », ils s'étonnent généreusement qu'en leur pays on ose les traiter comme des sujets de deuxième zone. D'ailleurs, ce pays obtient seul l'allégeance de leur sentiment. C'est le lieutenant-gouverneur Cramahé qui signale à Londres « cette affection pour leur pays natal qui distingue les Canadiens »⁴. Sans doute, ici encore, faut-il faire la part des indécis et des inconscients. Au-dessous des chefs qui commandent et que l'idéal collectif possède plus pleinement, il y a la masse sans idée et sans volonté ; il y a les acteurs plus ou moins indifférents au sort de la pièce, pareils aux thysophores antiques qui ne faisaient que du bruit dans la procession du dieu, mais dociles toutefois à l'impulsion reçue, suivant le même rythme que les chefs et s'en allant vers le même but.

Le gain essentiel et considérable, c'est que, par toutes ces résistances et ces manifestations de vitalité, nos pères ont imposé à leurs nouveaux maîtres la reconnaissance de leur nationalité. « Quand une

⁴ Abbé Groulx, *Vers l'Emancipation*, I, p. 264.

nationalité s'est trouvée ou se cherche » écrit encore Etienne Lamy ; « quand elle devient un souci, un espoir, un deuil, ou un orgueil commun aux hommes de toute condition, quand la révolte ouverte ou latente soulève le pays contre l'usurpateur étranger . . . , une famille nouvelle a droit à sa place parmi les peuples. » ⁵ Et telle est déjà la vigueur de la jeune nationalité canadienne qu'aux hommes d'Etat de Westminster, elle apparaît comme la force qu'on ne peut ni absorber ni briser. Carleton la croit même d'une puissance à rester invinciblement maîtresse du Canada. On connaît son mot fameux : « Ce pays sera jusqu'à la fin des temps peuplé par la race canadienne, laquelle s'y est déjà si fermement enracinée et y a pris un tel ascendant que toute transplantation de nouveaux habitants sera totalement étouffée dans la masse et y formera un élément imperceptible, si ce n'est dans les villes de Québec et de Montréal. » ⁶

Après l'Acte de Québec, la même conscience ethnique se maintient en se fortifiant. Les Canadiens sont devenus définitivement et officiellement des Canadiens. « Par la loi de la 14e année de Sa Majesté, écrit avec dépit un haut fonctionnaire anglais, Hugh Finlay, ils deviennent Canadiens et Canadiens ils doivent rester toujours ». Inglis,

⁵ *Un siècle*, pp. 40-41.

⁶ *Vers l'Emancipation*, I, pp. 108, 164.

l'évêque anglican néo-écossais, est frappé de cette obstination de notre peuple à se considérer distinct de l'élément britannique. Un mot nouveau, le mot « nation », appliqué à leur communauté ethnique, apparaît maintenant dans leurs mémoires officiels et jusque dans les documents épiscopaux.⁷ « Je dois, avec tous mes compatriotes, des remerciements infinis au Très Honorable lord Dorchester pour les bontés dont il a bien voulu combler notre nation en toute rencontre », écrit Mgr Hubert. « Je ne désire rien tant que de concilier en toutes choses mon respect pour le gouvernement et pour l'Honorable Conseil, avec ce que je dois à ma nation », écrit encore le même évêque. Et il me semble que, de plus en plus, il faudra expliquer, par cet éveil de la conscience nationale, la résistance opiniâtre, la réaction même violente qu'opposera le peuple à tous ses chefs, lorsqu'ils voudront l'entraîner dans la guerre de l'indépendance américaine. Avec une énergie sombre et têtue, nos paysans s'opposent à cette aventure militaire que leur instinct vital leur fait voir trop disproportionnée à leurs forces, trop périlleuse pour leur avenir.

Il va de soi que l'idéal de soutien se clarifie et continue de se fortifier après 1791. Pour la deuxième fois, le plus haut pouvoir de l'empire consacre les aspirations latentes du petit peuple; la poli-

⁷ *Mandements des Evêques de Québec*, II, pp. 396, 397.

tique de Pitt érige la province du Bas-Canada, devenu colonie distincte, en État français. Peu importe pour le moment la pensée de fond de l'homme d'État anglais, pensée que, plus tard, adversaires et partisans de l'anglicisation invoqueront tour à tour dans le sens de leurs thèses. La conviction de nos pères fut que 1791 continuait 1774.

Quel ne sera point l'effet de cette autre consécration officielle ! Le régime politique de 1791 apportait à la jeune nationalité un moyen d'action plus efficace, un organe qui pouvait devenir puissant : au-dessus des petites collectivités paroissiales, il a dressé le comté ; au-dessus du comté, il a hissé le parlement. Les pensées et les volontés collectives auraient enfin où se réunir et se concerter. L'idéal de soutien qui n'a jusqu'ici groupé et discipliné que des forces défensives, pourra maintenant ambitionner davantage, devenir véritablement idéal organisateur. Et telle est bien la caractéristique de nos premiers cinquante ans de vie parlementaire. Pour qui l'étudie superficiellement, cette période de notre histoire apparaît surtout féconde en querelles verbeuses et stériles. Mais, de plus en plus, croyons-nous, les historiens s'attacheront à démontrer ce qu'avait de constructif le nationalisme de Papineau et de ses amis. Au fond de ces questions dites des « subsides », de la responsabilité des fonctionnaires, de l'indépendance des juges, de la réforme des Conseils, de l'administration des terres publiques, des

biens des Jésuites, de l'agent de la province à Londres, qu'y a-t-il, en définitive, sinon la volonté d'un jeune peuple d'être maître de sa politique et de ses finances, maître du domaine national et des ressources du pays, maître de sa culture intellectuelle et des moyens de la soutenir? Mais quelles idées plus essentielles à la vie d'une nationalité et par conséquent plus souverainement fécondes? Une étude plus attentive de cette période le démontrera: grâce aux programmes économiques de nos chefs, aux progrès incontestables de l'agriculture, aux premiers organismes financiers qui s'élaborent, aux grandes voies de communication qui s'ouvrent par tout le pays; grâce au zèle du clergé et de nos hommes publics pour l'instruction du peuple, zèle qui s'élève naïvement jusqu'à la hauteur d'un messianisme; grâce à la fondation des collèges, à l'essor prodigieux de l'instruction primaire; grâce à l'éveil du sentiment national qui allait nous donner l'oeuvre historique de Labrie et préparer celle de Garneau; grâce, en un mot, à tous ces facteurs réunis, ce n'est pas vers une rébellion sanglante que, gratifié d'un peu de liberté politique, le Canada français se fût acheminé aux approches de 1840, c'est vers l'une de ses plus grandes heures. L'histoire daterait aujourd'hui de quinze à vingt ans plus tôt notre première grande période littéraire. Et si lord Durham fût venu quand même tenir enquête au pays, le majestueux lord eût fait la double économie d'une épitaphe et d'une pierre tombale.

Au lieu de cette hégire, nous avons eu la révolte, puis la fusion politique des deux Canadas, laquelle devait aboutir, dans la pensée des hommes de Westminster, à la suppression de notre personnalité nationale au profit de la personnalité ethnique du vainqueur. Devant ce coup du destin notre idéal de soutien ne pouvait que fléchir. Dans la défaite des « patriotes » beaucoup voulurent voir la défaite de la nationalité. Et voici qu'en bien des esprits s'observe une résignation malsaine ou un flottement suspect. Ce n'est pas qu'on ait perdu foi en la qualité de l'idéal collectif ; c'est qu'on le croit irréalisable, obligé de céder devant la force. Garneau à qui l'histoire donne pourtant des leçons de confiance, écrit alors au docteur O'Callaghan, passé aux Etats-Unis, cette lettre pessimiste : « En Canada vous trouverez des amis, mais vous ne trouverez aucun esprit national, aucun génie d'entreprise, aucune gloire à soi propre, j'allais dire vous ne trouverez rien de ce qui anime les hommes, une nation indépendante. Tout est plat et mort sous le joug colonial. Nous ne recevons pour ainsi dire la lumière et la vie que par un reflet et nous ne vivons que parce que l'on vit à Londres ; nous sommes comme une excroissance de l'île d'Albion ».

Ce fléchissement va-t-il durer ? Comme pour prouver à quelle profondeur avait atteint le mouvement de Papineau, l'idéal national se redres-

sa presque aussitôt. Dans un Etat qui devait absorber l'Etat français, l'Etat français continua de garder sa personnalité distincte. Où ne devaient exister que des comparses politiques, il n'y eut que des alliés. La dualité s'affirma jusque dans les étiquettes et les cadres des partis. Les divers ministères ne furent point des ministères Baldwin ou Lafontaine, Draper ou Viger, McNab ou Morin, Cartier ou MacDonald, mais des ministères Lafontaine-Baldwin, Draper-Viger, McNab-Morin, Cartier-MacDonald. En un mot le parlement uni devint un parlement fédéral ou chaque groupe légiféra pratiquement pour sa province.

A la faveur de ce régime, puis de l'émancipation politique enfin obtenue, l'idéal constructeur reprend sa fonction un moment interrompue. L'une après l'autre, la nationalité brise les lisières et les bandelettes dont l'avaient enserrée de trop confiants ensevelisseurs. Sauf, peut-être, dans le domaine économique, elle se prend à vivre une période de labour ardent. Elle se donne un système scolaire conforme à ses vœux. Elle fonde même son enseignement supérieur. Par les institutions municipales, elle s'en va déposer un ferment de vie et de progrès jusqu'en nos plus petites communautés sociales. Sa vitalité religieuse se met à déborder plus abondamment par delà ses frontières. Une histoire de fort grand air lui est née; pour la première fois des poètes émeuvent de leurs chants tou-

te la race. C'est la grande heure de 1860. Pour mieux dater la renaissance de notre fierté, pour affirmer notre foi persistante au génie national, à la patrie canadienne, Crémazie fixera dans toutes les mémoires, ces deux vers de géographie poétique :

Il est sous le soleil un sol unique au monde...

O Canada plus beau qu'un rayon de l'aurore...

Au moment de clore son grand oeuvre et de se tourner vers l'avenir, pesant les forces qui, depuis cent ans, ont fait durer et croître notre petit peuple, Garneau ne songe nullement à dresser soudain des barrières sur nos vieilles routes, à nous crier : halte-là ! non plus qu'à nous montrer, dans les chemins de traverse, les autels des dieux étrangers ; mais Garneau résumera en ce simple mot d'ordre le testament de sa pensée : « QUE LES CANADIENS SOIENT FIDELES... à qui ? — A EUX-MEMES ».

Les institutions politiques de 1867 ne devaient rien changer à ces attitudes et à ces sentiments. Dans la pensée des pères de la Confédération, pensée parfois un peu brumeuse, je le veux bien, nous restions en somme des alliés en face d'alliés. La constitution fédérative porte à sa face même le signe de cette dualité : deux races s'associent pour s'entr'aider, nullement pour se subordonner ou se fusionner.

Une tendance perceptible dans la charte même

et dans les négociations qui l'avaient préparée, ménageait pourtant des surprises et des déceptions. Pacte d'alliés à droits égaux, la confédération canadienne opérerait presque aussitôt au profit de la race numériquement dominante à qui l'on avait d'ailleurs prodigué exceptions et privilèges. Ce serait là la propension constante et maîtresse du nouvel Etat politique. Pendant que, dans les parlements des provinces, le principe d'autonomie, l'esprit proprement fédéral, prévaudrait, dans la capitale de la Puissance s'installerait l'Etat unitaire. Sous la discipline nouvelle se fondraient tous les provincialismes, mais surtout le nôtre. Plus de ministères à double tête: Cartier-MacDonald, Laurier-Mackenzie, mais un ministère MacDonald et un ministère Mackenzie. Dans les cadres des partis, plus d'alliés non plus en face d'alliés, mais des régiments plus ou moins anonymes, plus ou moins perdus en deux grandes armées. C'est-à-dire, qu'après avoir jugé opportun, sous l'Etat unitaire de 1840, de garder une attitude de fédéralistes, nous adoptions alors, sous un régime proprement fédératif, une attitude dont nous n'avions pas voulu sous l'Etat unitaire. La sophistique partisane implanterait même, à l'état de truisme, dans le cerveau populaire, que la plus grande erreur pour nous, à la Chambre des Communes, serait d'y apparaître unis et d'oser y être forts.

Formation politique au profit de la race domi-

nante, la Confédération canadienne en épouserait fatalement les tendances et les passions. Elle évoluerait vers une pure association d'intérêts économiques, les seuls au surplus que la race prépondérante ait à placer sous la garde commune. Et le jour où l'orgueil ethnique y pousserait, nous aboutirions tout droit à l'impérialisme qui est, au Canada, comme chacun sait, moins une conception politique qu'une passion de race.

II

Faut-il montrer, en cette évolution, l'ébranlement qu'en devait subir notre vieil idéal national? En tout Etat fédératif, la notion de patriotisme est de soi complexe, embrouillante pour l'esprit populaire. Aux aspirations si simples de l'ancienne nation canadienne-française, étaient venues se superposer ce que l'on appelait les aspirations de la plus grande nation canadienne, être imprécis et confus. De par sa définition même, une nation ou une nationalité peut-elle bien exister où les groupes humains parlent des langues diverses et s'opposent par leurs notes les plus essentielles? D'autre part, la simple communauté des intérêts économiques, capable de rassembler des associés de hasard, peut-elle jeter, entre des races, le ciment d'une nationalité? Que restera-t-il de l'alliance de 1867, lorsque les doctrines impérialistes auront déplacé les buts nationaux et

qu'entre les diverses parties de la puissance n'existera même plus la convergence des intérêts économiques? Après l'effondrement complet du sentiment national, se peut-il d'autre alternative que le retour à l'idéal provincialiste ou le rêve d'autres formations politiques?...

De ces déformations de l'Etat fédéral nous serions nous, Canadiens français, les victimes les plus atteintes. Avec une ferveur qui honore notre loyauté plus que notre esprit, nous avons pratiqué, comme pas une province, la foi au fédéralisme unitaire. Sauf en de rares périodes, les politiques fédéraux, plus que les politiques provinciaux, ont guidé notre race, lui ont fait sa loi de vie. Ottawa s'est dressé, dans l'esprit populaire, comme une cime envahissante qui a éclipsé Québec. Pendant ce temps-là nous délaissions notre ancien idéal, pour nous reprendre à quoi? A rien, ou plutôt à un Etat dont jamais il ne fut tant dit, après soixante ans qu'il existe, que l'esprit national en est absent. La conséquence fatale nous guettait. Dépourvus du vieil idéal de soutien, les éléments de la vie nationale ne pouvaient que se dissocier, comme le faisceau dont les liens sont tranchés. A la cohésion, à la solidarité ancienne, succéderaient le jeu des groupes et des intérêts particuliers, le triomphe des idéologies individualistes.

Tout cela n'est-il que fiction et ne fais-je, en ce moment, que de l'histoire irréaliste? L'on admet

assez communément, je pense, qu'une réaction s'est produite en ce pays, aux environs de 1900. Réaction nationaliste ou nationale? Qu'importe le mot, si réaction il y eut, et si une réaction se fait généralement contre quelque chose. Dira-t-on que des doctrines ont ici tout ébranlé, déclenché le mouvement factice? Mais qui ne sait que les doctrines sociales ou politiques ne sont initiatrices qu'à la condition de s'accorder à des sentiments en puissance, à des évolutions qui se dessinent? Car enfin à quoi tendent des mouvements comme celui de l'école nationaliste, comme celui de la jeunesse catholique, essayant une synthèse de nos problèmes, à la lumière de la pensée nationale ou de la pensée religieuse? Quel but se sont assigné les campagnes doctrinales de M. Edouard Montpetit sur la question économique, celles de M. Antonio Perrault pour la défense des lois françaises, celles de la Société du Parler français et de l'abbé Camille Roy pour la nationalisation de notre littérature, celles de la Ligue des Droits du français pour la défense de la langue et de tous ses soutiens? Que veulent ces efforts convergents, sinon redresser ce qui a dévié, relever ce qui est tombé? Une vérité est devenue évidente pour tous ces hommes et toutes ces œuvres: c'est que l'idéal ne sait plus relier les éléments de notre vie; la relation essentielle est rompue entre le facteur national et les autres, et cette rupture est maintenue, élargie au nom de doctrines à rebours. En

politique fédérale, c'est la doctrine de l'Etat canadien détourné de sa fin naturelle pour se subordonner à des fins européennes. Au Canada français, nous sommes devenus le peuple qui a deux ou trois patries, excepté la sienne. C'est la doctrine de l'esprit de parti prenant le pas sur l'esprit de race, nous gagnant peu à peu aux théories de la race dominante. De jour en jour, la politique fera de nous des frères ennemis, aux querelles d'autant plus violentes que, ne tenant plus à des idées, elles ne tiennent qu'à des passions. Si bien qu'un jour ou l'autre il faudra écrire un livre qui portera ce titre : « Quand les Canadiens ne s'aimaient pas ». Dans l'ordre économique, c'est le délaissement de la vieille doctrine de Papineau sur nos droits à la terre des ancêtres et à ses richesses. Cette idée prévaudra, en pratique sinon en théorie, que les fils du sol ne détiennent point sur le domaine national des droits privilégiés, antérieurs à ceux de l'étranger. En affaires, nous ferons surtout les affaires des autres, sous prétexte que les affaires et le patriotisme ne sont pas choses à mêler. Dans l'ordre social, notre dernier souci sera de mesurer nos emprunts aux convenances de notre esprit catholique ou national : sociétés, associations, clubs de toute espèce nous embrigaderont avec d'autant plus de facilité qu'ils nous seront plus étrangers ; les uns après les autres, ils franchiront nos remparts comme autant de chevaux de Troie. Dans l'ordre intellectuel un bi-

linguisme effréné nous envahira, sans que nous émeuve le sort de la langue maternelle; et quand l'heure sera pressante de manifester en de hautes formes d'art le visage inconnu de la patrie et les aspirations défailantes de la race, l'exotisme fleurira comme la suprême élégance.

Encore une fois, est-ce là vérité ou critique ir-réaliste? N'obéissons-nous qu'au rythme des gé-nérations qui fait que les fils se dressent invariablement contre leurs pères? Ou, comme le héros sym-bolique du *Time machine* de H.-G. Wells, certains voyageurs ne pourraient-ils remonter vers le passé sans se heurter au crabe énorme et horrible, don-neur de cauchemars?

Si nous voulons être francs avec nous-mêmes, ce qui nous reste encore de ces misères nous en aver-tira crûment: notre race portait au front la blessure béante par où s'enfuit un idéal. Du vivant, nous n'avions plus l'instinct rudimen-taire qui fait distinguer l'assimilable de l'inassimi-lable. Plus que tout nous avons tenté d'assimiler l'assimilable. Et comment songer, sans effroi, que toute une génération s'est nourrie de ces idéologies meurtrières et que, pour survivre, notre race a pré-levé indéfiniment sur son épargne morale? Si quel-que étranger se fût alors penché sur notre vie pour l'ausculter, malgré lui, ce me semble, il eût évoqué la silhouette des vieux moulins féodaux dont les ra-res survivants s'aperçoivent encore dans nos campa-

gues. Ils restent debout sur leurs assises de pierre, dans leur maçonnerie apparemment invulnérable. L'oreille penchée sur eux, l'on y croit percevoir quelque vague rumeur, l'écho lointain d'un passé ardent. Illusion ! La vie n'est plus en eux ; elle les a bien désertés. La dissolution, morsure des gelées et des pluies, se faufile sournoisement entre chacune de leurs pierres. La tempête fait gémir leur vieille charpente. Mais surtout leurs larges antennes qui, d'un mouvement si triomphal, tournoyaient sous le grand soleil et dans les étoiles, le vent les a broyées puis emportées, ou elles restent là, rigides, comme les ailes d'un grand oiseau mort.

III

Par bonheur quelque chose s'est passé depuis 1900. Notre blessure au front se referme. L'idéal est revenu et a repris son activité constructive. Et maintenant il nous faut chercher les services que, pour ses tâches prochaines, peut lui rendre l'histoire.

De l'analyse que nous venons de faire, retenons pourtant ces deux vérités : nationalité de formation relativement récente, le lien collectif a besoin chez nous d'être fortifié ; nous ne disposons ni de la vie profonde, ni du ciment moral des races millénaires. Nationalité dépendante d'un Etat sans unité ethnique, il arrive parfois à notre idéal, faute de force

et de netteté, de vaciller et de fléchir, nous exposant au vertige des civilisations voisines. Que peut l'histoire pour remédier à ces misères ?

Le rôle de l'histoire dans la vie nationale, il s'est trouvé naturellement des historiens pour le surfaire, puisque personne n'est modeste devant son métier. « C'est l'étude de l'histoire, » a écrit l'Allemand Droysen, « qui est le fondement de tout progrès, de toute culture politique. L'homme d'Etat, c'est l'historien pratiquant ».

Sans verser en cette réclame charlatanesque pour drogues suspectes, ne peut-on retenir l'hommage de Cicéron qui appelait l'histoire : « *magistra vitae* », maîtresse, c'est-à-dire directrice de la vie, de la vie individuelle comme de la vie nationale ? N'est-ce pas un peu le mérite que lui reconnaissait Brunetière, lorsqu'il écrivait : « Une patrie ; c'est encore une histoire... Il n'y a point de patrie sans une longue histoire qui en soit ensemble le support, la justification, le principe de vie et de rajeunissement ».

Une nationalité, avons-nous dit, a pour fondement l'identité de sang, de tempérament, de caractère et de langage ; elle suppose, dans un groupe humain, des ressemblances physiques, psychologiques et morales qui y déterminent la force active d'une parenté. Mais, cette parenté, qui la révélera aux fils d'une même race ?

Par bonheur, il n'est pas en leur pouvoir d'igno-

rer totalement leur fraternité. Trop de manifestations sensibles : ressemblances physiques et morales, partage des mêmes traditions, communauté de langage, la leur révèlent. Qu'il y a loin toutefois de cette connaissance imprécise, superficielle, à l'autre qui vient par la révélation de l'histoire, par la grande toile mouvante où viennent défiler, avec leur figure particulière, leurs gestes, le rythme de leur pas, cette longue suite de générations dont se compose une race. L'histoire c'est la généalogie d'un peuple. Et comment, par ce raccourci merveilleux, ne pas apprendre fortement qu'on n'est pas isolé dans la vie et dans le temps, mais rattaché à une personne morale, ancienne et auguste? « L'histoire, a dit, plus justement cette fois, Droysen, c'est le *gnothi seauton* (le « connais-toi toi-même ») de l'humanité, sa conscience. » ...

Que sera-ce lorsque cette révélation nous viendra de notre passé à nous, Canadiens, et qu'elle nous fera voir issus des mêmes sources, jaillis des mêmes terres, aussi proches que possible par l'identité de sang? Notre histoire nous le dit: nul courant étranger ne s'est mêlé à la source française d'où a jailli notre race. Non seulement nous ne sommes que des fils de France, mais des fils des mêmes petits pays français. Et si aujourd'hui, malgré l'empreinte de quelques régionalismes, nous nous retrouvons les mêmes d'un bout à l'autre de notre dispersion, gardant la même figure, les mêmes tradi-

tions, parlant la même langue, sans accents divers ou presque, c'est tout d'abord que nos premiers ancêtres étaient pareils d'âme et de sang.

Et, ce sang, notre histoire n'a-t-elle rien à nous apprendre sur sa qualité morale? C'est elle encore qui en témoigne: rien de trouble, rien de suspectement limoneux dans la source qui nous l'apporta, mais presque toujours le reflet du plus pur ciel de France, des images d'églises, de cathédrales, de donjons latins, mêlées de croix champêtres et de profils vénérables que le flot vivace et clair charriait avec lui. Que manque-t-il donc aux Canadiens français pour qu'ils soient plus frères et plus fiers de l'être?

Ajouterai-je que ces traits de la race, l'histoire les maintient, les conserve à travers le temps, leur donne même, à chaque génération, un relief plus énergique?

On sait comment une race se forme. Sur les originalités individuelles, arêtes vives, le milieu physique et le milieu moral font sentir leur puissance d'érosion et de nivellement. Peu à peu, par l'alliance des sangs, par l'uniformité de l'éducation, par le partage des mêmes travaux, par la vie dans le même air, sur le même sol, s'estompent les trop grandes diversités. En même temps, l'hérédité, puissance de transmission, recueille et accumule les ressemblances, accroît les traits collectifs qui bientôt se solidifient en un nouveau type d'humanité.

Opération d'autant plus rapide que le milieu physique ou moral, plus actif, a pu atteindre un plus grand nombre d'individus, généraliser plus promptement l'hérédité. C'est ainsi que, chez nous, dès le début du dix-huitième siècle, par l'action puissante du milieu, par les travaux du défrichement, par la course des fleuves et des bois, par l'héroïsme qui s'imposait à tous, le Français du Nouveau-Monde n'était déjà plus le Français d'Europe; des traits physiques nouveaux, une physionomie morale distincte annonçaient une race nouvelle.

Mais qui ne voit, parmi les éléments qui constituent le milieu moral, la place que tient l'histoire? Le passé se survit dans le présent de bien des façons. Mais qui l'y ramène et l'y maintient plus complètement que le magistère historique? Sans l'histoire, nous ne garderions, dans le mystère de nos nerfs et de notre sensibilité, que de vagues tendances, des vestiges presque informes de la vie et des héroïsmes anciens. Là s'arrêterait la transmission parcimonieuse du sang, anéantissant peu à peu tant d'efforts séculaires pour amener jusqu'à nous l'âme enrichie des aïeux. Il n'existe point, en effet, d'hérédité spirituelle ou morale proprement dite; tout au plus de simples dispositions conséquentes à l'hérédité physique. Mais voici que vient l'histoire, passé et traditions recueillis et condensés. Tout le butin glorieux glané par elle le long des routes

de la patrie, elle peut le porter à toutes les intelligences, faire entrer les moindres fils de la race en possession de leur patrimoine spirituel, les tenir en relations suivies avec les meilleurs des ancêtres, leur recomposer indéfiniment l'atmosphère morale où vivaient les héros. Mais alors, quoi de plus efficace pour maintenir les fils semblables à leurs pères, pour accuser au visage et dans l'âme de ceux-là les traits héréditaires ?

Révéler l'identité très proche du sang et sa pureté parfaite, fixer puis accuser les traits moraux de la race, voilà l'oeuvre de notre histoire qui, par là, établit plus solidement chez nous le fondement même de la nationalité.

Que peut-elle, après cela, pour l'idéal national ? Ce n'est pas tout que le lien collectif existe et qu'il soit fort. Il faut que la nationalité vive et se développe selon son idéal qui est sa loi intérieure.

« L'Etat, ce sont des hommes », a-t-on dit. La nation aussi, ce sont des hommes. Et puisque nous parlons, en ce moment, d'une loi qui gouverne la vie nationale, cette loi s'incarne forcément en des hommes, en des chefs, dirigeants ou exécutants qui la portent en la partie supérieure de leur esprit. Que sera-t-elle en ces esprits, sinon tout d'abord une idée claire, compréhensive comme toute idée qui veut déterminer de l'action ? Aux porteurs de l'idéal collectif, il faut, comme au pieux Enée du

vaisseau virgilien, une haute et claire lumière qu'ils puissent projeter devant eux. Car, notez-le bien : ces hommes ont à diriger la vie d'un vivant dont la durée dépasse la leur ; simples ouvriers d'une relève, ils ont à continuer une oeuvre qu'ils n'ont pas commencée et qu'ils n'achèveront point. Chaque peuple édifie patiemment, sur son habitat terrestre, sa civilisation particulière, grand édifice aux formes complexes, mais d'une parfaite unité dans ses lignes maîtresses, parce qu'issu d'un idéal précis et souverain. La grande affaire pour les générations successives, c'est de continuer l'édifice selon la loi de son dessin général, c'est de construire régulièrement, sans dévier du plan essentiel et primitif. A chaque relève, architectes et ouvriers ont donc besoin de points de repère et de vastes perspectives. Avec quelle netteté il leur faut apercevoir le plan général de l'édifice, ses proportions exactes, le rythme de ses agrandissements successifs, connaître même le point précis où s'est arrêté le labeur de la génération précédente. Où prendront-ils ces vues de détail et d'ensemble ? Qui leur fournira ces points de repère indispensables ? Qui ? sinon l'histoire, synthèse lumineuse du passé, l'histoire avec ses vues panoramiques si nettes ?

Chez nous, il a paru que l'inquiétude arrêta parfois dans leur labeur chefs et ouvriers de l'oeuvre nationale. Anxieusement ils cherchaient la pensée des ancêtres, l'orientation et les décisions à

prendre. A ces constructeurs inquiets, quelles vérités évidentes et nécessaires notre histoire ne viendra-t-elle pas apporter ? Non seulement, de la masse confuse des faits, elle dégagera la pensée initiale des Français de jadis qui jetèrent ici les bases d'une civilisation européenne ; non seulement elle leur révélera le plan primitif aux lignes si grandioses, puis les vicissitudes de la construction, les catastrophes qui l'ont parfois atteinte. Elle montrera surtout que ces catastrophes ont secoué l'édifice sans jamais l'ébranler ni en changer le style. L'unité architecturale de notre maison française, nos pères l'ont toujours respectée. Comme au temps anciens de la Nouvelle-France, la ligne des forts militaires, surmontés du même écusson royal, marquait depuis l'Acadie jusqu'aux grands lacs, et, des grands lacs au golfe du Mexique, et jusque dans les prairies occidentales, non seulement les étapes de l'avance française, mais les adossements où, d'un pas après l'autre, elle s'était appuyée, ainsi notre histoire fera voir, autour de l'édifice national, le formidable épaulement des générations successives, s'arc-boutant l'une à l'autre, continuant le même labeur, avec la même pensée, allongeant des murs, élevant des flèches, mais sur chaque partie nouvelle hissant toujours le même écusson catholique et français.

C'est que jamais, sauf peut-être avant 1900, nos pères n'ont douté de la qualité de leur idéal, non

plus que des ressources du génie ethnique. L'un et l'autre leur ont toujours suffi dans les pires conjonctures de leur laborieuse existence. D'emprunts au génie étranger, jamais ils n'en ont fait qui eussent pu compromettre l'intégrité de leur héritage, ni ils n'ont cru nécessaire d'en faire. Ce qui ne les empêchait pas d'élever un édifice de quelque conséquence et qui n'a pas d'admirateurs que chez nous.

Sont-ce là toutes les ressources que nous offre l'histoire pour fortifier notre foi en notre idéal de civilisation? Nous l'avons dit : une nation pas plus qu'un Etat ne sont des fins en eux-mêmes, mais de simples moyens de perfectionnement humain. L'un comme l'autre, quoique pour des raisons différentes, répondent aux besoins de l'homme de vivre en société. Or, voici que des philosophes, et parmi eux le prince Adam Woroniecki, dominicain et recteur de l'Université catholique de Lublin, en viennent à se demander lequel des deux, l'Etat ou la nation, détient le plus grand rôle dans le développement moral de l'homme. Si l'Etat a pour simple but de ramener à la fin commune les volontés indéterminées, s'il ne leur est qu'une force externe au service de l'ordre, en revanche, avec ce qu'il porte en lui de moeurs et de coutumes d'une vertu éducative toute-puissante, aptes à stabiliser dans les volontés des habitudes héréditaires presque irrésistibles, l'organisme national ne mériterait-il pas, par son action morale, priorité sur l'Etat?

S'il est permis de le penser, vous apercevez tout de suite la part de l'histoire dans cette bienfaisance. Cette part, je confesse qu'il n'est pas facile de la démontrer avec exactitude, les moyens de la recherche humaine se trouvant ici bien insuffisants. Il faudrait recenser, par exemple, tous ceux-là qui, un jour ou l'autre, ont penché leur front sur un livre d'histoire canadienne et marquer l'enrichissement que leur vie morale y a trouvé; il faudrait recueillir les confidences des collégiens de chez nous, depuis le jeune Raymond Casgrain qui « la chevelure au vent, l'air inspiré », lisait jadis à ses camarades enthousiasmés les plus belles pages de Garneau; depuis le jeune Arthur Buies racontant, plein d'émotion, la chute de la Nouvelle-France, devant ses camarades du lycée Saint-Louis, jusqu'à l'adolescent d'aujourd'hui, rêvant, devant le monument Dollard, d'héroïsme épique. Il faudrait relire aussi les confidences des hommes mûrs, parfois blanchis, qui après avoir ouvert dans leur bibliothèque un livre trop négligé, se sont découvert tout à coup une âme de patriote et, un peu honteux d'eux-mêmes, ont répété la confession du vieux Philippe-Aubert de Gaspé: « Honte à nous qui au lieu de fouiller les anciennes chroniques si glorieuses pour notre race, nous contentions de baisser la tête sous le reproche humiliant de peuple conquis qu'on nous jetait à la face à tout propos! Honte à nous qui étions presque humiliés d'être Canadiens! » Pour tout dire,

il faudrait voir ce qu'en l'âme de chaque génération a déposé l'enseignement de l'histoire nationale. Et vous apercevriez qu'elle est, pour un peuple, une grande discipline morale, non la plus haute ni la plus puissante, mais étonnamment active et, dans son ordre, surpassée par bien peu.

A défaut de cette enquête impossible et trop vaste, il est un aspect de notre passé qui suffit à glorifier notre idéal de race et qui me dispensera d'autres démonstrations.

Toute histoire fait voir le jeu de deux grands acteurs : l'homme et Dieu. Plus la collaboration entre ces deux est parfaite, plus l'histoire est grande. L'action de Dieu et les desseins providentiels sont parfois d'une perception difficile dans une histoire particulière et brève comme la nôtre, où forcément ne se déroule, sous nos yeux, qu'un ordre partiel, où la durée soumise à notre expérience n'épuise encore qu'une faible partie de notre destinée. Il est pourtant des faits si dominants et si constants qu'ils équivalent à révéler, dans la vie d'un peuple, les traces de Dieu. Or, ces faits privilégiés, quel esprit assez aveugle refuserait de les apercevoir dans notre passé ?

Quelque opinion que l'on entretienne sur le dessein des rois de France, lors de la fondation de la colonie, un grand fait demeure d'une vérité incontestable : l'idée missionnaire fit triompher l'idée colonisatrice. La pénétration française au cœur du

continent fut tout autant une avance de l'apostolat catholique qu'une pénétration commerciale. Et si, là-haut, nous pouvions lire le dessein providentiel qui inclinait nos ancêtres de France vers le septentrion américain plutôt que vers les plages ensoleillées du sud, peut-être apprendrions-nous que les vents du ciel poussaient les caravelles françaises vers les grands pays de chasse et vers les grandes routes fluviales, là où vivaient les nations indigènes les plus populeuses, et où s'ouvrait à l'apostolat le champ le plus étendu.

Plus tard, dans la suite du régime français, trois grandes idées ont soulevé la race et accaparé son énergie, marquant à la fois l'esprit pratique et mystique du Français : la conquête du sol, la conquête du commerce de l'Amérique du Nord et la conquête des âmes. Ces trois grandes idées nous ont donné les figures les plus typiques de notre histoire : le défricheur, héros de la hache et de la charrue, le coureur de bois et de fleuves, héros du canot, le missionnaire et le martyr, héros du Christ. Mais le défricheur n'a pas plus besogné que le missionnaire, ni l'explorateur n'est allé plus loin que lui. « Les Jésuites furent les premiers d'entre les Européens à découvrir la plus grande partie de l'intérieur du continent . . . , » a même écrit l'historien américain Bancroft.

Plus tard encore, lorsque après le repliement forcé de la conquête, nos énergies se furent refaites,

nous avons, du même coup, recouvré notre passion de l'apostolat et repris, à travers le monde, une oeuvre qui fait l'émerveillement de tous. Demain, — y songeons-nous assez? — l'on ne pourra écrire l'histoire de la civilisation dans les continents barbares, sans se heurter un peu partout aux tombes des petits missionnaires canadiens-français. Déjà nous pouvons en entretenir la conviction effrayante et sublime, nous sommes orientés vers le plus beau destin, notre race est une race élue. A nous aussi peut s'appliquer le mot magnifique de Léon Bloy : « L'essence française est une chose tellement à part, tellement réservée, qu'on ne trouve à lui comparer que l'essence juive. L'estampille de l'une ou de l'autre paraît être la *nécessité divine*, l'ineffaçable et irréfragable décret qui les associe pour toujours aux vicissitudes providentielles ».

Que faut-il donc de plus à un peuple croyant pour l'attacher à son âme nationale, pour le rendre fier de son idéal de civilisation. Sans doute, nous sommes toujours un petit peuple. Et gardons-nous de surfaire notre dignité; mais, catholiques et latins, n'allons pas, non plus, mesurer les choses par leurs aspects matériels et les seules règles quantitatives. C'est le moment d'emprunter plutôt la règle de Pascal : « Tous les corps ensemble et tous les esprits ensemble, et toutes leurs productions, ne valent pas le moindre mouvement de charité. Cela est d'un ordre infiniment plus élevé ».

Ce continent a vu s'établir sur ses terres bien des formes de civilisation. Quand la première nef de France, aventurée dans le couloir du fleuve, s'endormit le premier soir, toutes voiles carguées, sur le sein des eaux et sous les étoiles étonnées ; quand, le lendemain, la première hache française s'enfonça au coeur des vieux arbres et commença d'humaniser cette terre en fabriquant une croix, il me semble que la vieille Amérique, lasse de son immobilité millénaire, tressaillit de contentement pour cette face nouvelle qui lui serait faite. Aujourd'hui qu'après plus de trois cents ans, comparant ce qu'ont fait d'autres races d'un pôle à l'autre, elle contemple l'oeuvre de cette petite race de France sur sa portion de territoire ; lorsque, dans les espaces nettoyés de l'antique forêt, elle observe le paysage nouveau, tous les points de l'immense pays d'où les souvenirs de foi s'élancent vers le ciel en pointes d'idéalisme, la qualité de cette civilisation épanouie autour des clochers latins et tout débordants de vie morale, il me semble que la vieille Amérique ne trouve pas à rougir des traits que nous avons mis à son visage et que l'oeil caché derrière le rideau des astres se souvient parfois avec amour de la première nef de France endormie dans la prière.

Monsieur le Ministre,

Mesdames,

Messieurs,

Sachons honorer une histoire qui nous fournit de si nobles convictions, qui justifie si magnifiquement notre idéal de vie. Dans notre existence privée et publique, faisons-lui une part privilégiée, la seule qui lui revienne. Quand Hector, fils de Priam, eût succombé, et, avec lui, la fortune troyenne, on recueillit les cendres du chef « au casque étincelant », dans un coffret d'or qu'on enveloppa d'un voile de pourpre. Sépulture de fils de roi, sans doute; hommage aussi d'une race reconnaissante à tout son passé héroïque.

A l'idéal de vie pour lequel témoigne notre histoire, refuserons-nous d'abandonner le gouvernement de notre destinée? L'on a vu le rôle de cette idée agissante et synthétique. Elle est ce par quoi une nation se tient. Elle ne tend pas seulement à coordonner les forces par lesquelles un peuple garde son être national. Elle préserve et coordonne aussi bien les éléments par lesquels un peuple garde simplement son être. A une condition toutefois, qui est de n'être point la chiquenaude initiale de Descartes mettant le monde en mouvement, et dont le monde peut ensuite se passer, mais une activité constante, et, comme disent les philoso-

phes, une « création continue ». Notre idéal de vie sera pour nous comme le feu sacré du vaisseau virgilien : sa durée mesurera celle de notre destin.

Là réside pour nous la question vitale, et Dieu veuille que nous sachions le comprendre. Oui ou non, voulons-nous durer tels que nous sommes, identiques à la race de nos pères, ou sommes-nous à courir le risque d'une évolution dont le terme nous serait indifférent ? Comme il est temps que, sur ces points suprêmes, notre décision s'affirme fermement et décidément, et que cessent nos flirtages téméraires avec les civilisations ambiantes.

Peu importe l'avenir et ses mystères. Pour redoutable qu'il nous apparaisse, comptons, pour durer, sur Dieu d'abord, ensuite sur nous-mêmes. L'apostolat n'est pas encore besogne si désuète dans le monde et le peuple apôtre d'occurrence si commune, que, là-haut, l'on se désintéresse de l'un et de l'autre.

N'acceptons aussi bien sur notre destinée le joug d'aucun déterminisme absolu. Nous ne voguons pas ici-bas sur le « milieu vaste » de Pascal, « toujours incertains et flottants, poussés d'un bout vers l'autre. » Toute notre histoire est là qui affirme la puissance de la volonté dans la vie d'un peuple. La philosophie d'ailleurs nous en avertit : Dieu ne meut pas les peuples comme les planètes. Ce sont des êtres doués de liberté qui se meuvent eux-mêmes dans l'influx des énergies divines. Non seulement

l'homme est « cause efficiente » de la société, mais son libre arbitre peut être cause des sociétés particulières; il peut les former, les conserver, les modifier et les détruire. Donc le choix dépend de notre liberté, ou d'être demain une ébauche de nation, disparue avant d'avoir achevé sa destinée, « un essai mal venu » remis au creuset des mystérieux mélanges où les races durables s'élaborent avec le rebut des races manquées; ou de réaliser, dans sa splendide plénitude, le rêve que Talon exposait un jour à Colbert: « Je ne suis pas un homme de cour et je ne dis pas, par la seule passion de plaire au roi et sans un juste fondement, que cette partie de la monarchie française deviendra quelque chose de grand ».

BIBLIOTHÈQUE
SANT-SULPICE

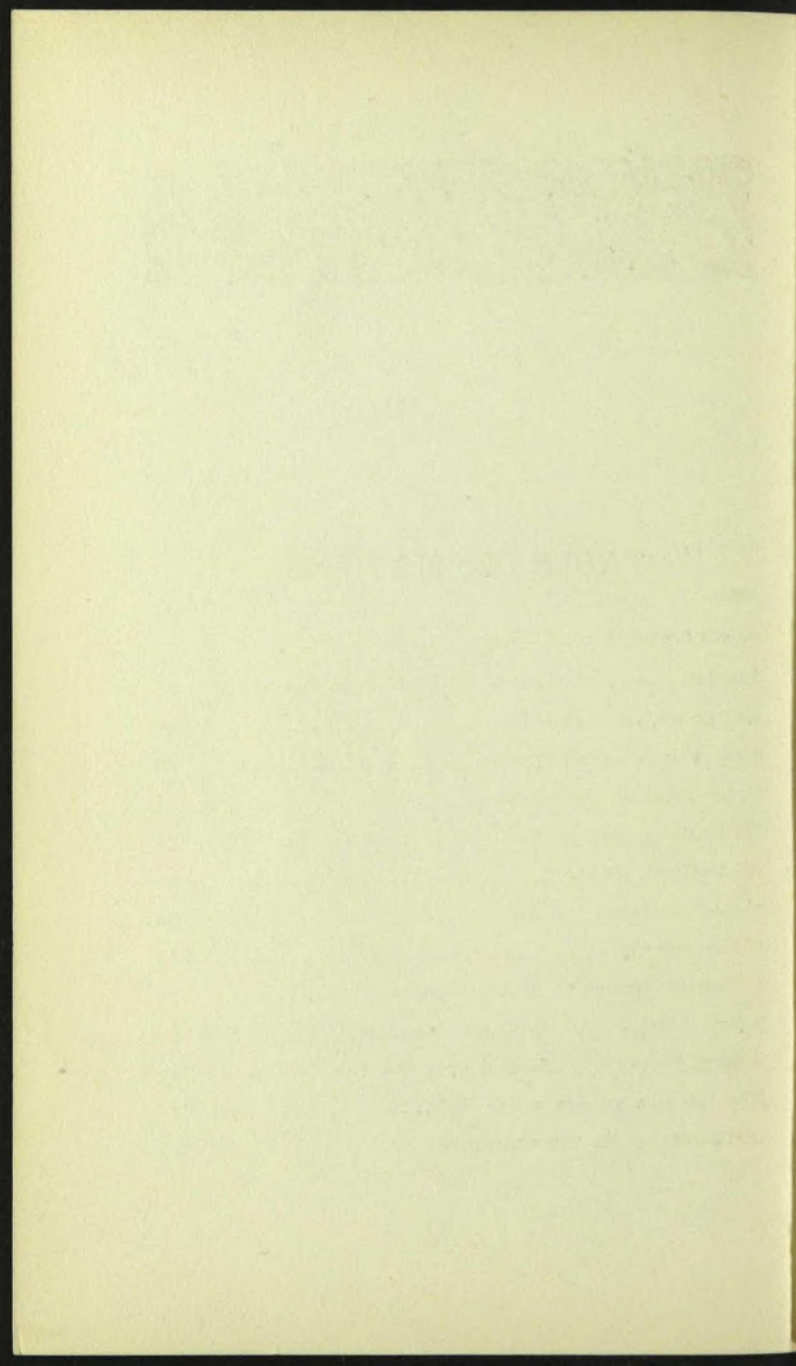
FIN.

3103101.124
309.112-7442



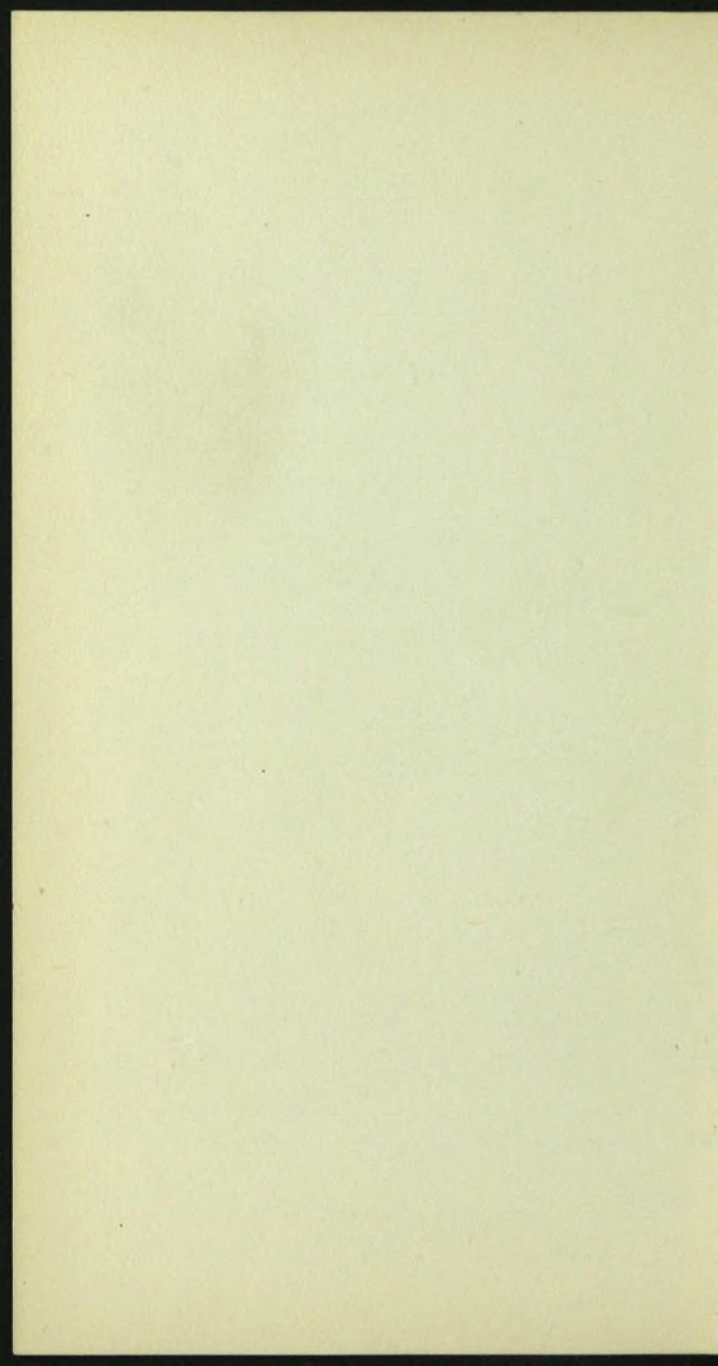
TABLE DES MATIÈRES

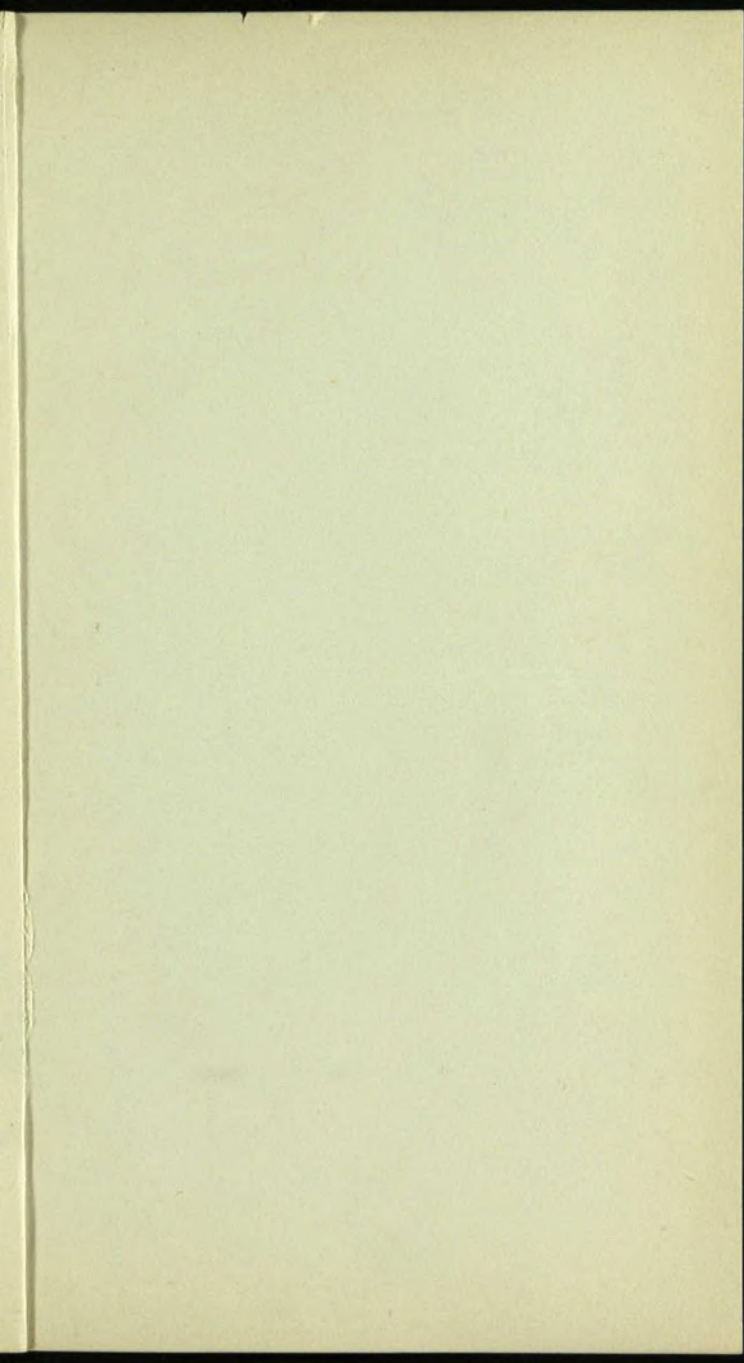
	PAGES
Avertissement de l'Editeur.....	I
Les traditions des lettres françaises au Canada..	7
La neuvième Croisade.....	22
Une action intellectuelle.....	29
Pour l'Action française.....	44
Méditation patriotique.....	74
Si Dollard revenait.....	90
Notre doctrine	123
Notre avenir	136
L'Amitié française d'Amérique.....	166
Nos traditions du Jour de l'an.....	202
Allocution pour le « Grand Prix d'Action française »	207
Nos devoirs envers notre race.....	217
L'Histoire et la vie nationale.....	234

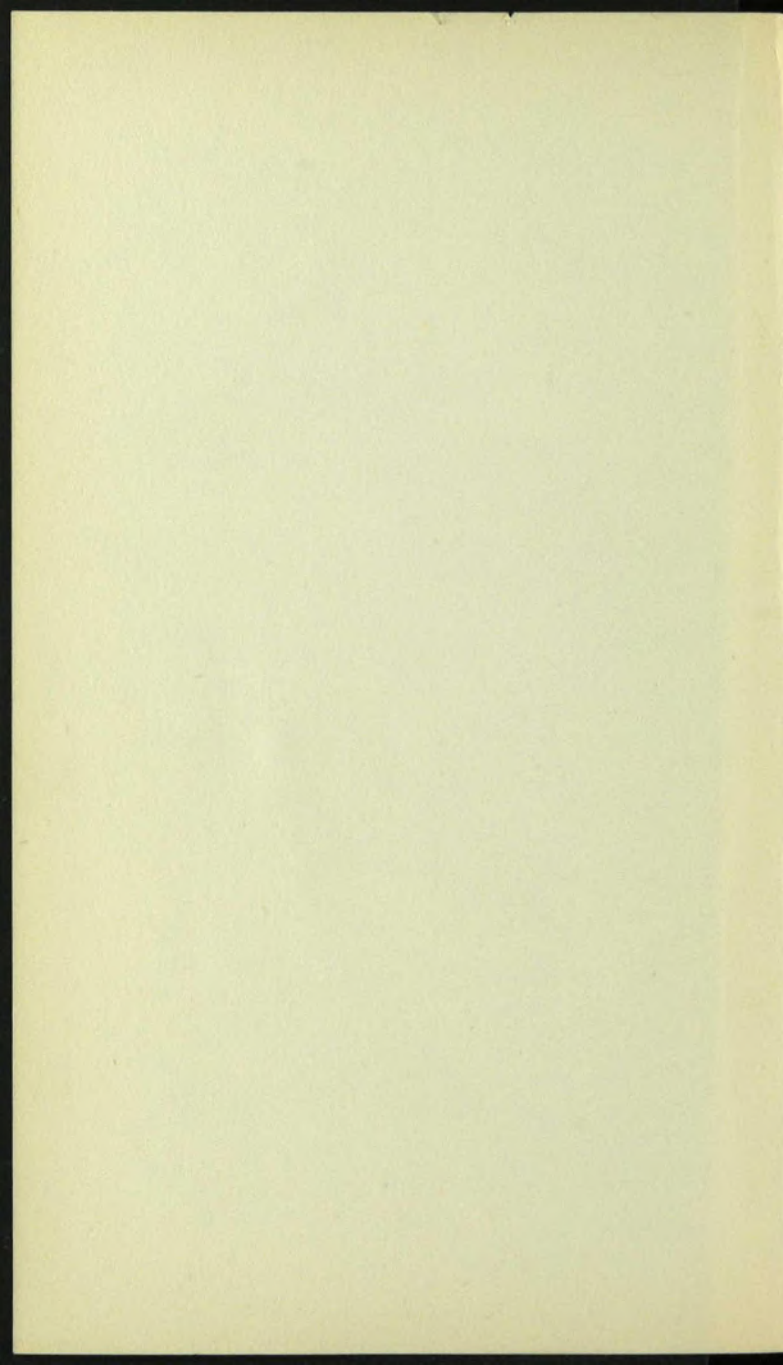


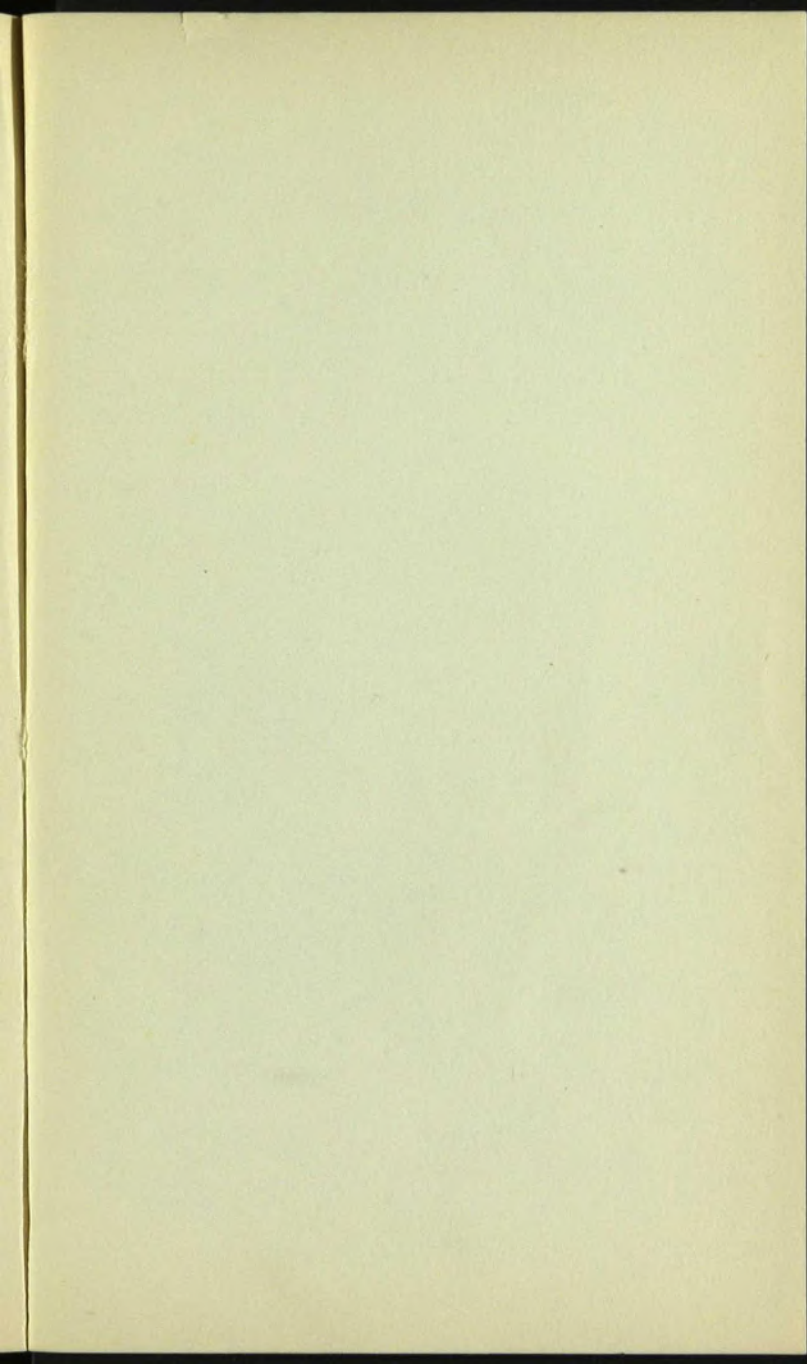
Fini d'imprimer le
25 décembre 1926, pour
la Bibliothèque d'Ac-
tion française, par
Arbour et Dupont,
imprimeurs - éditeurs,
Montréal.

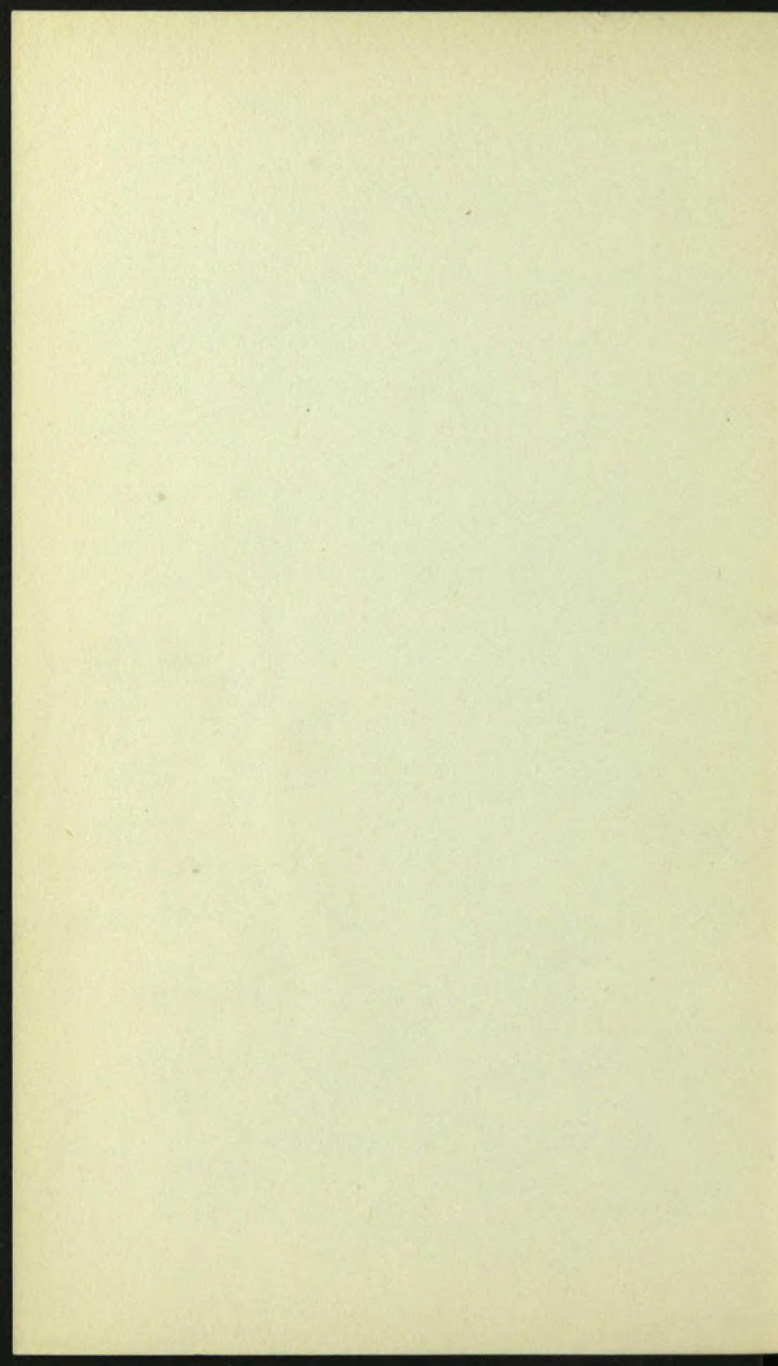
IMPRIMÉ AU CANADA

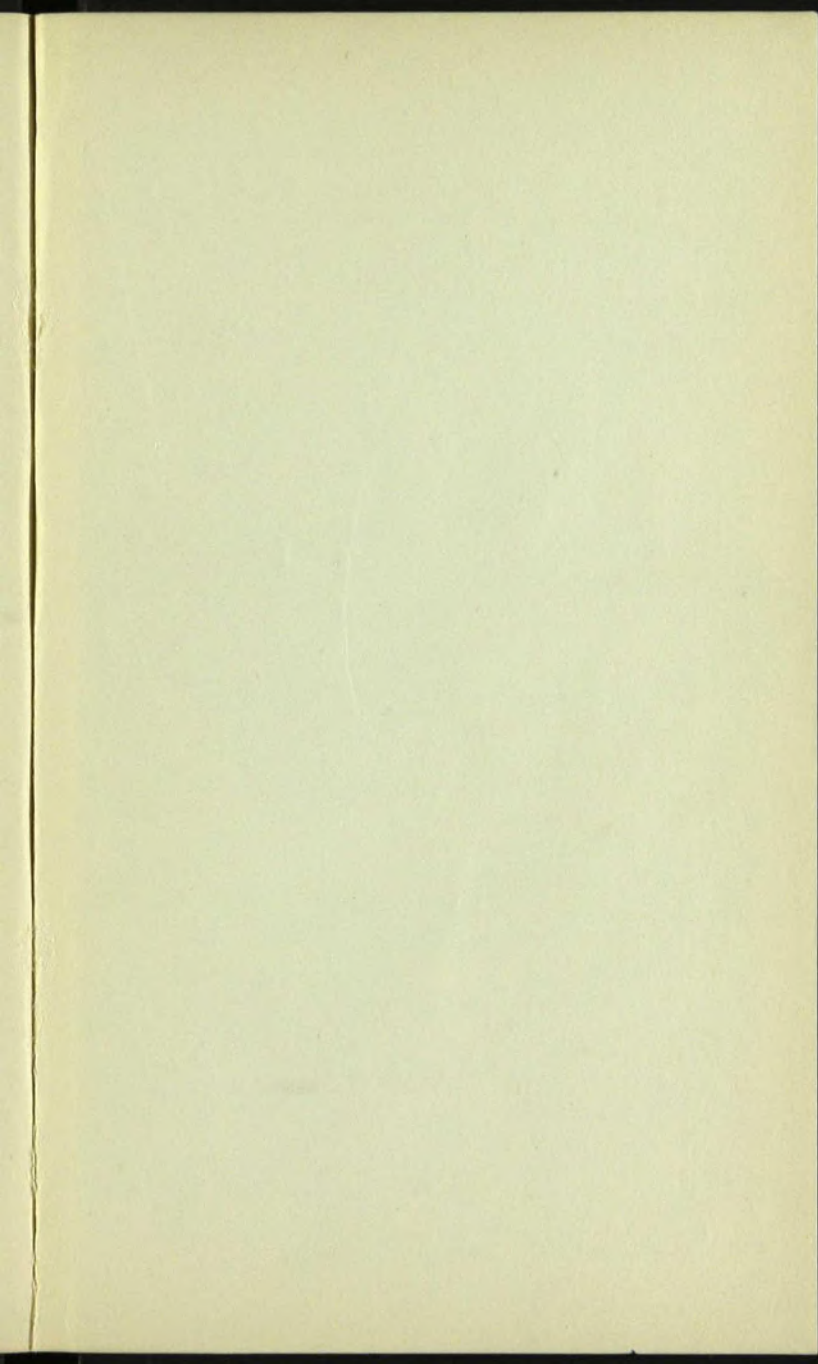


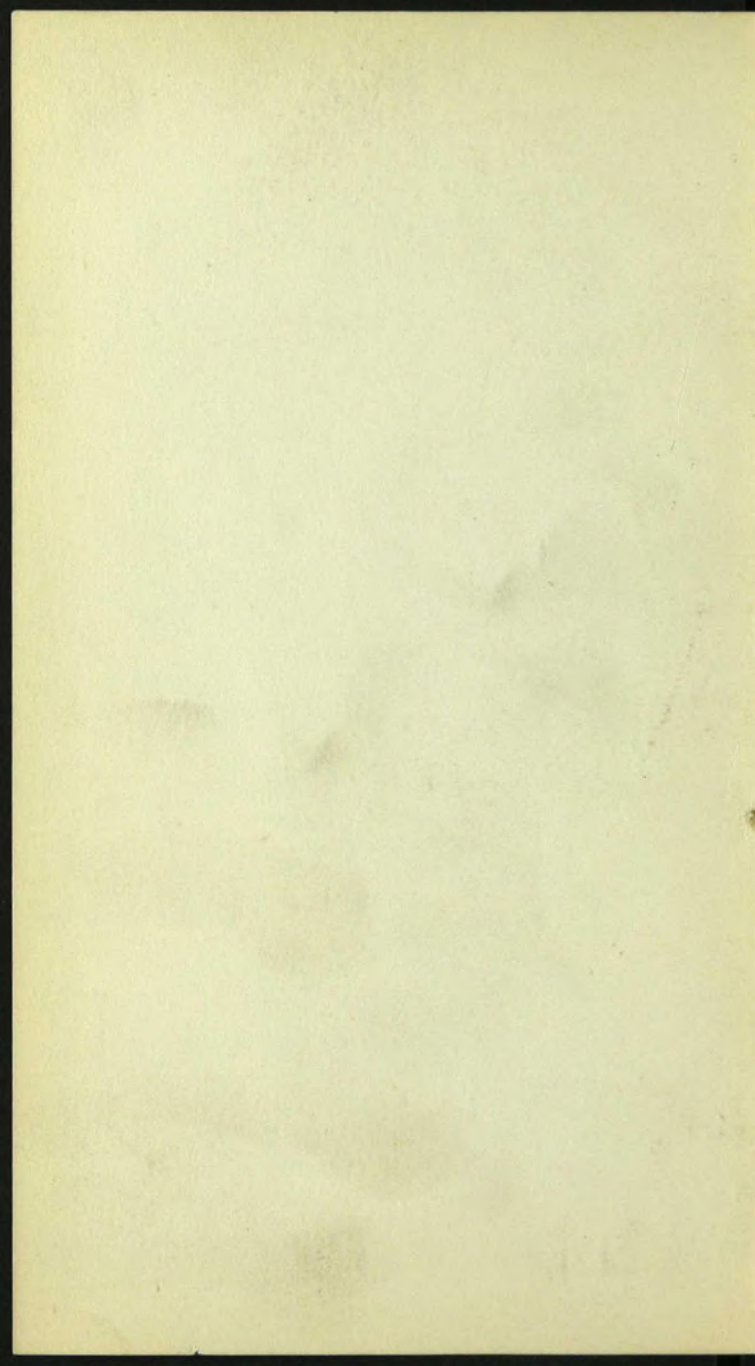


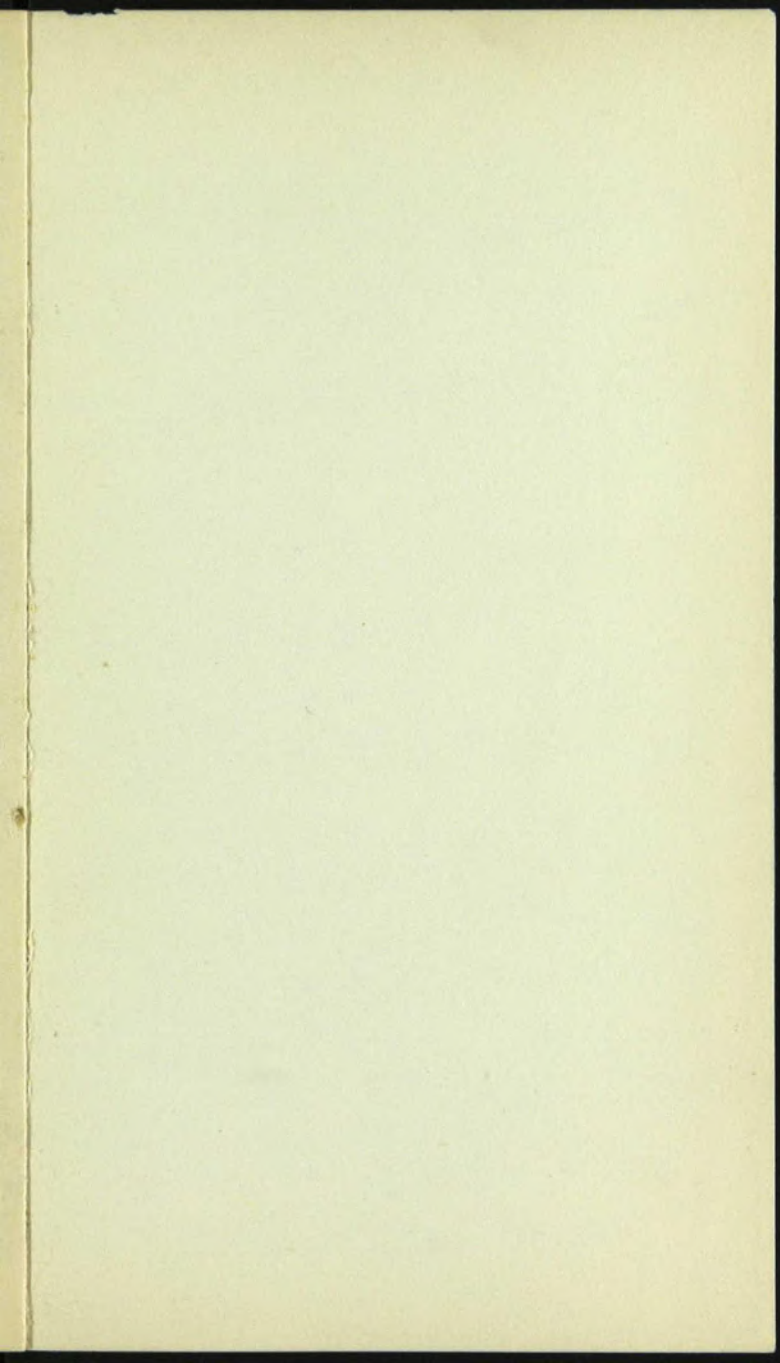


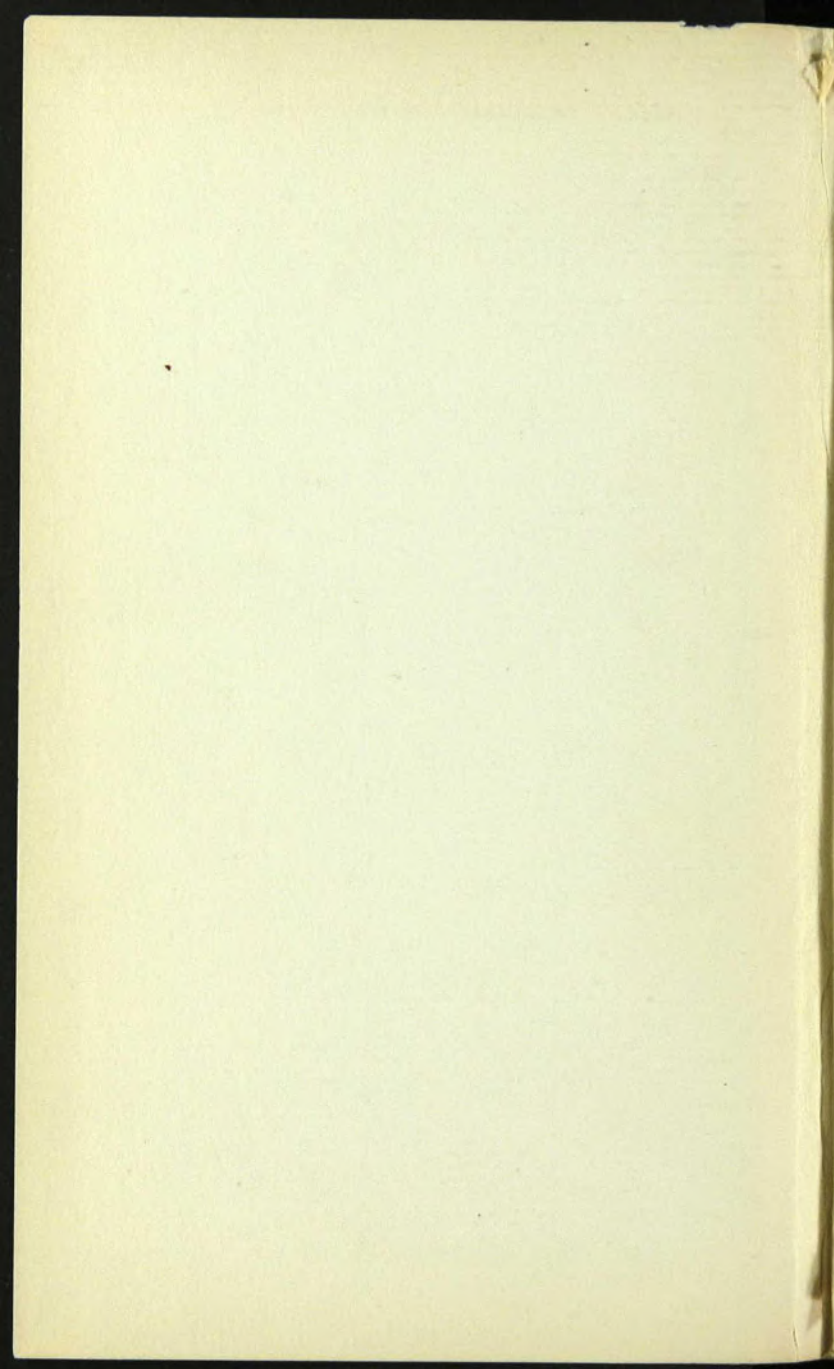


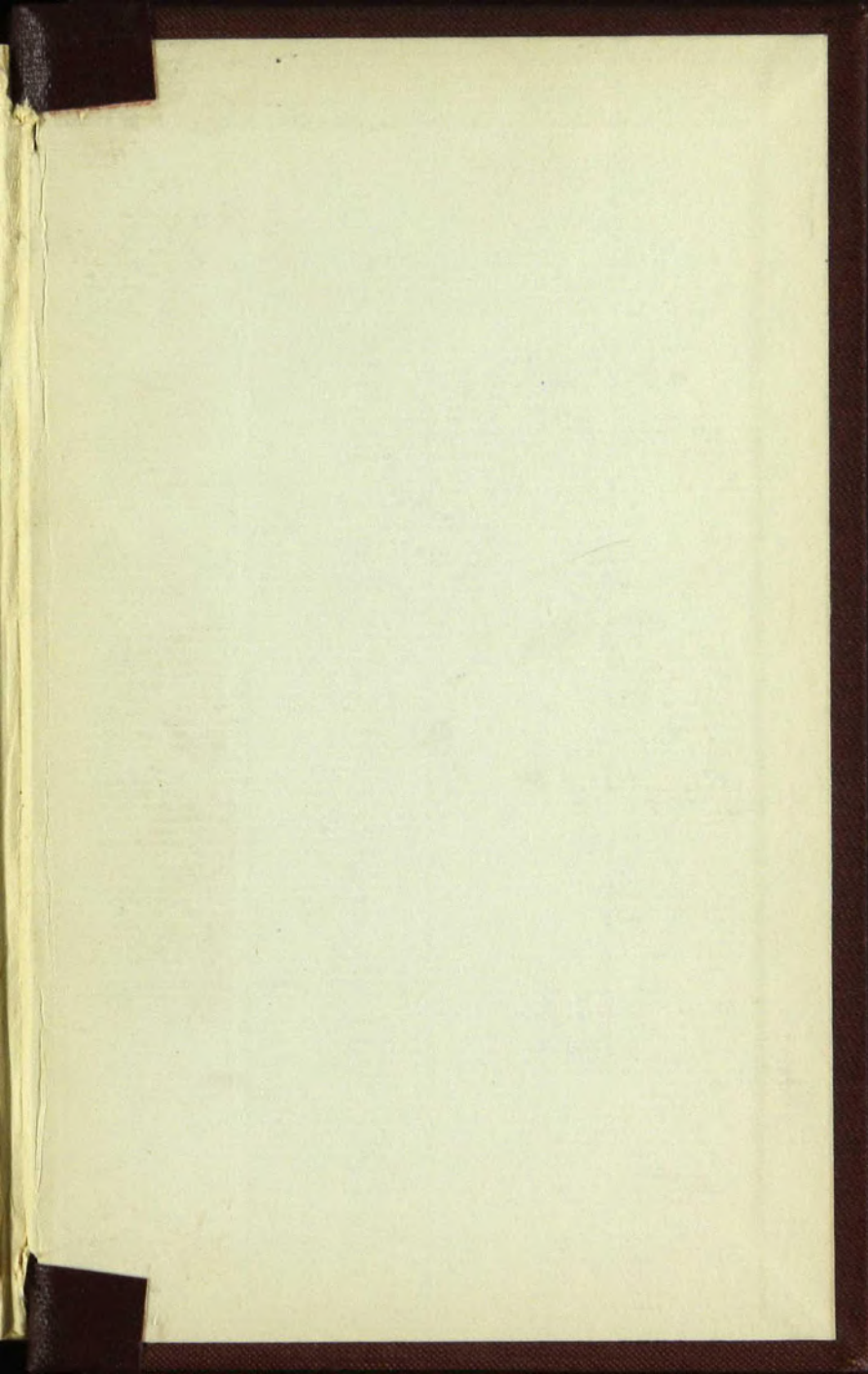












BNQ



000 333 529

9
G
1